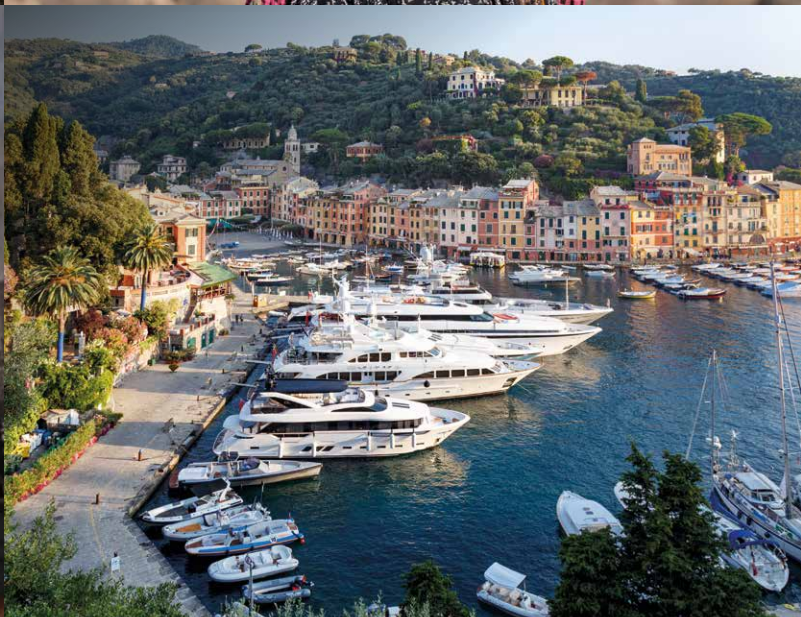




LES INÉGALITÉS TUENT

Face aux inégalités record engendrées
par la COVID-19, l'urgence de mesures
sans précédent



OXFAM

DOCUMENT D'INFORMATION D'OXFAM - JANVIER 2022

Depuis le début de la pandémie, la fortune des dix hommes les plus riches au monde a doublé. 99 % de l'humanité a des revenus moins importants que prévu à cause de la COVID-19. L'augmentation des inégalités économiques, de race et de genre, ainsi que les inégalités entre pays, fragmentent notre monde. Ceci n'est pas le fruit du hasard, mais de décisions politiques délibérées : une « violence économique » s'opère lorsque les choix de politiques structurelles sont faits pour les personnes les plus riches et les plus puissantes. Ces choix nous affectent toutes et tous, en particulier les personnes les plus pauvres, les femmes et les filles et les groupes racisés. Les inégalités contribuent à la mort d'au moins une personne toutes les quatre secondes. Mais nous pouvons repenser nos économies de façon radicale afin de faire de l'égalité notre priorité. Nous pouvons nous attaquer à la concentration extrême des richesses grâce à une fiscalité progressive ; investir dans des mesures publiques luttant contre les inégalités et repenser la distribution du pouvoir dans l'économie et la société. Si nous agissons avec courage et que nous écoutons les mouvements appelant au changement, nous pourrions construire une économie dans laquelle personne ne vit dans la pauvreté alors même qu'une autre personne peut amasser des milliards, une économie dans laquelle les inégalités ne tuent plus.

© Oxfam International, janvier 2022

Auteur principal : Nabil Ahmed

Auteur-es collaborateurs et collaboratrices : Anna Marriott, Nafkote Dabi, Megan Lowthers, Max Lawson, Leah Mugehera

Commanditaire : Dana Abed

Traduction et relecture de l'anglais : eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard), Morgane Menichini, Barbara Scottu, Aurore Guieu et Pauline Leclerc

Oxfam remercie Tariq Ahmed, Charlotte Becker, Esmé Berkhout, Kira Boe, Helen Bunting, Tracy Carty, Chuck Collins, Hernan Cortes, Lies Craeynest, Nadia Daar, Sara Duvisac, Patricia Espinoza Revollo, Jonas Giefeldt, Matt Grainger, Irene Guijt, Christian Hallum, Victoria Harnett, Amina Hersi, Didier Jacobs, Anthony Kamande, Jan Kowalzig, Iñigo Macías Aymar, Alex Maitland, Katie Malouf Bous, Leah Mugehera, Jacobo Ocharan, Amber Parkes, Quentin Parrinello, Pablo Andrés Rivero Morales, Susana Ruiz, Rhea Russell Cartwright, Alberto Sanz Martins, Anjela Taneja, Julie Thekkudan, Annie Thériault, Mia Tong, Ankit Vyas, Lyndsay Walsh, David Wilson, Helen Wishart et Deepak Xavier pour leur participation.

Design : Lucy Peers

Oxfam remercie les experts et expertes ayant généreusement apporté leur aide : Jenny Ricks, Jayati Ghosh, Chuck Collins, Omar Ocampo, Danny Dorling, Anthony Sharrocks, Lucas Chancel, Nishant Yonzan, Christoph Lakner et Deborah Hardoon.

Ce document a été écrit afin d'alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-852-6 en janvier 2022. DOI : 10.21201/2022.8465

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Photo de couverture : 1. Silveria Perez dans sa cuisine. Elle explique que des membres de sa communauté au Guatemala ont émigré vers les États-Unis et qu'il paraît que certain-es ont été kidnappé-es. D'autres ont voyagé jusqu'au Mexique pour effectuer du travail saisonnier, puis sont revenu-es. Silveria a quatre enfants. L'un d'eux souffre de malnutrition. Son mari est travailleur saisonnier au Mexique, et sa mère vit non loin de chez elle. Crédit photo : Pablo Tosco/Oxfam Intermón. 2. Voici Mako (25 ans) et son bébé Amaal* (3 mois). Mako et son mari Mahamud vivent de l'agriculture et du pastoralisme dans la région Somali d'Éthiopie. « La sécheresse a des conséquences concrètes. Nous en souffrons en ce moment. », explique Mako. « Cette année et celle d'avant, nous avons été affecté-es par une sécheresse aiguë. » Oxfam aide les communautés paysannes et pastoralistes comme celles de Mako et Mahamud à diversifier leurs sources de revenu et à faire pousser des cultures plus résistantes aux sécheresses. *Le nom a été modifié par mesure de sécurité. Crédit photo : Kieran Doherty/Oxfam. 3. Des yachts de luxe dans une marina en Italie. Image de [Domenico Farone, Pixabay](#). 4. Yehya, 72 ans, habite au Liban, où il a travaillé dans le bâtiment pendant plus de 40 ans. Après l'effondrement économique et la détérioration des conditions de travail dans le secteur de la construction, il est devenu chauffeur de taxi. Il gagne à peine de quoi payer son loyer et la location de sa voiture. Il proteste contre les conditions de vie au Liban, où la crise économique a causé une hyperinflation et une forte baisse de la valeur de la livre. Crédit photo : Pablo Tosco/Oxfam dans la région MENA.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	4
RÉSUMÉ	8
Le variant milliardaire	9
Pas de vaccin contre les inégalités	11
Violence économique	12
Notre problème universel	13
Priorité à l'égalité	13
1. UNE AUGMENTATION SANS PRÉCÉDENT DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES ALORS QUE DES MILLIARDS DE PERSONNES SOUFFRENT	16
Des inégalités fatales	18
La pandémie a engendré la plus grande augmentation de la fortune des milliardaires jamais enregistrée	18
Huit milliards de raisons de réduire les inégalités	21
Quand les inégalités débouchent sur encore plus d'inégalités	22
Pas un hasard, mais un choix	24
Choisir l'égalité	24
2. VIOLENCE ÉCONOMIQUE	25
Santé : plus d'inégalités, plus de souffrances	27
Les violences basées sur le genre : l'autre pandémie	30
Catastrophe climatique : les émissions des plus riches font flamber la planète	33
Pauvreté et faim	36
3. SOLUTIONS	38
Mouvements sociaux	38
On ne peut plus le nier : les gouvernements peuvent agir	39
L'égalité : une mission économique du XXI ^e siècle	39
1. Débloquer des milliers de milliards de dollars dans les économies pour lutter contre les inégalités	40
2. Réorienter cette richesse pour sauver des vies et investir dans notre avenir	42
3. La distribution en amont afin de réorienter le pouvoir et les revenus dans l'économie	45
NOTES	49

AVANT-PROPOS



Jayati Ghosh a enseigné l'économie à l'université Jawaharlal-Nehru de New Delhi en Inde. Elle est désormais professeure d'économie à l'université du Massachusetts à Amherst, aux États-Unis. Elle est également membre du Conseil sur l'économie de la santé pour tous de l'Organisation mondiale de la Santé.

La pandémie nous a rappelé une dure réalité : un accès inégal aux revenus et aux opportunités est non seulement source de sociétés injustes, détraquées et malheureuses, mais tue littéralement des gens. Au cours des deux dernières années, des personnes sont mortes après avoir contracté une maladie infectieuse parce qu'elles n'avaient pas reçu de vaccins à temps, alors que ces vaccins auraient pu être produits et distribués plus largement si la technologie avait été partagée. Elles sont mortes parce qu'elles n'ont pas reçu les soins hospitaliers essentiels ou l'oxygène dont elles avaient besoin à cause de pénuries dans des systèmes de santé publique sous-financés. Certaines sont mortes parce que d'autres pathologies n'ont pas pu être traitées à temps, car les établissements de santé publics étaient surchargés et qu'elles n'avaient pas les moyens de payer des soins privés. Elles sont mortes de désespoir, accablées par la perte de leurs moyens de subsistance. Elles sont mortes de faim parce qu'elles n'avaient plus les moyens d'acheter de quoi manger. Elles sont mortes parce que leurs gouvernements ne pouvaient pas - ou ne voulaient pas - leur fournir la protection sociale indispensable pour survivre à la crise. Et pendant cette hécatombe, les personnes les plus fortunées au monde se sont enrichies comme jamais et certaines des plus grandes entreprises ont réalisé des bénéfices sans précédent.

La pandémie a frappé de manière disproportionnée des centaines de millions de personnes parmi les populations les plus défavorisées, comme celles qui vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, appartiennent à des groupes socialement discriminés ou occupent un emploi informel, ainsi que les filles et les femmes. Précisément les personnes les moins susceptibles de pouvoir influencer sur les politiques.

Il apparaît aujourd'hui que les inégalités tuent non seulement celles et ceux qui ne pèsent rien sur le plan politique, mais aussi la planète. La stratégie qui consiste à privilégier les profits au détriment des personnes apparaît ainsi non seulement injuste, mais aussi prodigieusement inefficace. Sur une planète morte, les marchés ne feront « prospérer » personne, peu importe son pouvoir, et les économies ne connaîtront aucune « croissance ».

Il est désormais indispensable de changer de cap. Nous avons bien sûr besoin de solutions systémiques, comme inverser les privatisations désastreuses de la finance, des connaissances, des services publics et collectifs, ainsi que des biens communs de la nature. Mais aussi de politiques fiscales accessibles qui taxent la fortune et les multinationales. Nous devons enfin démanteler les inégalités structurelles de genre, de race, d'origine ethnique et de caste qui alimentent les disparités économiques.

Ce document incisif et pertinent d'Oxfam démontre clairement que si les inégalités sont mortelles, des solutions sont à notre portée. Moyennant une mobilisation publique et un imaginaire collectif plus forts, tout est encore possible.



Abigail E. Disney est cinéaste documentariste, activiste, cofondatrice de la société de production Fork Films et présentatrice du podcast « All Ears ». Elle est membre de l'association Patriotic Millionaires.

Cela fait deux ans que nous regardons des gens mourir, encore et encore... des personnes mortes par négligence, par indifférence, par manque d'empathie, des personnes mortes d'ennui. Bien sûr, c'est la COVID-19 qui a tué ces personnes. Mais tout comme en situation de famine, chaque mort liée à la COVID-19 est en fait politique et causée par l'être humain.

Lorsque le virus est apparu, je me suis dit (comme tant d'autres personnes naïves) que peut-être - et je dis bien peut-être - la façon dont nos structures s'étaient si violemment révélées injustes et cruelles allait nous faire ouvrir les yeux et nous donner la volonté de revoir la manière dont les ressources sont distribuées.

Et finalement, c'est l'inverse qui a eu lieu. De nouveaux milliardaires ont émergés tandis que ceux qui l'étaient déjà ont continué à accumuler les richesses. Des entreprises comme Amazon, loin de rougir de honte, ont vu là une opportunité et ont doublé la mise sur les stratégies qui avaient déjà privé 40 % des travailleurs et travailleuses aux États-Unis des moindres économies possibles pour faire face à la faim, au sans-abrisme et aux services de santé de qualité insuffisante, qui représentaient des menaces si immédiates pour leurs familles.

La société était criblée de fissures au début de cette pandémie, et ces fissures sont devenues des failles. Ces failles menacent la cohésion sociale et la démocratie et, ce qui est peut-être plus inquiétant, constituent une barrière quasi insurmontable pour toute approche logique ou efficace face à la crise climatique, qui se concrétise très rapidement, même pour les climatosceptiques endurcis.

Rien de cela n'est le fruit du hasard. Après des décennies d'attaque coordonnée contre les lois, les réglementations et les systèmes conçus pour protéger les personnes ordinaires de celles qui pourraient les exploiter, nous héritons d'une société civile paralysée, de syndicats en réanimation et d'un gouvernement manquant si terriblement de ressources qu'il est à peine capable de collecter les impôts dont il a besoin pour simplement continuer de fonctionner.

Par conséquent, les solutions doivent être aussi mûrement réfléchies. Nous devons impérativement déconstruire les structures qui perpétuent un statu quo funeste pour en construire de nouvelles, qui redistribueront plus équitablement à la fois les richesses et le pouvoir. Tout problème systémique requiert une solution systémique, et non pas une tentative fragmentée de traiter les symptômes plutôt que la maladie.

De manière tout à fait ironique, la réponse à ces problèmes compliqués est plutôt simple : l'impôt. Une réforme fiscale obligatoire, incontournable et ambitieuse au niveau international est l'unique moyen de réparer ce qui est cassé. Sans gouvernements très performants utilisant activement une multitude de ressources afin de contrer ces injustices, nous nous embourberons toujours plus dans la situation chaotique que les plus fortunés ont créée pour nous.

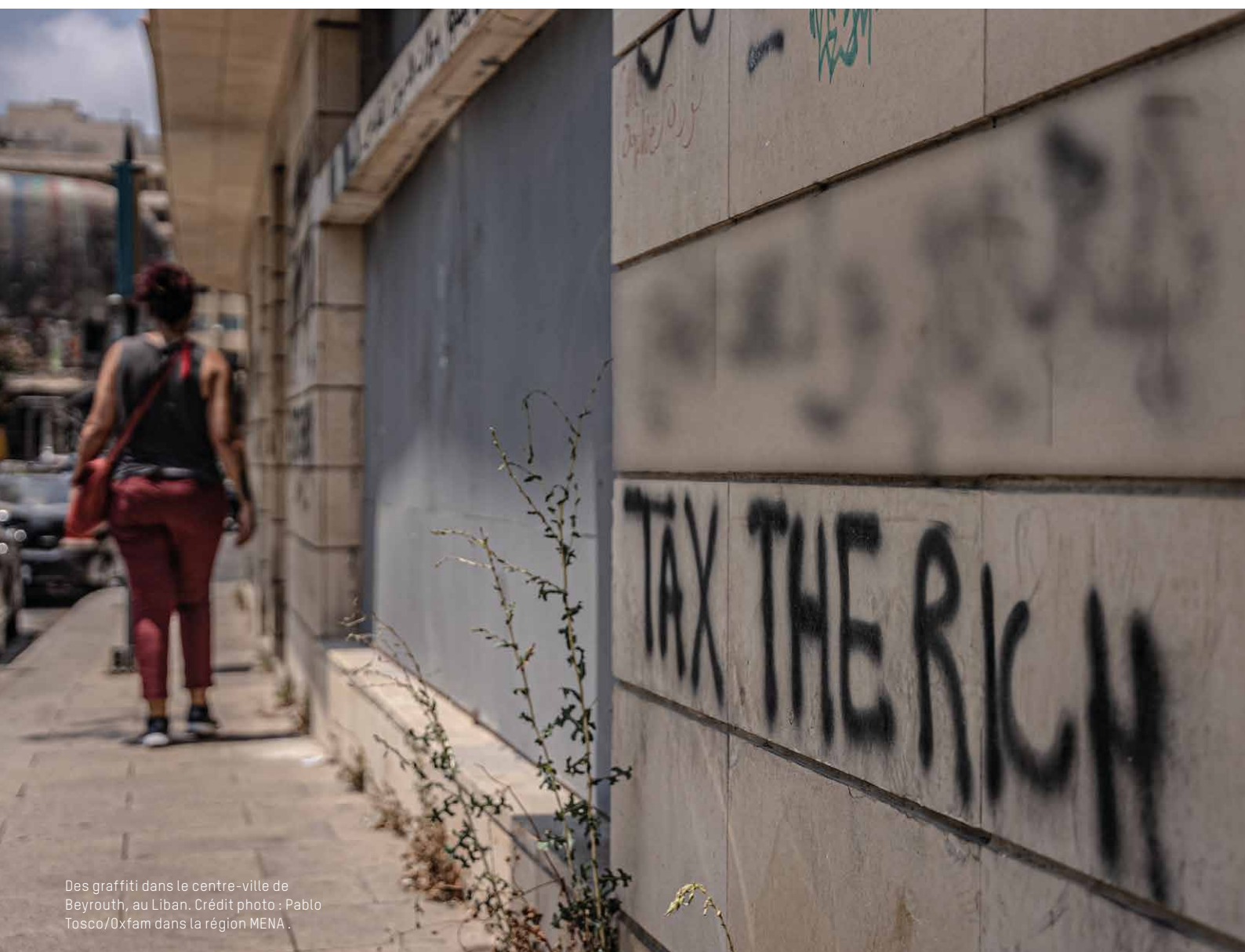
Il y a plus d'argent qu'il n'en faut pour résoudre la plupart des problèmes de ce monde. Le fait est qu'il est entre les mains des millionnaires et milliardaires, qui ne paient pas leur juste part.

Nous pouvons commencer par récupérer une partie de la croissance franchement absurde qu'a connu la fortune des milliardaires au cours de la pandémie. Ce n'est pas compliqué, et ce ne devrait pas être sujet à controverse. À peu près tout le reste de la population mondiale s'est sacrifié d'une manière ou d'une autre au cours des deux dernières années ; c'est au tour des milliardaires d'en faire de même, et vite. Comme ce rapport l'explique clairement, il n'y pas de temps à perdre.

Trop de mes pair-es immensément riches considèrent les inégalités comme un enjeu abstrait, mais les conséquences réelles dans le monde sont dévastatrices. Notre richesse ne nous parvient pas de manière isolée : elle est directement liée à l'incapacité de notre pays et de notre monde à subvenir aux besoins des personnes ayant le plus besoin de soutien.

À eux seuls, les milliardaires ont amassé des sommes d'argent astronomiques ces deux dernières années. Ils peuvent facilement se permettre de payer plus.

Nous pouvons faire de ce monde un endroit meilleur. Nous devons simplement trouver la volonté politique de faire ce qu'il faut.



Des graffiti dans le centre-ville de Beyrouth, au Liban. Crédit photo : Pablo Tosco/Oxfam dans la région MENA .

LES INÉGALITÉS TUENT



La fortune des dix hommes les plus riches du monde a doublé, alors que les revenus de 99 % de l'humanité sont moins importants que prévu à cause de la COVID-19¹.



Mars 2020



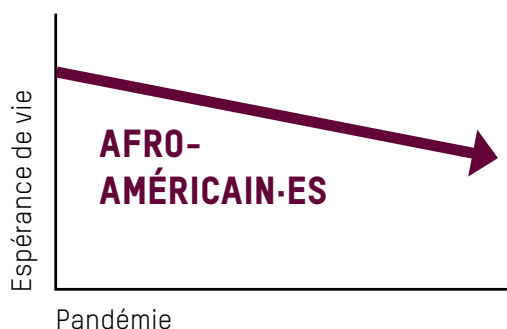
Novembre 2021

Dix hommes les plus riches

252 hommes se partagent plus de richesses que le milliard de filles et de femmes qui vivent en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes réunies.



3,4 millions d'Afro-américain-es seraient toujours vivant-es si leur espérance de vie était la même que celle de la population blanche. Avant la COVID-19, ce chiffre alarmant était déjà de 2,1 millions⁴.



Les inégalités contribuent à la mort d'au moins une personne toutes les quatre secondes².

FAITES LE COMPTE



Depuis 1995, les 1 % les plus fortuné-es ont accaparé près de 20 fois plus de richesses mondiales que les 50 % les plus pauvres de l'humanité³.



1 % LES PLUS RICHES



50 % LES PLUS PAUVRES

Vingt des milliardaires les plus riches émettraient en moyenne 8 000 fois plus de carbone que le milliard de personnes les plus pauvres dans le monde⁵.

8 000 FOIS PLUS



20 personnes les plus riches



Milliard de personnes les plus pauvres

Dr Ratnesh Kunwar, un scientifique de la Defence Research and Development Organization, passe sous la zone de vaporisation de désinfectant après s'être rendu dans le service prenant en charge les patient-es malades de la COVID-19. Crédit photo : Cheena Kapoor/Oxfam

RÉSUMÉ

Depuis le début de la pandémie, le monde compte un nouveau milliardaire toutes les 26 heures⁶. Les dix hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune, tandis que plus de 160 millions de personnes auraient basculé dans la pauvreté⁷. Parallèlement, quelque 17 millions de personnes sont mortes de la COVID-19, un bilan humain sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale⁸.

Ce constat est le symptôme d'un malaise profond. Les inégalités fracturent nos sociétés. La violence est au cœur de nos systèmes économiques. Les inégalités tuent.

Les inégalités ont rendu cette pandémie de coronavirus plus mortelle, plus longue et encore plus dommageable pour les moyens de subsistance. Au final, les inégalités de revenus sont plus déterminantes que l'âge comme facteur de risque de mourir de la COVID-19⁹. Des millions de personnes seraient encore en vie aujourd'hui si elles avaient été vaccinées. Pendant ce temps, les grandes sociétés pharmaceutiques s'accrochent à leur monopole sur ces technologies. Cet apartheid vaccinal sème la mort et aggrave les inégalités dans le monde entier.

Plusieurs institutions comme le FMI¹⁰, la Banque mondiale¹¹, le Credit Suisse¹² et le Forum économique mondial¹³ ont toutes estimé que la pandémie avait provoqué une flambée des inégalités partout dans le monde.

Les décès imputables à la pandémie sont plus nombreux parmi les personnes racisées et les plus pauvres au monde. Dans certains pays, les personnes les plus pauvres sont presque quatre fois plus susceptibles de mourir de la

**LES INÉGALITÉS
FRACTURENT
NOS SOCIÉTÉS.
LA VIOLENCE
EST AU CŒUR DE
NOS SYSTÈMES
ÉCONOMIQUES.**

COVID-19 que les plus riches¹⁴. En Angleterre, pendant la deuxième vague, les personnes d'origine bangladaise étaient cinq fois plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que la population britannique blanche¹⁵.

Ces fractures actuelles trouvent leurs racines dans l'esclavage et le colonialisme desquels le racisme découle¹⁶. Le fossé entre les pays riches et les pays pauvres devrait en outre se creuser pour la première fois en une génération¹⁷. Les personnes qui vivent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire sont environ deux fois plus susceptibles de mourir d'une infection à la COVID-19 que celles vivant dans les pays riches¹⁸.

Le fait qu'au moins 73 pays soient confrontés à la perspective d'une austérité soutenue par le FMI¹⁹ risque d'aggraver les inégalités entre les pays, et tous les types d'inégalités au sein des pays. Les droits des femmes et les progrès en matière d'égalité de genre vont fortement pâtir de ces mesures d'austérité dans un contexte de crise qui a déjà fait reculer d'une génération entière l'objectif d'atteindre la parité (135 ans, contre 99 ans auparavant)²⁰. Cette situation est d'autant plus difficile que, dans de nombreux pays, les femmes sont confrontées à un regain de violences basées sur le genre²¹. Et comme lors de chaque crise, elles doivent également absorber une somme considérable de travail de soin non rémunéré²² qui les maintient au bas de l'échelle de l'économie mondiale.

Le coût des profondes inégalités auxquelles nous sommes confronté-es se traduit en vies humaines. Comme démontré dans le présent document, sur la base d'estimations prudentes, les inégalités contribuent chaque jour à la mort d'au moins 21 300 personnes.

Autrement dit, les inégalités contribuent à la mort d'au moins une personne toutes les quatre secondes²³.

LE FAIT QU'AU MOINS 73 PAYS SOIENT CONFRONTÉS À LA PERSPECTIVE D'UNE AUSTÉRITÉ SOUTENUE PAR LE FMI²⁴ RISQUE D'AGGRAVER LES INÉGALITÉS ENTRE LES PAYS, ET TOUS LES TYPES D'INÉGALITÉS AU SEIN DES PAYS.

Les inégalités contribuent chaque jour à la mort d'au moins

21 300 PERSONNES



Soit une personne toutes les quatre secondes



LE VARIANT MILLIARDAIRE

S'il est difficile d'établir des comparaisons historiques au vu de l'ampleur de la crise des inégalités actuelle, certaines comparaisons sautent aux yeux.

En juillet 2021, l'homme le plus riche du monde a fait un tour dans l'espace avec quelques ami-es à bord de sa luxueuse fusée alors que des millions de personnes mouraient inutilement sous ses pieds parce qu'elles n'avaient pas accès aux vaccins ou de quoi se nourrir. À la Révolution française, l'arrogante Marie-Antoinette aurait déclaré « Qu'ils mangent de la brioche ! ». Jeff Bezos

aura lui aussi sa phrase culte : « Je tiens à remercier chaque employé et chaque client d'Amazon, car vous avez payé pour tout cela »²⁵. À elle seule, l'augmentation de la fortune de Bezos pendant la pandémie permettrait de financer la vaccination de chaque être humain de la planète²⁶.

Les quelque 2 755 milliardaires dans le monde ont vu leur fortune augmenter davantage lors de la pandémie de COVID-19 qu'au cours des quatorze dernières années, qui avaient déjà été une aubaine pour les milliardaires²⁷.

Il s'agit de la plus forte augmentation annuelle de la fortune des milliardaires depuis que ce type de données est recensé, et cela concerne tous les continents. Cette augmentation est due à la montée en flèche des cours des actions²⁸, à l'essor des entités non réglementées²⁹, à la montée en puissance des monopoles³⁰ et des privatisations³¹, ainsi qu'à l'érosion des réglementations et des taux d'imposition sur les sociétés³², à la réduction des droits et des salaires des travailleurs et des travailleuses³³, le tout sur fond d'instrumentalisation du racisme³⁴.

ENCADRÉ 1

CINQ INFORMATIONS SUR LES 10 HOMMES LES PLUS RICHES DU MONDE

- 1 La fortune des 10 hommes les plus riches du monde a doublé, alors que les revenus de 99 % de l'humanité sont moins importants que prévu à cause de la COVID-19³⁵.
- 2 Les 10 hommes les plus riches du monde détiennent plus que les 3,1 milliards de personnes les plus pauvres³⁶.
- 3 Si les 10 hommes les plus riches dépensaient chacun un million de dollars par jour, il leur faudrait 414 ans pour dépenser leur fortune combinée³⁷.
- 4 Si les 10 milliardaires les plus riches s'asseyaient au sommet de leur fortune combinée empilée en billets de un dollar américain, ils atteindraient presque la moitié du chemin qui nous sépare de la Lune³⁸.
- 5 Un impôt exceptionnel de 99 % sur les richesses amassées pendant la pandémie de COVID-19 par les 10 hommes les plus riches au monde permettrait de financer suffisamment de vaccins pour immuniser le monde entier, de combler les déficits de financement des mesures climatiques, de financer la protection sociale et de santé universelle et de soutenir les efforts de lutte contre les violences basées sur le genre dans plus de 80 pays, tout en laissant à ces personnes quelque 8 milliards de dollars de plus qu'avant la pandémie³⁹.

Ces tendances sont alarmantes. En ne vaccinant pas le monde, les gouvernements ont créé les conditions pour que le virus de la COVID-19 mute dangereusement. Ils ont dans le même temps permis l'émergence d'un tout nouveau variant : celui de la richesse des milliardaires. Ce variant milliardaire expose notre monde à un grand danger.

**CES TENDANCES SONT
ALARMANTES.**

D'après l'analyse et les nouveaux chiffres publiés en décembre 2021 par le World Inequality Lab, les 1 % les plus riches se sont accaparé 19 fois plus de la croissance globale des richesses que les 50 % les plus pauvres de l'humanité depuis 1995⁴⁰. Les inégalités actuelles sont comparables à celles enregistrées au sommet de l'impérialisme occidental au début du XXe siècle⁴¹. L'âge d'or de la fin du XIXe siècle a été dépassé⁴².

PAS DE VACCIN CONTRE LES INÉGALITÉS

Nous abordons 2022 avec une inquiétude sans commune mesure.

Lorsque la pandémie a frappé, nous avons le sentiment de tou-te-s être dans le même bateau. Nous avons cru et voulu croire au mantra émanant de la sphère politique : nous devons être touché-es de la même manière par cette maladie terrifiante, indépendamment de notre classe, de notre genre, de notre origine ethnique ou du pays dans lequel nous vivions. Les gouvernements, en particulier les nations riches disposant de plus de moyens, ont lancé d'énormes plans de sauvetage. Un incroyable marathon scientifique a commencé pour trouver un vaccin contre la COVID-19.

Pourtant, au lieu de devenir un bien public mondial comme l'avaient promis nos dirigeant-es, ces vaccins miraculeux qui donnaient tant d'espoir à la population mondiale ont été dès le premier jour emmurés pour servir des profits privés et des monopoles. Au lieu de vacciner des milliards de personnes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, nous avons créé des milliardaires du vaccin⁴³ en laissant aux sociétés pharmaceutiques le choix de qui vit et qui meurt.

L'année 2021 a surtout été marquée par ce scandaleux apartheid vaccinal qui entachera à jamais l'histoire de notre espèce. Dans les pays où l'accès aux vaccins est limité, cette catastrophe d'origine humaine a coûté la vie à des millions de personnes qui auraient pu être sauvées.

Les grandes fractures actuelles sont dues à la fois à l'intensification des inégalités entre les pays (les pays riches étant en mesure de vacciner leur population et de revenir à un niveau de normalité) et à l'augmentation des inégalités au sein des pays (les personnes les plus riches étant en mesure de mieux résister au maelström économique créé par la COVID-19).



**L'ANNÉE 2021
A SURTOUT ÉTÉ
MARQUÉE PAR
CE SCANDALEUX
APARTHEID VACCINAL
QUI ENTACHERA À
JAMAIS L'HISTOIRE DE
NOTRE ESPÈCE.**



Un flacon de vaccin contre la COVID-19. Crédit photo : Spencer Davis, Pixabay.



Selon les estimations, **5,6 MILLIONS DE PERSONNES** meurent chaque année dans les pays pauvres par manque d'accès aux soins de santé.



Au moins **67 000 FEMMES** meurent chaque année des suites de mutilations génitales féminines ou sous les coups de leur partenaire (ancien ou actuel).



La faim tue a minima plus de **2,1 MILLIONS DE PERSONNES** chaque année.



La crise climatique pourrait faire **231 000 VICTIMES** par an dans les pays pauvres d'ici 2030.

VIOLENCE ÉCONOMIQUE

Il n'a jamais été question de hasard, mais de choix. Les inégalités extrêmes sont une forme de « violence économique », avec des politiques structurelles et systémiques et des choix politiques biaisés en faveur des personnes les plus riches et les plus puissantes qui sont directement préjudiciables pour la grande majorité des citoyen·nes ordinaires dans le monde.

Le fait que les dommages et les décès frappent beaucoup plus les personnes en situation de pauvreté, les femmes, les filles et les groupes racisés que les personnes riches et privilégiées n'a rien d'accidentel dans la forme dominante actuelle du capitalisme, mais en est au contraire une composante essentielle.

Les inégalités contribueraient à la mort d'au moins 21 300 personnes par jour, soit une personne toutes les quatre secondes⁴⁴. Il s'agit là d'une estimation très prudente des décès imputables à la faim dans un monde d'abondance, à la privation de soins de santé de qualité dans les pays pauvres et aux violences basées sur le genre affectant les femmes et découlant du patriarcat. Nous communiquons également des estimations concernant les décès liés au dérèglement climatique dans les pays pauvres.

- Selon les estimations, 5,6 millions de personnes meurent chaque année dans les pays pauvres par manque d'accès aux soins de santé. Des soins de santé de bonne qualité sont trop souvent considérés comme un luxe réservé aux riches, alors qu'ils sont un droit humain. Avoir plus d'argent en poche permet non seulement d'accéder aux soins de santé, mais aussi de vivre plus longtemps et en meilleure santé. Par exemple, à São Paulo au Brésil, les résident·es des quartiers les plus aisés peuvent espérer vivre 14 ans de plus que les habitant·es des quartiers les plus pauvres^{45,46}.
- Au moins 67 000 femmes meurent chaque année des suites de mutilations génitales féminines ou sous les coups de leur partenaire (ancien ou actuel)⁴⁷.



Ces violences basées sur le genre sont ancrées dans le patriarcat et dans des systèmes économiques sexistes. La surmortalité féminine et les avortements sélectifs (en raison de la préférence pour les fils) représenteraient quelque 143 millions de femmes manquant à l'appel dans le monde. En 2020, cette surmortalité aurait concerné 1,7 million de femmes et le nombre d'avortements sélectifs se serait élevé à 1,5 million⁴⁸.

- Dans un monde d'abondance, **la faim tue a minima plus de 2,1 millions de personnes chaque année**⁴⁹. Elle est l'une des façons dont la pauvreté tue, et des milliards de citoyen·nes ordinaires dans le monde y sont confronté·es chaque jour. Partout dans le monde, les personnes les plus pauvres meurent plus tôt que les autres⁵⁰.
- Selon une estimation prudente, **la crise climatique pourrait faire 231 000 victimes par an dans les pays pauvres d'ici 2030**⁵¹. Cette crise pourrait engendrer des décès par millions au cours de la seconde moitié de ce siècle. D'après une étude, les gaz à effet de serre émis par 273 Américain·es en 2020 entraîneront le décès d'une personne avant la fin du siècle uniquement à cause des vagues de chaleur⁵². Cette crise est alimentée par les émissions des personnes les plus riches. Par exemple, les émissions de CO2 des 20 milliardaires les plus riches seraient en moyenne 8 000 fois plus importantes que les émissions du milliard de personnes les plus pauvres⁵³.



NOTRE PROBLÈME UNIVERSEL

Il ne s'agit là que de quelques exemples illustrant comment les inégalités tuent. En fait, les inégalités ont un impact négatif sur quasiment tous les aspects de la vie et sur tout espoir de progrès pour l'humanité.

Les inégalités sont invariablement néfastes pour tou·te·s. Les pays riches peuvent soutenir leurs milliardaires du monopole pharmaceutique et faire des réserves de vaccins pour protéger leur population, mais ce faisant, ils exposent leurs propres citoyen·nes au risque de mutations créées par l'apartheid vaccinal.

Des inégalités en hausse engendrent plus de criminalité, de malheur, de méfiance et de violences^{54,55,56}. Cela rend inatteignable l'objectif d'éradiquer la pauvreté dans le monde⁵⁷.

Les inégalités entre les pays et au sein des pays sont également fatales pour l'avenir de notre monde. Lorsque les pays riches échouent à assumer leur responsabilité alors qu'ils sont à l'origine de 92 %⁵⁸ des émissions excédentaires, c'est toute la planète qui souffre du réchauffement. Nous sommes tou·te·s impacté·es par la surconsommation des plus riches à l'origine de la crise climatique actuelle, les émissions des 1 % les plus riches étant deux fois plus importantes que celles des 50 % les plus pauvres de l'humanité⁵⁹.

**LES INÉGALITÉS
ENTRE LES PAYS ET AU
SEIN DES PAYS SONT
ÉGALEMENT FATALES
POUR L'AVENIR DE
NOTRE MONDE.**

PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ

Les fonds publics colossaux déversés dans nos économies ont gonflé les prix des actions de façon spectaculaire, ce qui a engraisé plus que jamais les comptes bancaires des milliardaires. Les fonds publics tout aussi importants

investis dans les vaccins ont à leur tour majoré de plusieurs dizaines de milliards de dollars les profits des sociétés pharmaceutiques.

Les gouvernements doivent revoir leur copie et refuser de s'enfoncer davantage sur cette voie dangereuse, fatale et autodestructrice avec des niveaux d'inégalités extrêmes jamais enregistrés dans l'histoire humaine.

L'argent ne manque pas. Ce mensonge a volé en éclats lorsque les gouvernements ont débloqué 16 000 milliards de dollars pour faire face à la pandémie⁶⁰. Seul le courage fait défaut, celui qui permettrait de s'attaquer aux inégalités, à la fortune et au pouvoir des personnes riches et puissantes, et au manque d'imagination pour se libérer du carcan étroit et défaillant du néolibéralisme extrême.

Face à la puissance des mouvements sociaux et des citoyen·nes ordinaires partout dans le monde, et en tirant les leçons de l'ambition des gouvernements progressistes sur le plan historique (comme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale) et à la sortie du colonialisme dans de nombreux pays, les gouvernements doivent élaborer des stratégies ambitieuses adaptées au XXI^e siècle. Ils doivent promouvoir activement une plus grande égalité économique et tendre vers l'égalité raciale et de genre en s'appuyant sur des jalons explicites, mesurables et assortis de délais.

Les gouvernements ont une marge de manœuvre énorme pour changer radicalement de cap. Seules des solutions systémiques permettront de combattre la violence économique à sa racine et de jeter les bases d'un monde plus égalitaire. Pour cela, il convient de modifier de manière ambitieuse les règles de l'économie, de répartir plus équitablement en amont le pouvoir et les revenus (en veillant à ce que le marché, le secteur privé et la mondialisation ne soient pas à l'origine d'inégalités plus fortes), d'imposer les grandes fortunes et d'investir dans des stratégies publiques qui ont fait leurs preuves.

**SEULES DES
SOLUTIONS
SYSTÉMIQUES
PERMETTRONT DE
COMBATTRE LA
VIOLENCE ÉCONOMIQUE
À SA RACINE ET DE
JETER LES BASES
D'UN MONDE PLUS
ÉGALITAIRE.**

1. Récupérer les richesses extrêmes pour les réinjecter dans l'économie réelle et lutter contre les inégalités

Tous les gouvernements devraient immédiatement taxer les profits réalisés par les grandes fortunes pendant cette pandémie afin de récupérer ces ressources et de les déployer pour panser le monde. Par exemple, un impôt exceptionnel de 99 % sur les richesses amassées pendant la pandémie de COVID-19 par les 10 hommes les plus riches au monde permettrait à lui seul de lever 812 milliards de dollars⁶¹. Cela doit évoluer vers la mise en œuvre d'impôts progressifs permanents sur le capital et la fortune afin de réduire fondamentalement et radicalement les inégalités de richesse. Ces efforts doivent s'accompagner d'autres mesures fiscales, comme l'affectation par les pays riches d'une part conséquente de leurs 400 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux du FMI aux économies vulnérables, sans endettement ni conditionnalité.

2. Réorienter cette richesse pour sauver des vies et investir dans notre avenir

Tous les gouvernements doivent investir dans des politiques publiques fortes et éprouvées pour sauver des vies et investir dans notre avenir. La pandémie doit déboucher sur des soins de santé universels de qualité, financés et dispensés par les pouvoirs publics (personne ne devrait plus jamais avoir à payer de sa poche) et sur une protection sociale universelle

garantissant une sécurité des revenus pour tou-te-s. Les gouvernements doivent investir pour mettre fin aux violences basées sur le genre par le biais de programmes de réponse et de prévention en abolissant les lois sexistes et en soutenant financièrement les organisations de défense des droits des femmes. Les gouvernements des pays riches doivent financer entièrement l'adaptation au changement climatique et soutenir les mécanismes de pertes et préjudices nécessaires pour surmonter la crise climatique et créer un monde sans énergie fossile.

3. Changer les règles et les rapports de force dans l'économie et la société

Les gouvernements doivent réécrire les règles de leurs économies à l'origine de fractures aussi colossales et agir pour mieux distribuer en amont les revenus, changer les lois et redistribuer le pouvoir décisionnel et le pouvoir dans l'économie. Il s'agit entre autres d'abolir les lois sexistes, notamment celles qui empêchent légalement près de 3 milliards de femmes de jouir des mêmes opportunités d'emplois que les hommes⁶². Cela implique également d'abroger les lois qui sapent les droits des travailleurs et des travailleuses à se syndiquer et à faire grève, et de définir des normes juridiques pour les protéger. Il conviendra par ailleurs de s'attaquer aux monopoles et de limiter la concentration du marché, tout en levant les obstacles à la représentation des femmes, des groupes racisés et de la classe ouvrière. Les femmes ne représentent toujours que 25,5 % des parlementaires dans le monde⁶³.

La priorité absolue est de mettre fin à la pandémie. Pour ce faire, les gouvernements doivent lever les monopoles détenus sur les vaccins et les technologies, par l'entremise de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ils doivent insister pour que les formules des vaccins existants, ainsi que tout nouveau vaccin mis au point pour faire face aux nouveaux variants, deviennent un bien public en open-source, disponible pour une production par tout fabricant qualifié par l'Organisation mondiale de la Santé, partout dans le monde. Tant que ce ne sera pas le cas, la pandémie perdurera, des millions de personnes mourront inutilement et les inégalités continueront de s'aggraver.

La folie consisterait à répéter sans cesse la même chose en espérant obtenir des résultats différents. Alors que nous nous apprêtons à entrer dans la troisième année de cette pandémie, le monde d'aujourd'hui a l'impression d'être empêtré dans cette mécanique folle. Les dirigeant-es des pays riches ont surtout un choix à faire.

Ils peuvent opter pour une économie violente où la fortune des milliardaires explose, où des millions de personnes meurent et des milliards d'autres basculent dans la pauvreté à cause des inégalités, où nous brûlons la planète et compromettons la subsistance de notre espèce pour satisfaire les excès des riches, où les riches et les puissant-es doublent la privatisation des vaccins d'une avidité autodestructrice qui permet au virus de muter et de revenir nous hanter tou-te-s.

Où nous pouvons choisir une économie égalitaire où personne ne vit dans la pauvreté ou avec une fortune inimaginable, où les milliardaires appartiennent aux livres d'histoire, où les inégalités ne tuent plus, où chaque individu est à l'abri du besoin et où l'épanouissement et l'espoir remplacent la survie.

L'heure du choix a sonné pour la génération actuelle.

**LES
GOUVERNEMENTS
DOIVENT RÉÉCRIRE
LES RÈGLES DE
LEURS ÉCONOMIES
À L'ORIGINE DE
FRACTURES AUSSI
COLOSSALES ET
AGIR POUR MIEUX
DISTRIBUER
EN AMONT LES
REVENUS, CHANGER
LES LOIS ET
REDISTRIBUER
LE POUVOIR
DÉCISIONNEL ET
LE POUVOIR DANS
L'ÉCONOMIE.**

1. UNE AUGMENTATION SANS PRÉCÉDENT DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES ALORS QUE DES MILLIARDS DE PERSONNES SOUFFRENT

Depuis le début de la pandémie, le monde compte un nouveau milliardaire toutes les 26 heures⁶⁴. Les 10 hommes les plus riches du monde ont vu leur fortune doubler, alors que 99% de l'humanité a des revenus moins importants que prévu à cause de la COVID-19⁶⁵. Parallèlement, quelque 17 millions de personnes sont mortes à cause de la COVID-19, un bilan humain sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale⁶⁶.

Loin d'être déconnectées, ces problématiques participent toutes d'un même malaise plus profond. Les inégalités économiques rendent la pandémie plus mortelle, plus longue et plus préjudiciable pour les moyens de subsistance. Pour savoir si vous allez mourir de la COVID-19, les inégalités de revenus sont plus déterminantes que l'âge⁶⁷.

Les inégalités extrêmes provoquées par les monopoles pharmaceutiques qui restreignent artificiellement l'approvisionnement et la distribution des vaccins contre la COVID-19⁶⁸ ont coûté la vie à des millions de personnes dans les pays où l'accès aux vaccins est limité⁶⁹. Aujourd'hui, des milliards de personnes ne sont pas protégées contre le virus et n'ont pas accès aux vaccins et aux traitements, tandis que les populations du monde entier, y compris celles des pays riches qui sont déjà vaccinées, sont également confrontées aux risques découlant de l'émergence de nouveaux variants mortels⁷⁰.

Plusieurs crises convergent aujourd'hui. Si l'on n'y remédie pas, elles entraîneront un accroissement des inégalités^{71,72}. Plusieurs institutions comme le Fonds monétaire international (FMI)⁷³, la Banque mondiale⁷⁴, le Credit Suisse⁷⁵ et le Forum économique mondial⁷⁶ estiment que la pandémie va provoquer une flambée des inégalités dans les pays du monde entier. Jusqu'à présent, la pandémie a fait reculer de plus d'une génération l'horizon pour atteindre la parité, passant de 99,5 à 135,6 ans⁷⁷, et a fait reculer les progrès en matière d'égalité et d'équité pour les groupes racisés du monde entier.

Les inégalités entre les pays se creusent également⁷⁸ du fait que les monopoles pharmaceutiques privent de nombreux pays pauvres des vaccins contre la COVID-19, mais aussi à cause de la détérioration de la viabilité de leur dette⁷⁹ et (dans plus de 100 pays) de la réduction des dépenses sociales⁸⁰. Les données dont dispose Oxfam suggèrent que 85 % des 107 prêts COVID-19 accordés par le FMI pousseront 73 pays vers l'austérité une fois la crise

LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES RENDENT LA PANDÉMIE PLUS MORTELLE, PLUS LONGUE ET PLUS PRÉJUDICIABLE POUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE.

passée⁸¹. Deux tiers de tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont déjà réduit leurs budgets dédiés à l'éducation depuis le début de la pandémie⁸², des budgets qui étaient déjà largement insuffisants⁸³.



ENCADRÉ 2

LES INÉGALITÉS TUENT – STATISTIQUES CLÉS

- La fortune des 10 hommes les plus riches du monde a doublé, alors que les revenus de 99 % de l'humanité sont moins importants que prévu à cause de la COVID-19⁸⁴.
- Les inégalités contribuent à la mort d'au moins une personne toutes les quatre secondes⁸⁵.
- 252 hommes se partagent plus de richesses que le milliard de filles et de femmes qui vivent en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes réunies.
- Depuis 1995, les 1 % les plus fortuné-es ont accaparé près de 20 fois plus des richesses mondiales que les 50 % les plus pauvres de l'humanité⁸⁶.
- 3,4 millions d'Afro-américain-es seraient toujours vivant-es si leur espérance de vie était la même que celle de la population blanche. Avant la COVID-19, ce chiffre alarmant était déjà de 2,1 millions⁸⁷.
- Vingt des milliardaires les plus riches émettraient en moyenne 8 000 fois plus de carbone que le milliard de personnes les plus pauvres dans le monde⁸⁸.

Ci-dessus : Hassan, 42 ans, primeur, travaille au marché de fruits et légumes dans le centre-ville d'Amman. Originaire d'Égypte, il est père de trois enfants et vit en Jordanie depuis huit ans. « Je me rappelle du jour où le confinement général a été imposé dans la ville. Perdre ma seule source de revenu a été un coup dur. J'étais anxieux et inquiet pour mon futur, pour l'avenir de mes enfants. Je suis retourné en Égypte pour passer la pandémie avec ma famille et mes enfants l'année dernière. » Crédit photo : Pablo Tosco/Oxfam dans la région MENA

DES INÉGALITÉS FATALES

Ce document conteste l'idée selon laquelle les inégalités seraient un enjeu abstrait ou seraient en quelque sorte inévitables.

Les inégalités contribuent à la mort d'au moins 21 300 personnes par jour, soit une personne toutes les quatre secondes⁸⁹. Il s'agit là d'une estimation très prudente des décès imputables à la faim dans un monde d'abondance, à la privation de soins de santé de qualité dans les pays pauvres et aux violences basées sur le genre affectant les femmes et découlant du patriarcat. Dans le présent document, nous communiquons également des estimations concernant les décès liés au dérèglement climatique dans les pays pauvres.

Il ne s'agit là que de quelques exemples illustrant comment les différentes formes d'inégalités tuent.

Les inégalités extrêmes sont une forme de ce que ce document qualifie de « violence économique », avec des politiques structurelles et systémiques et des choix politiques biaisés en faveur des plus riches et des plus puissant-es qui sont directement préjudiciables pour la grande majorité des personnes dans le monde.

**JUSQU'À PRÉSENT,
LA PANDÉMIE A FAIT
RECULER DE PLUS
D'UNE GÉNÉRATION
L'HORIZON POUR
ATTEINDRE LA PARITÉ.**

Les inégalités contribuent à la mort d'au moins 21 300 personnes par jour, soit une personne toutes les quatre secondes⁹⁰.



LA PANDÉMIE A ENGENDRÉ LA PLUS GRANDE AUGMENTATION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES JAMAIS ENREGISTRÉE

Pendant la pandémie de COVID-19, la fortune des milliardaires a connu la plus forte augmentation jamais enregistrée. Elle atteint aujourd'hui un niveau absolument inédit⁹¹. Il s'agit de la plus forte hausse de la fortune des milliardaires depuis que ces données sont recensées. La tendance est alarmante. La richesse des milliardaires a augmenté davantage depuis le début de la pandémie qu'au cours des 14 dernières années⁹².

Alors que la COVID-19 se propageait, les banques centrales ont injecté des milliers de milliards dans les économies du monde entier dans le but de maintenir l'économie mondiale à flot. Une grande partie de ces plans de relance ont bénéficié aux marchés financiers, venant ensuite gonfler la valeur nette des milliardaires. Les gouvernements ont injecté 16 000 milliards de dollars dans l'économie mondiale depuis le début de la pandémie⁹³. Les milliardaires ont alors vu leur fortune augmenter de plus de 5 000 milliards de dollars pour passer de 8 600 milliards à 13 800 milliards depuis mars 2021⁹⁴, l'intervention des gouvernements ayant fait grimper le cours des actions⁹⁵.

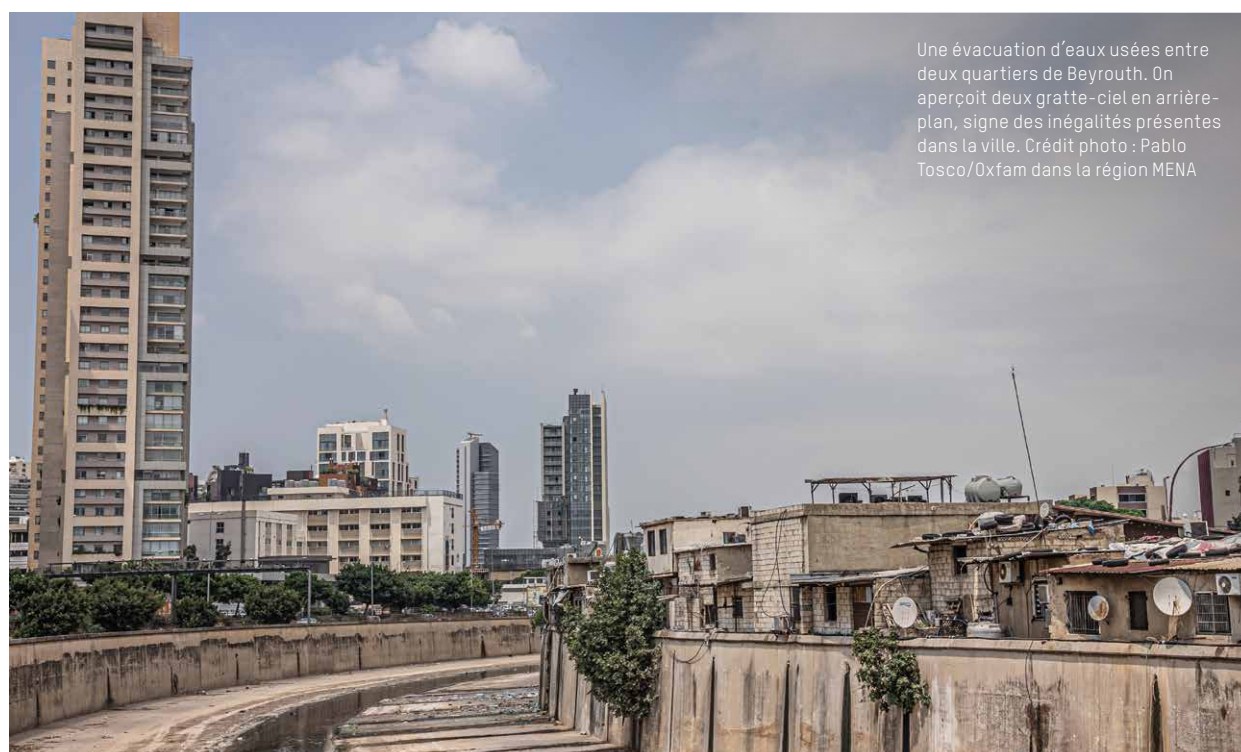
La fortune des dix hommes les plus riches du monde a doublé, alors que les revenus de 99 % de l'humanité sont moins importants que prévu à cause de la COVID-19⁹⁶.



La fortune actuelle des personnes extrêmement riches et le rythme auquel elles l'accumulent sont sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Aux États-Unis, la concentration des richesses au sommet dépasse désormais le pic de l'âge d'or de la fin du XIXe siècle, et rien ne laisse présager un quelconque fléchissement⁹⁷. L'année dernière, nous avons vu des milliardaires voyager dans l'espace tandis que notre planète affrontait une augmentation sans précédent de la pauvreté et des souffrances.

Elon Musk, l'homme le plus riche du monde⁹⁸, a perçu des milliards de dollars de subventions gouvernementales⁹⁹ tout en violant le droit du travail et en sapant les efforts des ouvriers et ouvrières qui cherchaient à s'organiser¹⁰⁰. En 2018, il n'a payé aucun impôt fédéral sur le revenu¹⁰¹. M. Musk, soumis à un « taux d'imposition réel » de 3,27 % entre 2014 et 2018¹⁰², a critiqué une proposition d'impôt sur les milliardaires en 2021, allant jusqu'à déclarer : « Mon plan est d'utiliser mon argent pour amener l'humanité sur Mars et préserver la lumière de la conscience¹⁰³. »

En Inde, la fortune du milliardaire Gautam Adani a été multipliée par huit pendant la pandémie¹⁰⁴. L'homme a aussi largement profité du secteur des combustibles fossiles, dans lequel il accroît son empreinte¹⁰⁵.



Une évacuation d'eaux usées entre deux quartiers de Beyrouth. On aperçoit deux gratte-ciel en arrière-plan, signe des inégalités présentes dans la ville. Crédit photo : Pablo Tosco/Oxfam dans la région MENA

Comme le rapporte le Financial Times, M. Adani a tiré parti de ses relations dans l'appareil d'État pour devenir le plus grand exploitant de ports du pays et le plus grand producteur d'énergie thermique au charbon. Il exerce un contrôle sur le marché de l'acheminement d'électricité, de la distribution de gaz et désormais des aéroports privatisés¹⁰⁶, autant de secteurs autrefois considérés comme des biens publics.

La fortune des géants de la technologie comme Google ou Facebook a bondi de manière exponentielle¹⁰⁷, mais d'autres secteurs tirent également leur épingle du jeu. La pandémie a notamment enrichi certaines entreprises et fait de nouveaux milliardaires dans l'industrie pharmaceutique, comme le PDG de Moderna, Stéphane Bancel, ainsi que Uğur Şahin et Özlem Türeci, respectivement PDG et directrice médicale (CMO) de BioNTech. BioNTech s'est associé à Pfizer et a réalisé des bénéfices records avec son vaccin contre la COVID-19¹⁰⁸. BioNTech a développé un vaccin performant contre la COVID-19 avec le soutien d'investissements publics allemands, mais moins de 1 % des personnes vivant dans des pays à faible revenu peuvent y avoir accès¹⁰⁹.

L'accaparement de la croissance économique par celles et ceux qui se trouvent au sommet est rendu possible par la montée en flèche des cours des actions¹¹⁰ et par l'essor d'entreprises non réglementées qui opèrent dans l'ombre, à l'image des family offices dont on estime aujourd'hui qu'ils gèrent deux fois plus de richesses que les actifs des fonds spéculatifs dans le monde¹¹¹. Tout cela survient alors que les plus grandes fortunes continuent d'user de leurs pouvoirs pour faire baisser les taux d'imposition des particuliers et des entreprises et éroder la réglementation¹¹², ainsi que les droits et les salaires des travailleurs et des travailleuses¹¹³, et pour continuer à privatiser les biens publics¹¹⁴.

L'essor du pouvoir monopolistique a vu une poignée d'entreprises toujours plus tentaculaires et puissantes dominer toute une série de secteurs¹¹⁵. Rien que pendant la pandémie, l'augmentation de la concentration du marché dans les économies à haut revenu pourrait dépasser celle observée au cours des 15 années entre 2000 et 2015¹¹⁶. Des centaines de milliardaires utilisent des paradis fiscaux pour ne pas payer leur juste part d'impôts, comme cela a été mis au jour en 2021 par les Pandora Papers¹¹⁷. Les gouvernements du monde entier perdent chaque année plus de 200 milliards de dollars au profit des paradis fiscaux en raison de l'évasion fiscale des entreprises¹¹⁸, soit plus du double des 100 milliards de dollars annuels promis en vain par les pays riches aux pays à revenu faible ou intermédiaire pour le financement de la lutte contre le changement climatique.

La concentration actuelle des richesses est phénoménale. D'après l'analyse et les nouveaux chiffres publiés en décembre 2021 par le World Inequality Lab, les 1 % les plus riches ont accaparé 19 fois plus de la croissance globale des richesses que les 50 % les plus pauvres de l'humanité depuis 1995¹¹⁹.

**LA FORTUNE
ACTUELLE DES
PERSONNES
EXTRÊMEMENT
RICHES ET LE RYTHME
AUQUEL ELLES
L'ACCUMULENT SONT
SANS PRÉCÉDENT
DANS L'HISTOIRE DE
L'HUMANITÉ.**

Depuis 1995, les 1 % les plus fortuné-es ont accaparé près de 20 fois plus de richesses mondiales que les 50 % les plus pauvres de l'humanité¹²⁰.

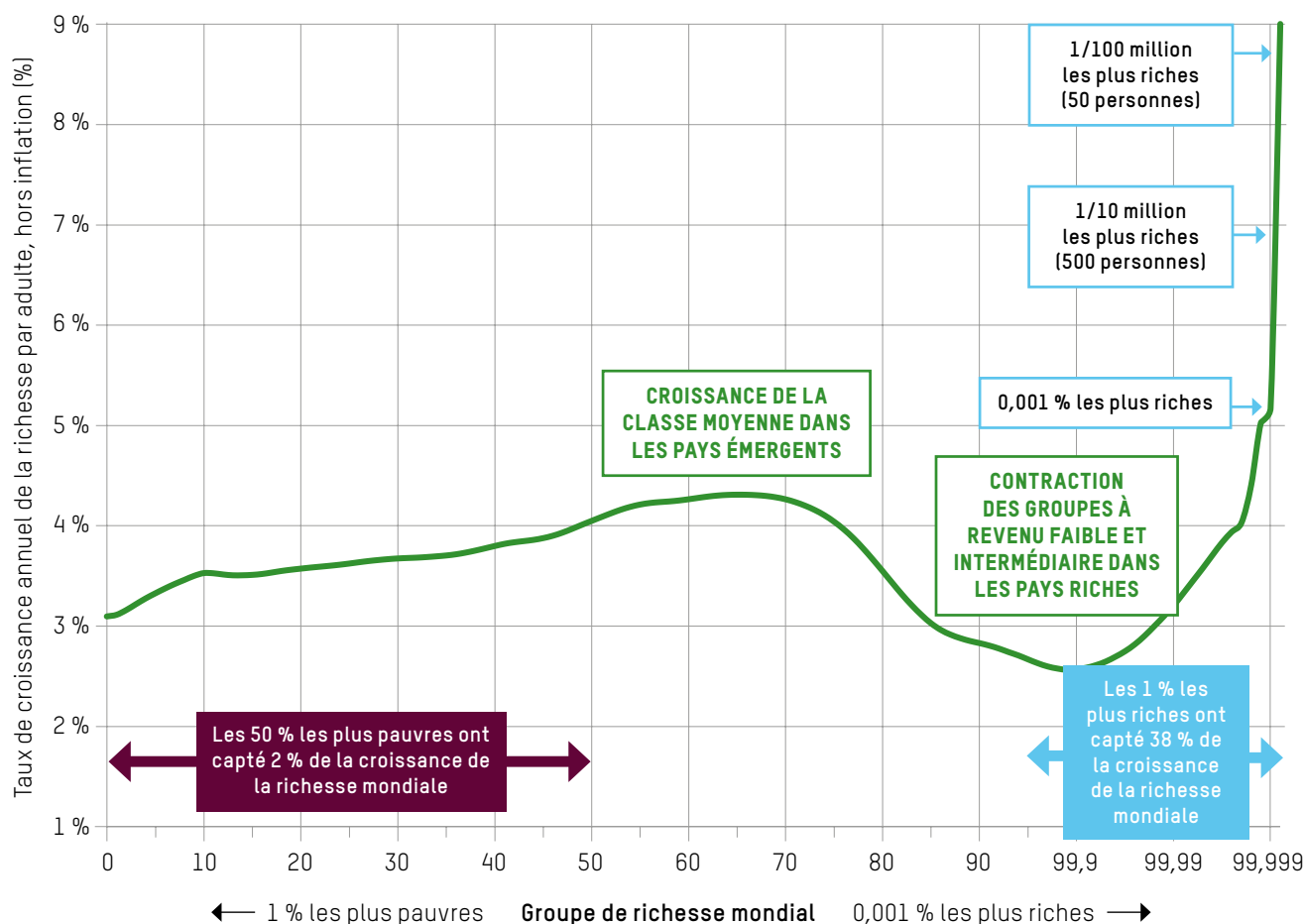


1 % LES PLUS RICHES



**50 % LES PLUS
PAUVRES**

GRAPHIQUE 1 : TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN DE LA RICHESSE, 1995-2021¹²¹



Source : World Inequality Lab. (2021), Méthodologie, *World Inequality Report 2022*. <https://wir2022.wid.world/methodology/>

HUIT MILLIARDS DE RAISONS DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

Le présent document traite du fossé qui existe non pas entre les riches et les pauvres, mais entre les personnes les plus riches et la grande majorité de l'humanité. L'extrême concentration des richesses, du pouvoir et de l'influence d'une poignée de personnes au sommet a des effets pernicioeux sur le reste d'entre nous.

Lorsque les 1 % les plus riches du monde sont à l'origine de deux fois plus d'émissions de carbone que les 50 % les plus pauvres, tout le monde est concerné. Nous avons pu le constater en 2021, lorsque les inondations et les incendies de forêt ont frappé les communautés de la classe moyenne à travers le monde, ainsi que les communautés pauvres.

Lorsque quelques entreprises puissantes parviennent à monopoliser la production de vaccins et de traitements vitaux en pleine pandémie mondiale, l'apartheid vaccinal qui en résulte est mortel : pour celles et ceux qui ne sont pas vacciné-es, mais aussi pour celles et ceux qui le sont, en raison du risque accru de nouveaux variants susceptibles de rendre inefficaces les vaccins existants¹²³. On observe aujourd'hui une répétition de la même divergence

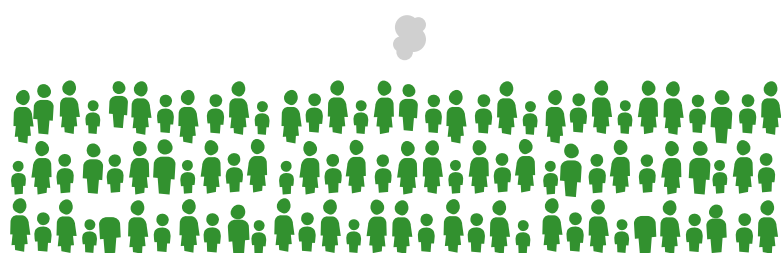
« LE RACISME, LE SEXISME ET AUTRES -ISMES NE SONT PAS DE SIMPLES PRÉJUGÉS IRRATIONNELS, MAIS DES MÉCANISMES STRATÉGIQUES ÉTABLIS DE LONGUE DATE SERVANT DE JUSTIFICATION À L'EXPLOITATION ET AUX SPOILIATIONS QUI BÉNÉFICIENT À UNE MINORITÉ AU DÉTRIMENT DU PLUS GRAND NOMBRE¹²². »

PROFESSEUR
DARRICK HAMILTON

dans les règles commerciales, les pays riches sapant les efforts pour partager avec les pays à revenu faible ou intermédiaire les connaissances et les technologies essentielles à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci^{124,125}. Au final, en entravant les efforts de lutte contre le dérèglement climatique, un tel acte est destructeur pour toutes et tous, y compris dans les pays riches.

Ces actions court-termistes et collectivement suicidaires sont le fait de gouvernements dirigés par et pour quelques riches aux dépens du plus grand nombre. Lorsque des élites et des entreprises puissantes dépensent des milliards de dollars et engagent des dizaines de milliers de lobbyistes¹²⁶ pour exercer une influence afin de faire pencher les politiques publiques en leur faveur, c'est le fondement même de la démocratie qui est sapé. En effet, les inégalités de revenus au sein des pays sont corrélées à une érosion de la confiance et à une augmentation de l'anxiété dans ces sociétés^{127,128}.

Vingt des milliardaires les plus riches émettraient en moyenne 8 000 fois plus de carbone que le milliard de personnes les plus pauvres dans le monde¹²⁹.



Milliard de personnes les plus pauvres

**8 000
FOIS
PLUS**



20 personnes les plus riches

QUAND LES INÉGALITÉS DÉBOUCHENT SUR ENCORE PLUS D'INÉGALITÉS

La violence économique qui s'abat sur la grande majorité de l'humanité n'est pas le fruit du hasard, mais un choix délibéré. Dans le monde entier, elle touche de manière disproportionnée la grande majorité des personnes vivant dans la pauvreté, les femmes et les filles, les groupes racisés et marginalisés, et les personnes issues de la classe ouvrière, en raison de la superposition des inégalités. Différentes inégalités peuvent se cumuler simultanément. Ce document reconnaît également que certains groupes marginalisés, comme les personnes handicapées ou les personnes LGBTQIA+, subissent des impacts disproportionnés et que les inégalités peuvent résulter de la religion, de l'âge, de la caste et d'autres facteurs.

L'impact de la pandémie sur les personnes les plus pauvres se traduit par des vies perdues. **Dans certains pays, les personnes les plus pauvres sont presque quatre fois plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que les plus riches^{130,131}.** D'après de nouvelles données, le taux de létalité de l'infection par la COVID-19 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire serait environ deux fois plus élevé que dans les pays riches¹³².

L'impact sur les moyens de subsistance fait également partie des conséquences. Par rapport à la situation d'avant la crise de la COVID-19, on estime que 163 millions de personnes supplémentaires vivent aujourd'hui dans la pauvreté, avec moins de 5,50 dollars par jour¹³³. D'après les prévisions de la Banque mondiale, sans efforts pour lutter contre les inégalités, la pauvreté ne reviendra pas à son niveau d'avant la crise avant 2030¹³⁴. En 2021, tandis que les 20 % les plus riches devraient avoir récupéré près de la moitié de leurs pertes accusées en 2020, les 20 % les plus pauvres perdront en moyenne 5 % supplémentaires de leurs revenus, selon la Banque mondiale¹³⁵.

Les femmes, qui ont subi les impacts économiques les plus durs de la pandémie, ont perdu collectivement 800 milliards de dollars de revenus en 2020¹³⁶. Alors que l'emploi des hommes se redresse plus rapidement, on estime que 13 millions de femmes de moins occuperont un emploi en 2021 par rapport à 2019. L'Amérique latine, par exemple, a connu un recul de 9,4 % de l'emploi des femmes¹³⁷. Plus de 20 millions de filles risquent de ne jamais retourner à l'école¹³⁸, tandis que les femmes et les filles sont confrontées à une augmentation significative du travail de soins non rémunéré, dont le fardeau était déjà estimé à 12,5 milliards d'heures chaque jour avant même la pandémie¹³⁹. Les travailleuses du secteur informel sont parmi les plus touchées sur le plan économique, confrontées à une « triple crise » : la COVID-19, l'augmentation du travail de soins non rémunéré et l'insécurité et la précarité du travail rémunéré. Cela a plongé un grand nombre d'entre elles dans la pauvreté¹⁴⁰.

252 hommes se partagent plus de richesses que le milliard de filles et de femmes qui vivent en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes réunies.



3,4 millions d'Afro-américain-es seraient toujours vivant-es si leur espérance de vie était la même que celle de la population blanche. Avant la COVID-19, ce chiffre alarmant était déjà de 2,1 millions¹⁴¹.

Partout dans le monde, les groupes racisés ont été les plus durement frappés par la pandémie. Cette situation prend racine dans l'esclavage et le colonialisme desquels le racisme découle¹⁴². Par exemple, lors de la deuxième vague de la pandémie en Angleterre, les personnes d'origine bangladaise étaient cinq fois plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que la population britannique blanche¹⁴³.

Les personnes afrodescendantes et indigènes au Brésil^{144, 145}, les Dalits en Inde¹⁴⁶, ainsi que les personnes natives américaines, les personnes noires et latino-américaines aux États-Unis¹⁴⁷ sont confronté-es à des conséquences durables et disproportionnées de la pandémie.

PARTOUT DANS LE MONDE, LES GROUPES RACISÉS ONT ÉTÉ LES PLUS DUREMENT FRAPPÉS PAR LA PANDÉMIE.

Il est essentiel de reconnaître, comme l'ont fait les chercheurs et chercheuses en justice raciale, que le racisme est également instrumentalisé à des fins stratégiques. Le « racisme stratégique » décrit les situations où le racisme est trop souvent utilisé comme une arme pour promouvoir le fondamentalisme du marché libre, pour « obtenir le soutien d'un système économique qui a siphonné le pouvoir du public pour le transférer dans des mains privées » et pour fomenter des « guerres culturelles » visant à diviser toutes les communautés au sein des pays¹⁴⁸.

Les défenseur-es de l'accès aux médicaments critiquent également le « racisme scientifique » déployé pour empêcher le partage des connaissances et des technologies relatives aux vaccins contre la COVID-19 avec les fabricants des pays à revenu faible ou intermédiaire, au motif que cela créerait des problèmes de sécurité¹⁴⁹, malgré l'abondance de fabricants qualifiés dans ces pays. Les fabricants qualifiés des pays du Sud produisaient déjà la majorité des vaccins du monde avant la pandémie¹⁵⁰. Et ils sont largement capables de produire des vaccins contre la COVID-19 lors de cette pandémie^{151, 152}. Des expert-es ont identifié plus de 100 entreprises à même de produire des vaccins à ARNm contre la COVID-19 en Afrique, en Asie et en Amérique latine¹⁵³.

PAS UN HASARD, MAIS UN CHOIX

La pandémie se nourrit des inégalités : elle tue davantage les personnes pauvres et historiquement défavorisées que les personnes riches et privilégiées. Ce n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat de choix politiques et économiques faits dans l'intérêt d'une infime minorité.

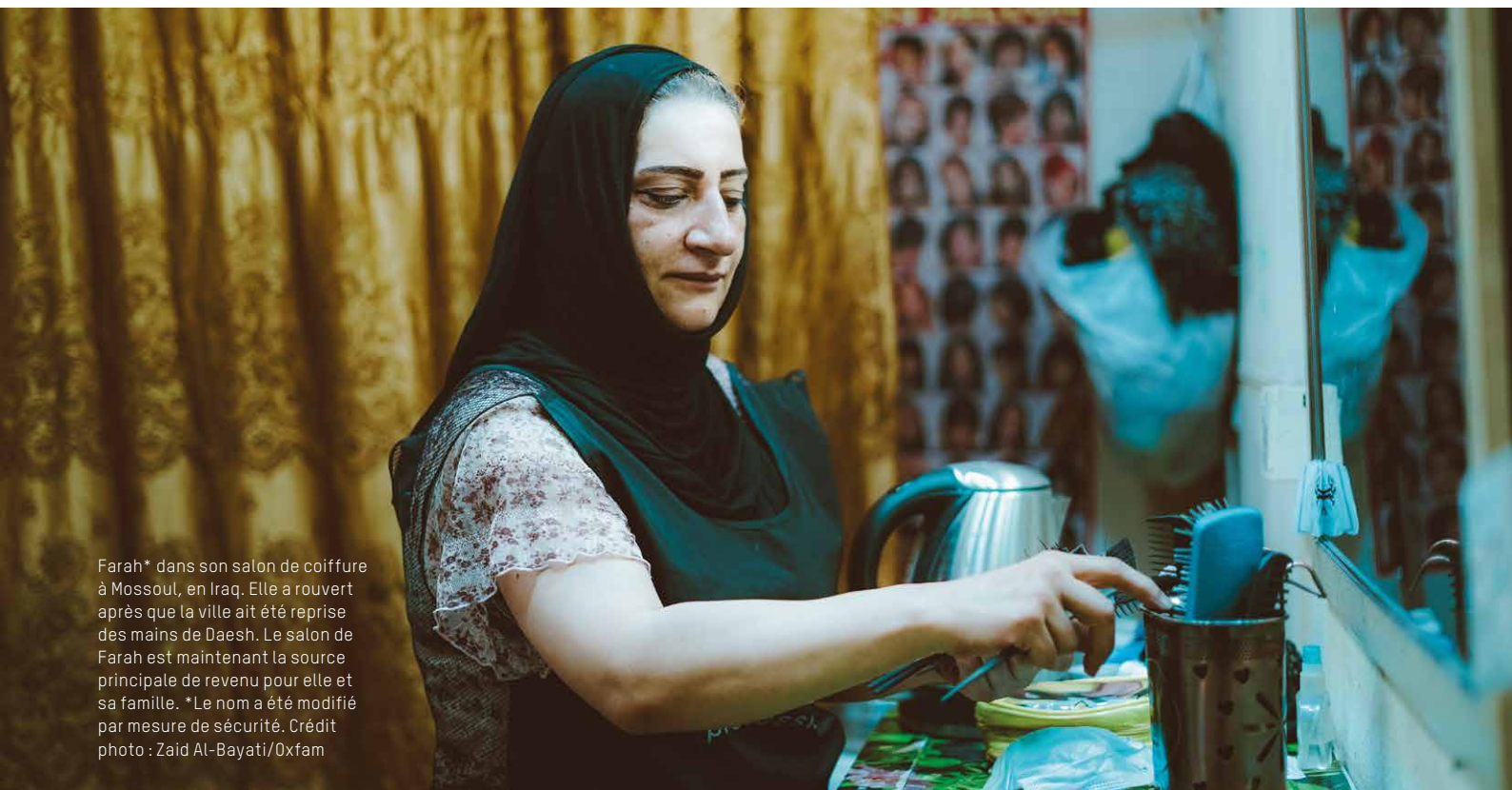
Nos structures économiques ont non seulement engendré un monde incapable de faire valoir les droits des personnes les plus vulnérables et marginalisées lorsque la pandémie a frappé, mais elles permettent aussi activement à celles et ceux qui sont déjà extrêmement riches et puissantes d'exploiter cette crise à leur propre profit. Par exemple, alors que les monopoles détenus par Pfizer, BioNTech et Moderna ont fait cinq nouveaux milliardaires pendant la pandémie et permis à leurs entreprises de réaliser plus de 1 000 dollars de bénéfices par seconde, moins de 1 % de leurs vaccins ont atteint les populations des pays à faible revenu¹⁵⁴. Notre économie mondiale s'est avérée plus efficace pour créer de nouveaux milliardaires du vaccin que pour vacciner les milliards de personnes qui ont besoin d'être protégées contre cette cruelle maladie.

**LA PANDÉMIE
SE NOURRIT DES
INÉGALITÉS : ELLE
TUE DAVANTAGE LES
PERSONNES PAUVRES
ET HISTORIQUEMENT
DÉFAVORISÉES QUE
LES PERSONNES
RICHES ET
PRIVILÉGIÉES.**

CHOISIR L'ÉGALITÉ

Faute d'action systémique et significative au niveau national et international pour s'attaquer à l'accumulation écrasante des richesses et des revenus entre les mains des personnes les plus riches, les inégalités ne peuvent qu'empirer. Une explosion extrême de la fortune des milliardaires n'est pas le signe d'une économie saine, mais un symptôme ou un sous-produit d'un système économique profondément néfaste et violent. Il n'est toutefois pas anodin que les dirigeants des deux plus grandes puissances économiques du monde, les États-Unis et la Chine, mènent certaines politiques ambitieuses pour réduire les inégalités, notamment en augmentant les impôts des particuliers fortunés^{155, 156} et en prenant des mesures contre les monopoles^{157, 158}. D'autres pays dans le monde, de la Sierra Leone¹⁵⁹ à l'Argentine¹⁶⁰, ont introduit des mesures progressives. Ce n'est qu'un début, mais il ouvre des perspectives pour l'émergence d'un nouveau consensus économique.

2. VIOLENCE ÉCONOMIQUE



Farah* dans son salon de coiffure à Mossoul, en Iraq. Elle a rouvert après que la ville ait été reprise des mains de Daesh. Le salon de Farah est maintenant la source principale de revenu pour elle et sa famille. *Le nom a été modifié par mesure de sécurité. Crédit photo : Zaid Al-Bayati/Oxfam

Cette section démontre comment, dans les pays du monde entier, les politiques économiques et la culture politique et sociale perpétuent la richesse et le pouvoir d'une minorité de privilégié-es en portant directement atteinte à la majorité de l'humanité et de la planète, les personnes vivant dans la pauvreté, les femmes et les filles, ainsi que les groupes racisés et opprimés étant les plus durement touché-es. C'est ainsi que nous définissons la « violence économique ».

Cette violence tue de manière disproportionnée les personnes vivant dans la pauvreté¹⁶¹ et les membres des communautés racisées¹⁶². Elle les appauvrit de manière disproportionnée et les prive d'opportunités, en particulier les femmes¹⁶³, dont le travail de soin non rémunéré pallie si souvent les lacunes des services publics et absorbe le choc des crises économiques¹⁶⁴. Elle est à l'origine de la déscolarisation de nombreuses filles, de membres de minorités et des personnes les plus pauvres¹⁶⁵. Elle détruit notre planète¹⁶⁶. La destruction de toutes ces vies et de tant de moyens de subsistance est le fait du « virus des inégalités », d'origine humaine, et pas seulement d'une maladie respiratoire.

Cette violence n'est pas une anomalie : le système est ainsi fait. La violence économique n'est pas un hasard ; elle est structurelle et fait partie intégrante du mode opératoire actuel de nos économies et de nos sociétés. Cela est particulièrement criant depuis ces 40 dernières années, marquées par le néolibéralisme et pendant lesquelles les choix de politiques économiques ont servi les intérêts des élites riches, puissantes et corrompues, alimentant une insécurité économique évitable pour la majorité.

**LA VIOLENCE
ÉCONOMIQUE N'EST
PAS UN HASARD ; ELLE
EST STRUCTURELLE
ET FAIT PARTIE
INTÉGRANTE DU MODE
OPÉRATOIRE ACTUEL
DE NOS ÉCONOMIES ET
DE NOS SOCIÉTÉS.**

ENCADRÉ 3

S'ATTAQUER AUX INJUSTICES RACIALES HISTORIQUES EN ABORDANT ENFIN L'ENJEU DES RÉPARATIONS

Les inégalités historiques actuelles entre les pays riches et la majorité des nations (et entre les groupes racisés et la population blanche au sein des pays riches et dans la population mondiale) découlent en grande partie de l'époque brutale de la traite des esclaves, des politiques racistes et du colonialisme. Sur le plan purement économique, on estime que la Grande-Bretagne a extorqué près de 45 000 milliards de dollars à l'Inde entre 1765 et 1938¹⁶⁷. Ce n'est qu'en 2015 que le gouvernement britannique (et donc les contribuables britanniques) a fini de « rembourser » la dette contractée par le pays en 1835 pour indemniser les propriétaires d'esclaves suite à l'abolition de l'esclavage¹⁶⁸.

Comme l'a souligné Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en 2020 à l'occasion d'un débat organisé par le Groupe des États africains, il est indispensable de « réparer les torts causés par des siècles de violence et de discrimination, notamment à travers des excuses officielles, des processus d'établissement de la vérité et des réparations sous diverses formes »¹⁶⁹. Aux États-Unis, le président Biden a apporté le soutien de son administration pour étudier les réparations à proposer aux Afro-américain-es¹⁷⁰. D'après une équipe de recherche de Harvard, si les États-Unis avaient indemnisé les descendant-es des Afro-américain-es réduit-es en esclavage, le risque de décès lié à la COVID-19 serait bien moindre pour tous les groupes¹⁷¹. Les dirigeant-es des pays des Caraïbes ont renouvelé leur demande de réparations compte tenu de la pandémie¹⁷². Les gouvernements riches devraient collaborer avec des organismes comme le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour déterminer leurs obligations à accorder des réparations aux survivant-es du colonialisme.

Les réparations incluent des actes de réparation, de restitution, de reconnaissance des torts et de cessation dudit tort. Si elles ne sont pas réparatrices en soi, l'aide et l'annulation de la dette peuvent toutefois faire partie d'une justice réparatrice. Pour cela, il convient de réformer l'aide de manière significative afin d'éliminer la dynamique du pouvoir colonial dont le système d'aide est souvent empreint. Si l'aide était partagée au nom de la justice du développement et non de la charité, elle constituerait un meilleur outil pour aider les dirigeant-es, les citoyen-nes et les gouvernements des pays à revenu faible et intermédiaire à transformer les inégalités ancrées de longue date dans le pouvoir politique et économique.

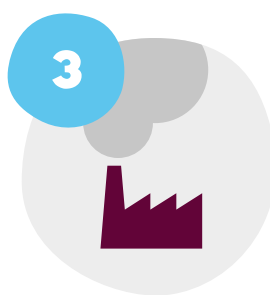
Sans être exhaustive, cette section fournit quatre exemples de violence économique au travail.



SANTÉ



**LES VIOLENCES
BASÉES SUR
LE GENRE**



**CATASTROPHE
CLIMATIQUE**



**PAUVRETÉ
ET FAIM**

Nur Jahan* marche avec sa fille, Ismat*, dans l'allée étroite située à côté de sa tente, dans un camp de réfugiés rohingyas à Cox's Bazar, au Bangladesh. *Le nom a été modifié par mesure de sécurité. Crédit photo : Fabeha Monir/Oxfam

1

SANTÉ : PLUS D'INÉGALITÉS, PLUS DE SOUFFRANCES

On se souviendra longtemps des scènes comme les couloirs d'hôpitaux débordant de patients dans certains pays riches comme l'Espagne¹⁷⁴, des bûchers funéraires improvisés en Inde¹⁷⁵ ou des corps gisant dans les rues en Équateur¹⁷⁶, conséquences sanitaires dévastatrices de la pandémie de COVID-19 qui fait toujours rage.

Les effets dévastateurs des choix politiques en matière de santé publique existaient toutefois déjà avant la pandémie. Les choix politiques des gouvernements visant à priver de financement leurs propres systèmes de santé publique ou ceux d'autres pays et à se tourner vers le secteur privé pour fournir des soins de santé sont un exemple flagrant de violence économique.

On estime que 5,6 millions de personnes meurent chaque année dans les pays à revenu faible ou intermédiaire en raison d'un manque d'accès aux soins de santé ou de soins de santé de mauvaise qualité. Plus de 15 000 personnes décèderaient chaque jour par manque d'accès aux soins dans les pays pauvres¹⁷⁷. Cette estimation, qui date d'avant la pandémie, est plus élevée que le nombre de décès quotidiens causés officiellement par la pandémie dans le monde.

En 2017, la moitié de l'humanité n'avait pas accès aux soins de santé et plus de 270 000 personnes ont basculé chaque jour dans la pauvreté en raison des frais de santé à leur charge¹⁷⁸.

Pourtant, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire qui multiplient les efforts pour que les femmes ne meurent plus en couches, 90 % des soins fournis proviennent du secteur public¹⁷⁹. Dans certains des pays les moins engagés en ce sens, des mères sont enfermées et même enchaînées pour non-paiement de frais prohibitifs¹⁸⁰. Les revenus, le genre et la couleur de la peau d'une personne déterminent trop souvent son accès aux soins.

« JE NE RESTERAI PAS SILENCIEUX LORSQUE LES ENTREPRISES ET LES PAYS QUI CONTRÔLENT L'APPROVISIONNEMENT MONDIAL EN VACCINS ESTIMENT QUE LES PERSONNES PAUVRES DU MONDE DOIVENT SE CONTENTER DES RESTES¹⁷³. »

DR TEDROS ADHANOM GHEBREYESUS,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTÉ

Confrontés aux effets durables des crises de la dette, des mesures d'austérité et des programmes d'ajustements structurels, la plupart des pays à faible revenu ont été contraints de réduire leurs dépenses de santé au cours des deux décennies qui ont précédé la COVID-19¹⁸¹. Avoir plus d'argent en poche permet non seulement d'accéder aux soins de santé, mais aussi de vivre plus longtemps et en meilleure santé. Les politiques gouvernementales qui promeuvent délibérément l'accumulation des richesses au détriment de conditions de vie et de travail décentes et de l'accès aux services publics réduisent l'espérance de vie. En Inde, une femme issue d'une caste supérieure peut espérer vivre 15 ans de plus qu'une femme dalit (issue d'une caste inférieure)¹⁸². Au Royaume-Uni, les habitant·es des quartiers pauvres meurent près de dix ans plus tôt que celles et ceux des quartiers aisés¹⁸³. À São Paulo au Brésil, les habitant·es des zones les plus riches peuvent espérer vivre 14 ans de plus que celles et ceux des zones les plus pauvres¹⁸⁴.

AVOIR PLUS D'ARGENT EN POCHE PERMET NON SEULEMENT D'ACCÉDER AUX SOINS DE SANTÉ, MAIS AUSSI DE VIVRE PLUS LONGTEMPS ET EN MEILLEURE SANTÉ.

Puis vint la pandémie actuelle

The Economist, qui a passé en revue des dizaines d'études publiées afin d'analyser les facteurs de décès liés à la COVID-19, a observé que « les inégalités ont toujours une puissance explicative élevée¹⁸⁵ ». Plusieurs études transnationales révèlent une forte association empirique entre les inégalités de revenus et la mortalité due à la COVID-19^{186,187}.

Les inégalités continuent d'aggraver les risques en période de pandémie : au Brésil, les personnes issues des communautés noires sont 1,5 fois plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que celles issues des communautés blanches¹⁸⁸ ; une personne afrodescendante confrontée à de profondes inégalités en matière d'éducation, à de faibles niveaux d'instruction et à l'analphabétisme est près de quatre fois plus susceptible d'y succomber qu'une personne afrodescendante ayant fait des études supérieures¹⁸⁹. On retrouve ces tendances dans toute l'Amérique latine. Aux États-Unis, les personnes natives américaines, latino-américaines et afro-américaines sont deux à trois fois plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que les personnes blanches¹⁹⁰. En outre, l'espérance de vie s'est effondrée pour les populations afro-américaines et latino-américaines aux États-Unis, qui ont respectivement connu une baisse de 2,9 et 3 ans de leur espérance de vie, contre 1,2 an pour la communauté blanche¹⁹¹. En Australie et au Royaume-Uni, les personnes pauvres et les habitant·es des régions les plus pauvres ont été près de 2,6 à 4 fois plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que les personnes les plus riches^{192,193}. Parallèlement, dans les pays du monde entier, les femmes ont subi les conséquences de la pandémie sur la santé mentale de manière disproportionnée, en étant près de trois fois plus nombreuses que les hommes à faire état de difficultés accrues en lien avec une maladie mentale¹⁹⁴. En outre, le nombre de femmes qui meurent pendant l'accouchement ou confrontées à la mortinatalité a augmenté en raison de perturbations entravant les services de santé¹⁹⁵.

Il a été observé qu'une hausse de 10 % des dépenses de santé dans le secteur privé était liée à une augmentation de 4,9 % de la mortalité liée à la COVID-19, faute de moyens suffisants restants pour la santé publique¹⁹⁶. Les pays qui ont déployé des politiques d'austérité affichent des taux de mortalité plus élevés face à la COVID-19¹⁹⁷. Au sein même de l'Union européenne, dont plusieurs États disposent de systèmes de santé universels, la privatisation a affaibli la capacité des pays à répondre à la pandémie^{198,199}. Autrement dit, l'austérité tue. Le fait que 85 % des 107 prêts COVID-19 accordés par le FMI soient voués à pousser 73 pays vers l'austérité ne fera que creuser encore les inégalités.

Les inégalités prolongent désormais le cours de la pandémie. Bien que des vaccins sûrs et efficaces soient disponibles, plus de 80 % des doses produites ont été accaparées par les pays du G20, tandis que moins de 1 % d'entre elles



Selon les estimations, 5,6 MILLIONS DE PERSONNES meurent chaque année dans les pays pauvres par manque d'accès aux soins de santé.

ont atteint les pays à faible revenu²⁰⁰. Cette situation est due aux monopoles pharmaceutiques qui restreignent artificiellement l'offre et font grimper les prix, des sociétés comme Pfizer/BioNTech et Moderna facturant jusqu'à 24 fois le coût de production estimé d'une dose de vaccin²⁰¹. Plusieurs gouvernements de pays riches alimentent activement ces inégalités vaccinales extrêmes en entravant les efforts déployés par les pays à revenu faible et intermédiaire au sein de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) pour lever les droits de propriété intellectuelle sur les vaccins et les traitements contre la COVID-19²⁰². Une telle démarche permettrait de suspendre le contrôle monopolistique des sociétés pharmaceutiques, levant temporairement les obstacles juridiques qui empêchent les pays à revenu faible et intermédiaire de produire des milliards de vaccins et de traitements par l'intermédiaire de fabricants qualifiés.

La violence économique résultant de ce choix politique signifie que des millions de personnes supplémentaires pourraient mourir dans les pays à faible revenu, alors qu'il serait possible de sauver des vies en permettant l'accès à un vaccin sûr et efficace²⁰³. Cela s'applique également aux pays riches, avec l'apparition de nouveaux variants du fait de la propagation ininterrompue du virus²⁰⁴. Cette situation rappelle de manière brutale comment les inégalités s'entrecroisent : l'accès insuffisant au vaccin creuse le fossé entre les pays riches et les pays pauvres et retarde le relèvement mondial²⁰⁵, ce qui creuse à son tour les inégalités économiques, de genre et raciales causées par la pandémie.

Alors que la fortune d'une poignée de milliardaires de l'industrie pharmaceutique atteint de nouveaux sommets, les inégalités vaccinales extrêmes prolongent la pandémie actuelle. En outre, des millions de filles sont - peut-être définitivement - déscolarisées dans les pays les plus pauvres²⁰⁶. Parallèlement, face à la privatisation croissante des services de santé et de soins, les femmes du monde entier assument toujours plus de travail de soin non rémunéré pour contribuer à la cohésion de leurs communautés et de leurs sociétés²⁰⁷. Toutes ces problématiques ont en commun les inégalités et la violence économique.

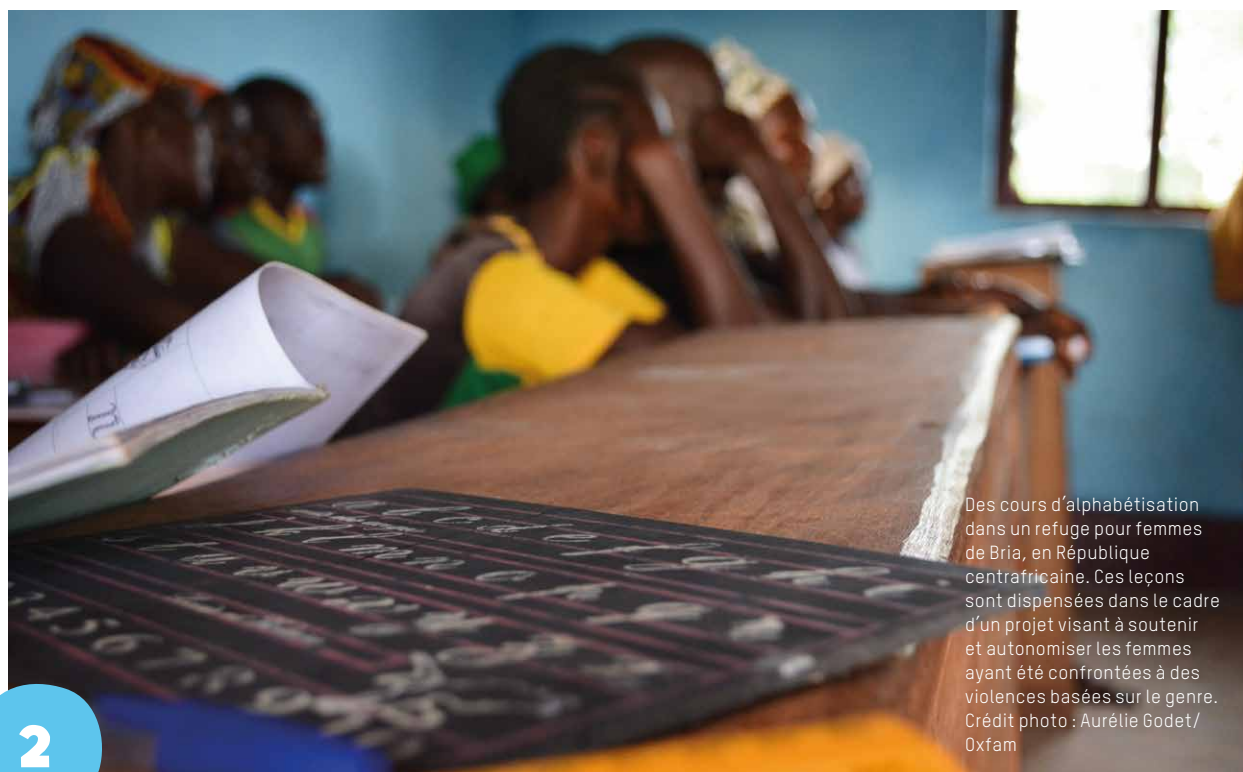
Pourtant, tout cela n'a rien d'inéluctable.

Une dérogation aux droits de propriété intellectuelle par l'OMC, associée à un transfert des technologies vaccinales par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et à un investissement potentiellement inférieur à 10 milliards de dollars, pourrait lever les monopoles actuels sur l'approvisionnement en vaccins et permettre aux pays à revenu faible et intermédiaire de produire suffisamment de vaccins pour protéger chaque être humain²⁰⁸. Une infime partie des mesures prises par les pays riches pour relancer l'économie face à la pandémie suffirait pour doubler les dépenses de santé dans les pays les plus pauvres. Ces pays pourraient ainsi renforcer leurs systèmes de santé et déployer le personnel de santé nécessaire au bon déploiement de la vaccination²⁰⁹.

Plus jamais les habitant·es d'un pays ne devraient avoir à faire face à une pandémie sans pouvoir consulter un médecin. Les soins de santé universels ne sont pas une utopie. Ils ne sont pas réservés aux pays riches : le Costa Rica, un pays à revenu intermédiaire qui a institué des soins de santé publics de qualité²¹⁰, dépense par habitant·e un douzième de ce que les États-Unis dépensent pour leur système de santé²¹¹. Mais contrairement aux États-Unis, il garantit la santé pour tou·te·s et surpasse même les États-Unis sur des indicateurs comme l'espérance de vie²¹².

L'accès à des soins de santé de qualité est un droit humain et un choix politique. Lorsque nos économies sont structurées de manière à permettre à certaines personnes de prospérer alors que d'autres périssent, c'est une violation des droits humains et un acte de violence économique.

**L'ACCÈS À DES
SOINS DE SANTÉ DE
QUALITÉ EST UN DROIT
HUMAIN ET UN CHOIX
POLITIQUE.**



Des cours d'alphabétisation dans un refuge pour femmes de Bria, en République centrafricaine. Ces leçons sont dispensées dans le cadre d'un projet visant à soutenir et autonomiser les femmes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre. Crédit photo : Aurélie Godet / Oxfam

2

LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE : L'AUTRE PANDÉMIE

Les violences basées sur le genre affectent la grande majorité, si ce n'est la totalité, des femmes, des filles et des personnes transgenres et non binaires, à l'échelle mondiale. Du fait de la nature complexe des formes de violence, elles sont plus susceptibles de souffrir et de perdre la vie. Ces violences quotidiennes et souvent fatales prennent racine dans de profondes inégalités entre les genres dans les sociétés, dans la prise de décisions, et dans nos économies mondiales, aggravées bien souvent par des inégalités croisées. La violence économique se déploie non seulement au niveau interpersonnel (elle fait partie intégrante des violences basées sur le genre), mais aussi au niveau structurel, ce qui explique que les femmes et les filles soient les membres de nos sociétés les moins valorisé-es. La section suivante étudie ces formes de violence qui s'aggravent mutuellement, de manière collective, sous le terme de « violences basées sur le genre ». Plus récemment, les confinements et les facteurs de stress liés à la pandémie, tels que les tensions économiques, le chômage, la fermeture de certains services, la hausse fulgurante du poids du travail de soin et le manque de ressources, ont contribué à faire émerger ce que nous appelons l'« autre pandémie »²¹⁴ : **une pandémie de violences basées sur le genre alimentée par les inégalités, et aggravée par la violence économique.**

En 2020, les prévisions indiquaient que les violences basées sur le genre pourraient augmenter d'environ 20 % en moyenne pendant les périodes de confinement, ce qui équivaldrait, à chaque confinement de trois mois, à 15 millions de cas supplémentaires de violences au sein du couple²¹⁵. Ce chiffre correspond à un tiers des progrès qui auraient pu être faits d'ici 2030 pour mettre fin aux violences basées sur le genre, qui serait donc perdu en raison de la pandémie²¹⁶. Pendant la pandémie de COVID-19, les taux de féminicides ont aussi atteint un niveau record. Au Royaume-Uni, la moyenne

« AVEC L'ÉMERGENCE DE L'IDÉE DE "PANDÉMIE DANS LA PANDÉMIE", NOUS NOUS RETROUVONS CONFRONTÉ-ES À UNE TERRIBLE RÉALITÉ : DES MILLIONS DE FEMMES ET D'ENFANTS, DANS TOUS LES PAYS DU MONDE, SE BATTENT POUR SURVIVRE, NON SEULEMENT AUX CONSÉQUENCES DE LA COVID-19, MAIS AUSSI AUX VIOLENCES DES AGRESSEURS AVEC LESQUELS ELLES/ ILS VIVENT, DANS LA PRISON DE LEUR FOYER. »²¹³

GRAÇA MACHEL

des féminicides commis en un mois donné était près de trois fois plus élevée que la moyenne enregistrée pour ce même mois au cours des dix dernières années²¹⁷. En Israël, le nombre de féminicides a augmenté d'un tiers²¹⁸. Les meurtres de personnes transgenres et de genre non conforme ont également augmenté de 6 %, et concernent pour 98 % des femmes trans²¹⁹.

Malgré ces chiffres glaçants, les violences basées sur le genre n'ont reçu que 0,0002 % des financements de réponse à la crise du coronavirus²²⁰. Une étude portant sur cinq pays a montré que les institutions financières internationales, dont la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, ont déboursé un total de 11,74 milliards de dollars pour répondre à la crise du coronavirus. Seule une partie infime de cette somme a servi à lutter contre les violences basées sur le genre²²¹. Cet échec prend racine dans des politiques et des stratégies économiques inéquitables et violentes.

Les violences basées sur le genre sèment la mort. Nous estimons que 67 000 femmes sont tuées chaque année : 30 000 sous les coups de leur partenaire (ancien ou actuel) et 37 000 des suites de mutilations génitales féminines²²². En parallèle, 6 500 hommes sont aussi morts des suites de violences au sein du couple²²³. Toutefois, ces chiffres ne représentent qu'une fraction infime du nombre total de décès causés par les violences basées sur le genre. On estime que 143 millions de femmes manquent à l'appel dans le monde en raison de la surmortalité féminine et des avortements sélectifs (dus à la préférence pour les garçons) : en 2020, cette surmortalité aurait concerné 1,7 million de femmes et le nombre d'avortements sélectifs se serait élevé à 1,5 million²²⁴.

À chaque confinement de trois mois, il y aurait **15 MILLIONS** de cas supplémentaires de violences au sein du couple²²⁵.



Malgré ces chiffres glaçants, les violences basées sur le genre n'ont reçu que **0,0002 %** des financements de réponse à la crise du coronavirus²²⁶.

ENCADRÉ 4

LE MANQUE CHRONIQUE DE DONNÉES SUR LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Ces chiffres prudents excluent des formes de violences basées sur le genre tout aussi dévastatrices, telles que les crimes d'honneur et les violences sexuelles, les décès liés à une activité professionnelle impliquant des risques élevés, comme le travail du sexe, le travail précaire et informel, ou encore le travail dans les secteurs professionnels connus pour recourir à des pratiques relevant de l'exploitation, comme l'industrie du vêtement. Concrètement, du fait que femmes, filles, personnes transgenres et personnes non binaires ne sont valorisées à aucun niveau de notre société, nous ne disposons que de très peu de données sur l'échelle et l'impact réels des violences basées sur le genre au niveau mondial. Si nous souhaitons éradiquer les violences basées sur le genre et les empêcher de faire système avec la violence économique et les inégalités, il faut commencer par faire une priorité de la collecte, du partage transparent et de la dépolitisation des données.

Les violences basées sur le genre sont profondément ancrées dans le patriarcat, les normes sociales et les politiques économiques sexistes, qui sont les principaux moteurs de discriminations et d'inégalités basées sur le genre. Plus d'un milliard de femmes n'ont accès à aucune protection légale contre les violences sexuelles perpétrées au sein du couple ou par un membre de leur famille, et près d'1,4 milliard de femmes n'y ont pas accès en cas de violences économiques conjugales²²⁷. Peu de progrès ont été réalisés en la matière au fil du temps. Si 155 pays au moins ont fait passer des lois sur les violences conjugales et que 140 disposent de lois sur le harcèlement sexuel au travail, rien ne garantit qu'ils se conforment aux normes et recommandations internationales ou que les lois sont mises en œuvre et respectées dans la pratique²²⁸.

Bien que le lien entre hausse des inégalités de revenu et niveaux de crime violent soit établi²²⁹, très peu de recherches se sont intéressées au lien entre inégalités de revenu et violences basées sur le genre. Une étude comparant les niveaux d'inégalités aux niveaux de violences au sein du couple dans les États indiens a montré qu'une hausse des inégalités de revenu avait augmenté la probabilité de violences sexuelles²³⁰.

Du fait du nombre trop restreint de lois sociales et économiques basées sur la protection, la prévention et l'inclusivité, les violences basées sur le genre ont fait un nombre de victimes vertigineux et ont limité la capacité des femmes à accéder aux opportunités économiques et aux ressources telles que l'éducation, le marché de l'emploi et les ressources financières. Ce manque d'accès les confine souvent à la sphère domestique ou les force à accepter des emplois précaires et peu rémunérés, souvent dans le secteur informel, et les maintient au bas de l'échelle économique tout en les exposant à davantage de violences basées sur le genre. C'est une violence économique.

Ainsi, les femmes sont toujours sur-représentées dans la main-d'œuvre sous-payée et non protégée du monde entier, car les disparités entre les genres en matière de division du travail rémunéré et non rémunéré persistent. En effet, les hommes passent dédient plus de leur temps de travail à l'exercice d'une activité lucrative alors que l'essentiel du travail non rémunéré est à la charge des femmes²³¹. Les normes sociales ont fait du travail de soin non rémunéré la responsabilité des femmes et des filles, ce qui a donné lieu à une distribution inégale du travail de soin entre femmes et hommes. La pandémie a aggravé la situation. La COVID-19 et les confinements qu'elle a entraînés ont alourdi la charge de travail domestique et de soin non rémunéré alors que les familles ont moins de ressources financières et un accès plus limité aux services essentiels²³². La contribution des femmes à l'économie des soins et travaux domestiques non rémunérés est colossale. Selon les calculs d'Oxfam, la valeur de ce travail pour l'économie serait d'au moins 10 800 milliards de dollars²³³. Pourtant, il est en très grande partie invisible, peu reconnu et dévalorisé par la société, par nos modèles économiques et dans les prises de décisions politiques²³⁴.

À l'échelle mondiale, 740 millions de femmes travaillent dans le secteur informel, et lors du premier mois de la pandémie, leurs revenus ont chuté de 60 %²³⁵, soit une perte de plus de 396 milliards de dollars²³⁶. Pendant la pandémie, les femmes ont aussi perdu leur emploi de manière disproportionnée, notamment du fait que les confinements et la distanciation sociale ont davantage affecté les secteurs des services fortement féminisés, comme le tourisme²³⁷. Cet état de fait doit être reconnu et pris en compte dans toutes les interventions et tous les plans de relance relatifs à la COVID-19.



**Au moins
67 000 FEMMES
meurent chaque
année des suites
de mutilations
génitales féminines
ou sous les coups
de leur partenaire
(ancien ou actuel).**

**IL EST POSSIBLE DE
METTRE FIN AUX
VIOLENCES BASÉES
SUR LE GENRE.
POUR CELA, IL EST
ESSENTIEL DE NOUS
ATTAQUER À LEURS
CAUSES PROFONDES,
EN COMMENÇANT
PAR PROMOUVOIR
LA JUSTICE DE
GENRE ET L'ÉGALITÉ,
À L'ÉCHELLE
DE LA SOCIÉTÉ,
DES MODÈLES
ÉCONOMIQUES ET
DE LA PRISE DE
DÉCISIONS.**

Les violences basées sur le genre ne nuisent pas uniquement aux individus et à certains groupes de personnes. Elles causent également du tort à des communautés entières : selon ONU Femmes, le coût des violences envers les femmes équivaut à 2 % environ du produit intérieur brut (PIB) mondial, soit 1 500 milliards de dollars²³⁸.

Pour changer la donne, les investissements sont la clé. Selon les estimations, éradiquer les violences basées sur le genre dans 132 pays prioritaires d'ici 2030 par le biais de programmes de prévention et d'intervention²³⁹ ainsi que du soutien aux activistes et mouvements de femmes et féministes, dont les organisations de défense des droits des femmes, coûterait 42 milliards de dollars. Ces groupes sont au premier plan des luttes pour la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre, mais ils manquent aussi cruellement de fonds et sont exclus des espaces de prise de décisions²⁴⁰.

Il est possible de mettre fin aux violences basées sur le genre. Pour cela, il est essentiel de nous attaquer à leurs causes profondes, en commençant par promouvoir la justice de genre et l'égalité, à l'échelle de la société, des modèles économiques et de la prise de décisions.



Deux femmes et un enfant se déplacent dans les rues du quartier de Wimbi, à Pemba, au Mozambique, de l'eau à hauteur de taille. L'inondation a été causée par le cyclone Kenneth, qui s'est abattu sur le Nord du pays en 2019. Crédit photo : Tommy Trenchard

3

CATASTROPHE CLIMATIQUE : LES ÉMISSIONS DES PLUS RICHES FONT FLAMBER LA PLANÈTE

Malgré les négociations sur le climat qui se sont tenues en 2021 à l'occasion de la COP26 (et au mépris de la volonté des pays les plus affectés par l'urgence climatique et des voix des communautés autochtones et des jeunes en particulier), les dirigeant-es des pays riches, en premier lieu, échouent toujours à empêcher des destructions environnementales supplémentaires, et à protéger les populations de souffrances qui iront grandissantes au fur et à mesure que les températures augmenteront.

Cette inaction qui s'inscrit dans la durée est un acte de violence et un résultat direct de notre modèle économique injuste et alimenté par les émissions de carbone.

Si nous voulons trouver une résolution à la crise climatique, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur les inégalités qui la perpétuent.

En premier lieu, les inégalités entre pays. On estime que les pays riches sont responsables de 92 % du surplus d'émissions de carbone de toute l'humanité, soit bien plus que leur juste part d'émissions de CO₂²⁴². Il existe également des inégalités considérables entre pays en termes d'accès aux connaissances et aux technologies essentielles à l'adaptation au changement climatique et à la réduction et à la prévention des émissions de gaz à effet de serre. Par exemple, au nom de leurs entreprises nationales, des pays riches ont déposé des plaintes auprès de l'OMC lorsque les pays à revenu faible et intermédiaire ont investi dans le secteur des énergies renouvelables^{243,244}.

Le deuxième type d'inégalités, trop peu pris en compte, concerne les niveaux d'émissions entre les personnes les plus riches et le reste du monde. L'analyse des émissions par groupe de revenu montre que la surconsommation des personnes les plus riches du monde est la cause principale de la crise climatique que nous traversons aujourd'hui²⁴⁵.

Notre modèle économique hautement extractif, qui repose sur une croissance à très forte empreinte carbone, est au cœur de la crise des inégalités. Il répond aux besoins des personnes les plus privilégiées et fait peser de lourds risques sur les personnes prises au piège de la pauvreté²⁴⁶.

Des données récentes d'Oxfam montrent que les émissions des 1 % les plus riches du monde sont deux fois plus élevées que les émissions de CO₂ de la moitié la plus pauvre de la population mondiale²⁴⁷ et que d'ici 2030, leur empreinte carbone sera 30 fois supérieure à celle compatible avec l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement à 1,5 °C²⁴⁸.

Plus une personne est riche, plus elle contribue à endommager le climat. Selon des estimations portant sur les données liées à la consommation, Roman Abramovich, milliardaire russo-israélien propriétaire du Chelsea Football Club, d'un superyacht et d'un Boeing 767 personnalisé, est responsable d'au moins 33 859 tonnes d'émissions de CO₂ par an²⁴⁹. Il faudrait plus de 7 000 ans à une personne moyenne pour produire ces émissions²⁵⁰.

Les personnes les plus riches ont les moyens de se protéger contre les conséquences les plus graves de la crise climatique (certains milliardaires auraient fait construire des bunkers pour se préparer à une catastrophe²⁵¹). Ce sont pourtant les personnes les plus pauvres qui contribuent le moins à cette crise et en souffrent le plus.

Nombre d'entre elles risquent de perdre leur logement et leurs moyens de subsistance, car elles vivent dans des zones du monde plus sujettes aux conditions climatiques extrêmes. Lorsqu'une catastrophe survient, elles sont celles qui ont le moins d'actifs et qui ont le moins accès à une aide. Les femmes vivant en situation de pauvreté sont affectées de manière disproportionnée : par exemple, étant obligées de parcourir de plus longues distances à pied pour s'approvisionner en eau, elles sont exposées à des risques de violences basées sur le genre plus élevés²⁵². Les femmes, et notamment les plus pauvres d'entre elles, sont aussi forcées de réaliser davantage de travail de soin non rémunéré afin d'aider les membres de leur famille et de leur communauté dont la santé a pâti de niveaux de pollution

« LA CRISE CLIMATIQUE EST ÉVIDEMMENT UN SYMPTÔME D'UNE CRISE PLUS GÉNÉRALE : UNE CRISE PROVENANT DE L'IDÉE QUE CERTAINES PERSONNES ONT PLUS DE VALEUR QUE D'AUTRES, ET QUE CELA LEUR DONNE LE DROIT D'EXPLOITER ET D'ACCAPARER LES TERRES ET LES RESSOURCES D'AUTRUI. PENSER QUE NOUS POUVONS RÉSOUDRE CETTE CRISE SANS NOUS ATTAQUER À SES CAUSES PROFONDES EST BIEN TROP NAÏF. »²⁴¹

GRETA THUNBERG.

en hausse et de vagues de chaleur de plus en plus nombreuses dues à la crise climatique. Les personnes autochtones et les groupes racisés sont également affectés de manière disproportionnée²⁵³.

Le coût de cette crise climatique extrêmement injuste est catastrophique.

Le dérèglement climatique tue de plusieurs façons : malnutrition, maladies, chaleur extrême, et catastrophes liées à des événements climatiques de plus en plus intenses et fréquentes. La grande majorité de ces décès ont lieu dans les pays à revenu faible et intermédiaire, alors même que ces pays contribuent relativement peu aux émissions de gaz à effet de serre. Nous considérons par conséquent les décès survenant dans les pays à revenu faible et intermédiaire comme des décès liés aux inégalités.

L'OMS a estimé en 2014²⁵⁴ que le changement climatique ferait 231 000 victimes par an dans les pays à revenu faible et intermédiaire d'ici 2030, et des données probantes indiquent que ces projections sous-estimaient la réalité. Les effets des émissions sur la mortalité sont à retardement. Des millions de personnes pourraient en mourir dans la seconde moitié de ce siècle. Une enquête estime que les gaz à effet de serre émis par 273 Américain-es en 2020 pourraient provoquer la mort d'une personne supplémentaire au cours du siècle du fait de vagues de chaleur uniquement²⁵⁵.

Au cours des 50 dernières années, une catastrophe d'origine météorologique, climatique ou hydrologique s'est produite chaque jour en moyenne, et plus de 91 % des décès dus à ces événements se sont produits dans des pays à revenu faible et intermédiaire²⁵⁶. On s'attend également à ce que l'inaction en matière de lutte contre le changement climatique ait un impact négatif sur l'espérance de vie²⁵⁷.

Il est donc essentiel de mettre en place des initiatives visant à freiner la surconsommation des personnes les plus riches pour mettre un terme à la crise climatique. L'impôt sur la fortune, aux côtés des taxes carbone et des interdictions portant sur les produits de luxe à forte empreinte carbone, doit faire partie d'un effort holistique pour résoudre le problème de la démesure de fortune, de pouvoir et de consommation.

Les gouvernements des pays riches et les multinationales doivent revoir leurs objectifs « zéro émission nette » pour s'assurer de réduire les émissions de manière significative, et juste, d'ici 2030. Ils doivent investir dans l'adaptation au changement climatique pour les pays à revenu faible et intermédiaire et abandonner progressivement les énergies fossiles, tout en veillant à ce que les financements destinés à l'adaptation mis en place pour soutenir les efforts de survie des communautés prennent la forme de subventions et non de prêts. Ils doivent également offrir une assistance financière et technique aux pays à revenu faible et intermédiaire et aux communautés pauvres qui subissent déjà des dommages et des pertes économiques et non économiques du fait de la crise climatique. Nous devons investir à grande échelle dans l'énergie propre et la transition équitable vers des emplois à faible intensité de carbone accessibles aux groupes marginalisés, comme dans le secteur des soins, l'agriculture durable et les énergies renouvelables.



**La crise
climatique
pourrait faire
231 000 VICTIMES
par an dans les
pays pauvres
d'ici 2030.**

**LE DÉRÈGLEMENT
CLIMATIQUE TUE DE
PLUSIEURS FAÇONS :
MALNUTRITION,
MALADIES, CHALEUR
EXTRÊME, ET
CATASTROPHES LIÉES
À DES ÉVÉNEMENTS
CLIMATIQUES DE PLUS
EN PLUS INTENSES ET
FRÉQUENTES.**



4

PAUVRETÉ ET FAIM

Lorsque la crise du coronavirus a commencé, près de la moitié de l'humanité (soit 3,2 milliards de personnes) vivait sous le seuil de pauvreté fixé à 5,50 dollars par jour par la Banque mondiale²⁵⁸. La réduction des taux de pauvreté constatée depuis une longue période avait déjà fortement ralenti, et dans les pays les plus pauvres, la pauvreté augmentait.

La pandémie a provoqué une très forte augmentation des taux de pauvreté dans le monde entier. On estime aujourd'hui que, par rapport au début de la pandémie, 163 millions de personnes supplémentaires vivent avec moins de 5,50 dollars par jour²⁵⁹. La crise démontre que la majeure partie de l'humanité n'a pas pu se libérer durablement de la pauvreté et de l'insécurité. Elle n'a au mieux connu qu'un sursis provisoire, mais très fragile.

Si la plus grande partie de l'humanité a connu une perte de revenu en 2020, en 2021, une nouvelle tendance est apparue : les inégalités entre pays ont augmenté²⁶⁰. Selon la Banque mondiale, les revenus des 20 % les plus riches devraient s'être rétablis (ils auraient récupéré près de la moitié de ce qu'ils avaient perdu en 2020), alors que les deux déciles les plus pauvres sont susceptibles de perdre encore 5 % de leur revenu en 2021²⁶¹. Cette tendance est en grande partie due à la reprise de la croissance économique dans les pays riches, où vivent la majorité des 20 % les plus riches. On ne retrouve pas cette tendance dans les pays à revenu faible et intermédiaire, où se concentre la majorité des 20 % les plus pauvres. Cette disparité est le résultat d'un apartheid vaccinal de longue durée.

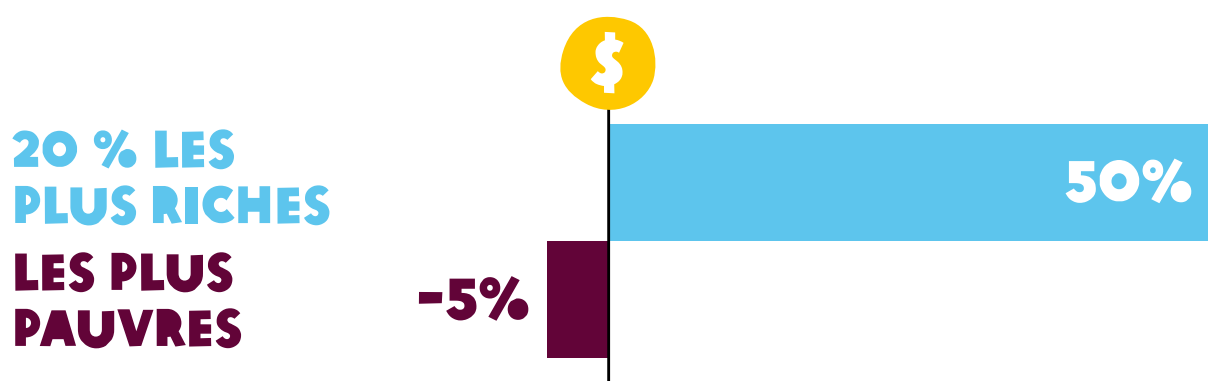
Cette projection est de plus probablement une sous-estimation, car elle ne tient pas compte des inégalités accrues au sein des pays, qui devraient concerner la plupart des pays, selon la Banque mondiale, le FMI et l'OCDE. Les prévisions de la Banque mondiale indiquent qu'il est probable que les taux

Ci-dessus : Wellington de Santos Brito, 38 ans, est leader communautaire à Jardim Piedade, un quartier pauvre en périphérie de Recife, au Brésil. Il aide des jeunes et leurs familles à trouver un emploi, des formations et d'autres opportunités afin de pouvoir échapper aux violences des trafics de drogue et se mettre à l'abri de l'extrême pauvreté. Crédit photo : Brenda Alcântara/Oxfam Brésil

LA PANDÉMIE A PROVOQUÉ UNE TRÈS FORTE AUGMENTATION DES TAUX DE PAUVRETÉ DANS LE MONDE ENTIER.

de pauvreté ne retrouvent même pas leur niveau pré-pandémie d'ici 2030 si nous n'agissons pas pour réduire les inégalités²⁶². La pauvreté ne génère pas uniquement des souffrances immenses. La pauvreté tue. Nous sommes face à une forme de violence économique, perpétrée contre des milliards de personnes, chaque jour, tout autour du monde. Dans tous les pays, les personnes les plus pauvres ont une espérance de vie plus courte que les personnes plus privilégiées²⁶³.

Selon la Banque mondiale, les revenus des 20 % les plus riches devraient s'être rétablis (ils auraient récupéré près de la moitié de ce qu'ils avaient perdu en 2020), alors que les deux déciles les plus pauvres sont susceptibles de perdre encore 5 % de leur revenu en 2021²⁶⁴.



En plus des décès causés par un manque d'accès aux soins de santé, la faim et la famine causées par la pauvreté sont également meurtrières. Depuis des dizaines d'années, les décès liés à la faim sont une conséquence significative de la pauvreté.

Oxfam estime que la faim tue au moins 2 080 500 personnes par an, selon des données du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, qui évalue la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition aiguës et chroniques²⁶⁵. Il s'agit là d'une estimation prudente ; la fourchette haute prévoit 14 916 décès par jour. Nous attribuons ces décès aux inégalités. Dans un monde aux ressources abondantes, personne ne devrait perdre la vie par manque de nourriture.

Les enfants aussi souffrent de la violence économique ressentie par le biais de la pauvreté. Lors du pic de fermeture des établissements scolaires, 369 millions d'enfants n'ont pas eu accès à des repas scolaires²⁶⁶, repas qui, pour nombre d'entre eux, était le repas principal de la journée. Sans écoles, beaucoup de familles sont en difficulté, et davantage d'enfants doivent se coucher le ventre vide, sans recevoir les nutriments que leur offre un repas à la cantine. Cette situation concerne les pays à revenu faible et intermédiaire, mais aussi les pays plus riches où l'on rencontre des inégalités profondes. La valeur d'un tel repas à l'école peut représenter jusqu'à 10 % du revenu mensuel d'une des familles les plus pauvres²⁶⁷. La perte d'accès aux repas scolaires coûte donc cher aux familles.



**La faim tue
a minima plus de
2,1 MILLIONS
DE PERSONNES
chaque année.**

3. SOLUTIONS



Depuis toujours, les mouvements sociaux se battent pour faire évoluer la société : ils ont ainsi obtenu le droit de vote des femmes, le raccourcissement de la semaine de travail, l'abolition de l'esclavage, et des mesures antitrust pour lutter contre la formation de monopoles plus puissants que les gouvernements. Aujourd'hui, les mouvements sociaux sont toujours aussi actifs.

MOUVEMENTS SOCIAUX

Des jeunes en grève pour le climat demandant des changements systémiques au mouvement Black Lives Matter, qui a gagné le monde entier après avoir émergé aux États-Unis, en passant par les efforts continus du mouvement féministe #NiUnaMenos en Amérique latine, la communauté mondiale exige un changement de paradigme. La People's Vaccine Alliance en est un exemple. Elle rassemble des organisations du monde entier autour d'un même objectif : mettre un terme aux monopoles sur les vaccins et les traitements contre la COVID-19 et faciliter l'accès à ces technologies salvatrices à toutes et tous, partout dans le monde. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, d'énormes rassemblements populaires contre la pauvreté et les inégalités créées par la crise du coronavirus ont eu lieu en Colombie, à l'initiative des syndicats²⁶⁸.

En Inde, des centaines de milliers de paysan·nes se sont élevé·es contre les lois agricoles²⁶⁹ qui les auraient rendu·es vulnérables aux forces du marché. En novembre 2021, ces lois ont été abrogées²⁷⁰.

De nouvelles recherches montrent que le nombre de mouvements de protestation a triplé en 15 ans, et ce à l'échelle mondiale. Dans toutes les régions, ces chiffres sont en augmentation. Certains de ces mouvements (comme les manifestations de paysan·nes en Inde) sont parmi les plus massifs jamais observés²⁷¹. Une autre étude a permis de constater une hausse du nombre de manifestations contre les gouvernements au cours de la dernière décennie. Cette tendance est fortement liée aux niveaux d'inégalités de revenu²⁷². La moitié des personnes récemment interrogées lors d'un sondage réalisé dans plusieurs pays pensaient que les inégalités allaient s'aggraver après la pandémie, et étaient particulièrement inquiètes du fait que les multinationales et les grandes fortunes ne paient pas leur juste part d'impôts²⁷³. Ce sondage montre que les personnes interrogées souhaitent voir les personnes les plus riches payer davantage d'impôts afin que les États investissent dans la sécurité publique, des logements abordables et l'assistance aux familles à faible revenu²⁷⁴.

ON NE PEUT PLUS LE NIER : LES GOUVERNEMENTS PEUVENT AGIR

Bien qu'il soit aujourd'hui de bon ton pour les dirigeant·es du monde entier de faire de grands discours sur les inégalités, les mesures prises pour répondre à cette crise majeure sont complètement inadéquates. L'inaction de la plupart des gouvernements face aux inégalités les a rendus dangereusement vulnérables à la COVID-19²⁷⁶. Toutefois, la pandémie pourrait s'avérer être un tournant, car les gouvernements ont mobilisé des outils variés pour gérer ses conséquences. En investissant plus de 16 000 milliards de dollars dans la réponse à la pandémie²⁷⁷ et en mettant en place certains des programmes d'aide les plus ambitieux depuis la Seconde Guerre mondiale²⁷⁸, les gouvernements, et en particulier ceux des pays à revenu élevé, ont montré qu'ils étaient en mesure d'agir sur les mesures fiscales lorsqu'ils en voyaient l'utilité.

Ces mesures doivent servir d'inspiration. Les prévisions indiquent que les taux de pauvreté pourraient être diminués de moitié environ aux États-Unis en 2021 par rapport aux valeurs pré-pandémie, grâce à l'expansion des programmes mis en place par le gouvernement, même si cette tendance ne serait que temporaire²⁷⁹. Au Togo, des aides sociales mensuelles ont été versées aux travailleurs et travailleuses informel·les s'étant retrouvé·es au chômage du fait de la pandémie. L'investissement dans le secteur de la santé a également augmenté de 2,2 % du PIB^{280, 281}.

L'ÉGALITÉ : UNE MISSION ÉCONOMIQUE DU XXIE SIÈCLE

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux pays ont adopté des mesures audacieuses en vue de reconstruire leur économie ; de la construction d'États-providence à l'introduction d'impôts sur les personnes et les entreprises les plus riches, en passant par le renforcement des droits des travailleurs et travailleuses. La réponse à la pandémie doit impérativement naître d'une ambition similaire, avec un modèle économique différent afin de relever les défis de notre siècle.

« L'ÂGE DE LA CUPIDITÉ DOIT PRENDRE FIN. LES GOUVERNEMENTS DOIVENT TAXER LES RICHES SI NOUS VOULONS AVOIR LA MOINDRE CHANCE D'INVERSER LA CRISE DES INÉGALITÉS QUE NOUS TRAVERSONS. »²⁷⁵

NJOKI NJEHU,
COORDINATRICE
PANAFRICAINE DE LA FIGHT
INEQUALITY ALLIANCE

Pour que leur approche soit adaptée au XXI^e siècle, les gouvernements doivent axer leurs stratégies économiques sur plus d'égalité. En d'autres termes, ils doivent viser une égalité économique bien plus grande (outre des objectifs pour l'égalité de genre et raciale) en s'appuyant sur des jalons explicites, mesurables et assortis de délais clairs. Nous savons que cela est possible. Des pays comme la Corée du Sud et la Sierra Leone se sont engagés à faire de la réduction des inégalités une priorité nationale, tandis que la Nouvelle-Zélande et d'autres pays comme le Bhoutan et l'Islande ont adopté des budgets nationaux privilégiant des indicateurs du bien-être plutôt que la croissance du PIB²⁸².

La pandémie demeure une urgence mondiale et doit être traitée comme telle. Les inégalités contribuent à la mort d'au moins une personne toutes les quatre secondes²⁸³. Pourtant, une vaste majorité de ces décès sont évitables, si tant est que l'on opte pour les bonnes politiques et les bons investissements.

Pour réduire les inégalités, les gouvernements ont plusieurs mesures essentielles à leur disposition.

Les gouvernements peuvent et doivent mettre en place des mécanismes de redistribution, par le biais de budgets et de fiscalités progressives visant à redistribuer le pouvoir et la fortune des personnes riches et à investir dans la grande majorité. Mais surtout, ils doivent aussi veiller à la distribution en amont, à savoir bâtir une économie garantissant que le marché, le secteur privé et la mondialisation n'engendrent pas en premier lieu plus d'inégalités.

Des solutions systémiques et structurelles sont requises afin de réparer les systèmes ayant permis à une infime minorité d'accumuler richesses, revenus et pouvoir aux dépens de la vaste majorité de l'humanité. Ces systèmes comprennent la montée en puissance des entreprises et des monopoles, la déréglementation étendue, l'assouplissement du contrôle des capitaux, le nivellement vers le bas en matière d'impôts sur les sociétés et sur le revenu, la libéralisation des marchés du travail et la privatisation des biens publics, ainsi qu'une course effrénée à la croissance du PIB, sans tenir compte de la forte intensité de carbone et du caractère hautement injuste d'une telle croissance.

Oxfam propose trois domaines d'actions visibles et tangibles pouvant constituer un point de départ pour les efforts des gouvernements dans le cadre de leur réponse à la pandémie et du relèvement. Ces domaines d'actions aideront les gouvernements et les institutions financières internationales à commencer à lutter contre la violence économique, à sauver des vies et à soutenir une transition vers un monde plus juste, plus sain et plus heureux pour toutes et pour tous. Ils ne sont en aucun cas exhaustifs. Mais ensemble, ils jetteront des bases solides sur lesquelles construire l'égalité.

1. DÉBLOQUER DES MILLIERS DE MILLIARDS DE DOLLARS DANS LES ÉCONOMIES POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

Pendant trop longtemps, les gouvernements ont fait preuve d'une imagination bridée à l'heure d'investir dans leurs populations, mais la pandémie les a poussés à lâcher la bride et à réunir 16 000 milliards de dollars pour financer leur riposte²⁸⁵.

« (...) LA LIBERTÉ D'UNE DÉMOCRATIE N'EST PAS ASSURÉE SI LES GENS Y TOLÈRENT L'ACCROISSEMENT DU POUVOIR PRIVÉ JUSQU'À UN POINT OÙ IL DEVIENT PLUS PUISSANT QUE L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE LUI-MÊME. »²⁸⁴

FRANKLIN ROOSEVELT,
PRÉSIDENT DES
ÉTATS-UNIS (1938)

Plusieurs instruments fiscaux progressifs doivent désormais être mis à profit pour les plans de riposte et de relèvement face à la pandémie. Ils permettront de débloquer les milliers de milliards nécessaires pour sauver des vies et favoriser un futur plus juste. Toutefois, les instruments progressifs doivent l'être jusque dans leur conception : ils ne doivent pas reposer sur les citoyen·nes ordinaires ni donner lieu à des mesures agressives visant à obtenir davantage de remboursements de dette auprès des pays à revenu faible et intermédiaire.

Un financement immédiat est disponible. Les pays riches doivent, en priorité et sans plus attendre, affecter aux économies vulnérables une part conséquente des 400 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux qu'ils ont obtenus des 650 milliards alloués par le FMI en août 2021, sans endettement ni conditionnalité.

La communauté internationale doit aussi convenir d'une annulation de la dette à grande échelle, y compris concernant les remboursements aux créanciers privés, et établir un cadre international autonome pour les suspensions temporaires et la gestion de la restructuration de la dette. En outre, les pays riches doivent aussi honorer leur engagement à affecter 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'aide aux pays à revenu faible et intermédiaire. L'année 2020 marquait les 50 ans de cet engagement. On déplore 5 700 milliards de dollars²⁸⁶ d'aide non fournie au cours de cette période.

Une partie tout à fait charnière, et réalisable, de la réponse et du relèvement consiste à récupérer les milliers de milliards qu'ont empochés les personnes les plus riches du monde.

- **Les gouvernements doivent agir maintenant pour récupérer les profits colossaux réalisés par les milliardaires pendant la pandémie en mettant en place des impôts exceptionnels de solidarité, qui dégageraient les milliards nécessaires pour lutter contre les inégalités**

Comme le montre le présent rapport, la richesse des milliardaires a connu une croissance exponentielle pendant la pandémie, à des taux records. Des impôts exceptionnels de solidarité visant à récupérer cette richesse remettraient cet argent au service de l'économie réelle et sauveraient des millions de vies. Par exemple, comme l'a démontré l'Argentine, il est possible de générer des milliards de dollars de recettes en faveur du relèvement grâce à un impôt exceptionnel sur les plus grandes fortunes.

Une façon déterminante de récupérer les profits colossaux réalisés par les milliardaires pendant la crise est de taxer la fortune amassée depuis le début de la pandémie.

À titre d'exemple, un impôt exceptionnel d'urgence de 99 % sur les nouvelles richesses amassées pendant la pandémie de COVID-19 par les 10 hommes les plus riches au monde permettrait à lui seul de lever 812 milliards de dollars. Ces ressources permettraient de financer suffisamment de vaccins pour immuniser le monde entier, de combler les déficits de financement des mesures climatiques, de financer la protection sociale et la santé universelles, et de soutenir les efforts de lutte contre les violences basées sur le genre dans plus de 80 pays, tout en laissant encore à ce petit groupe de personnes quelque 8 milliards de dollars de plus qu'avant la pandémie. Et chacune de ces personnes serait toujours milliardaire²⁸⁷.

Cette idée n'a rien d'original. Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement français a taxé les gains excessifs réalisés en temps de guerre à un taux de 100 %²⁸⁸. Des impôts exceptionnels étaient également

PLUSIEURS INSTRUMENTS FISCAUX PROGRESSIFS DOIVENT DÉSORMAIS ÊTRE MIS À PROFIT POUR LES PLANS DE RIPOSTE ET DE RELÈVEMENT FACE À LA PANDÉMIE. ILS PERMETTRONT DE DÉBLOQUER LES MILLIARDS DE MILLIARDS NÉCESSAIRES POUR SAUVER DES VIES ET FAVORISER UN FUTUR PLUS JUSTE.

appliqués ailleurs en Europe et au Japon. Aux États-Unis, le président Franklin D. Roosevelt a proposé un impôt à 100 % sur les « revenus excessifs » pendant la guerre. Un taux marginal d'imposition de 94 % a finalement été mis en place pour les revenus les plus élevés ; entre 1944 et 1981, il était en moyenne de 81 %²⁸⁹.

- **Les gouvernements doivent continuer à mettre en place et pérenniser des impôts progressifs sur le capital et la fortune et mettre un terme aux paradis fiscaux et à l'évasion fiscale des entreprises**

Outre ces impôts exceptionnels de solidarité, les gouvernements doivent également mettre en place (ou augmenter le cas échéant) des impôts permanents sur la fortune et le capital afin de réduire fondamentalement et radicalement les inégalités de richesse. Le FMI s'est positionné en faveur d'impôts sur le capital et la fortune en précisant que « les taux d'imposition marginaux peuvent être relevés sans que cela nuise à la croissance économique »²⁹⁰. Ces impôts hautement progressifs peuvent à la fois financer le relèvement et réduire les inégalités.

Au-delà de chercher à augmenter les recettes, il est également légitime d'utiliser l'impôt sur la fortune afin de réduire fondamentalement le nombre de milliardaires et de multimillionnaires. Dans cette optique, et en nous référant au travail de Gabriel Zucman, nous avons modelé les recettes issues d'un impôt annuel de 10 % sur la fortune des milliardaires à travers le monde, qui contribuerait à réduire progressivement le nombre total de milliardaires dans le monde.

Il s'agirait là d'un renversement stratégique de l'approche économique adoptée depuis des dizaines d'années, consistant à faire peser la plus grande partie de la charge fiscale sur le travail et la consommation de la majorité (sous la forme d'impôts régressifs pesant le plus lourdement sur les personnes les plus pauvres et en particulier sur les femmes²⁹¹) plutôt que sur le capital d'une minorité. En 2017, pour chaque dollar de recette fiscale collectée dans le monde, seulement 4 cents provenaient de la fiscalité sur la fortune, sous la forme de droits de succession ou d'impôts sur la propriété, notamment²⁹².

Par ailleurs, les gouvernements doivent mettre fin une bonne fois pour toutes aux paradis fiscaux qui les privent de recettes essentielles. Les révélations des Pandora Papers figurent parmi de nombreux scandales ayant mis au jour comment les personnes riches et les responsables politiques utilisent les paradis fiscaux au détriment du reste de la population. Les gouvernements doivent mettre fin au dangereux nivellement vers le bas en matière d'impôts sur les sociétés, et devront pour ce faire aller au-delà du taux minimum d'imposition injuste et insuffisant convenu par l'OCDE en octobre 2021²⁹³.

**LES GOUVERNEMENTS
DOIVENT METTRE FIN
UNE BONNE FOIS POUR
TOUTES AUX PARADIS
FISCAUX QUI LES
PRIVENT DE RECETTES
ESSENTIELLES.**

2. RÉORIENTER CETTE RICHESSE POUR SAUVER DES VIES ET INVESTIR DANS NOTRE AVENIR

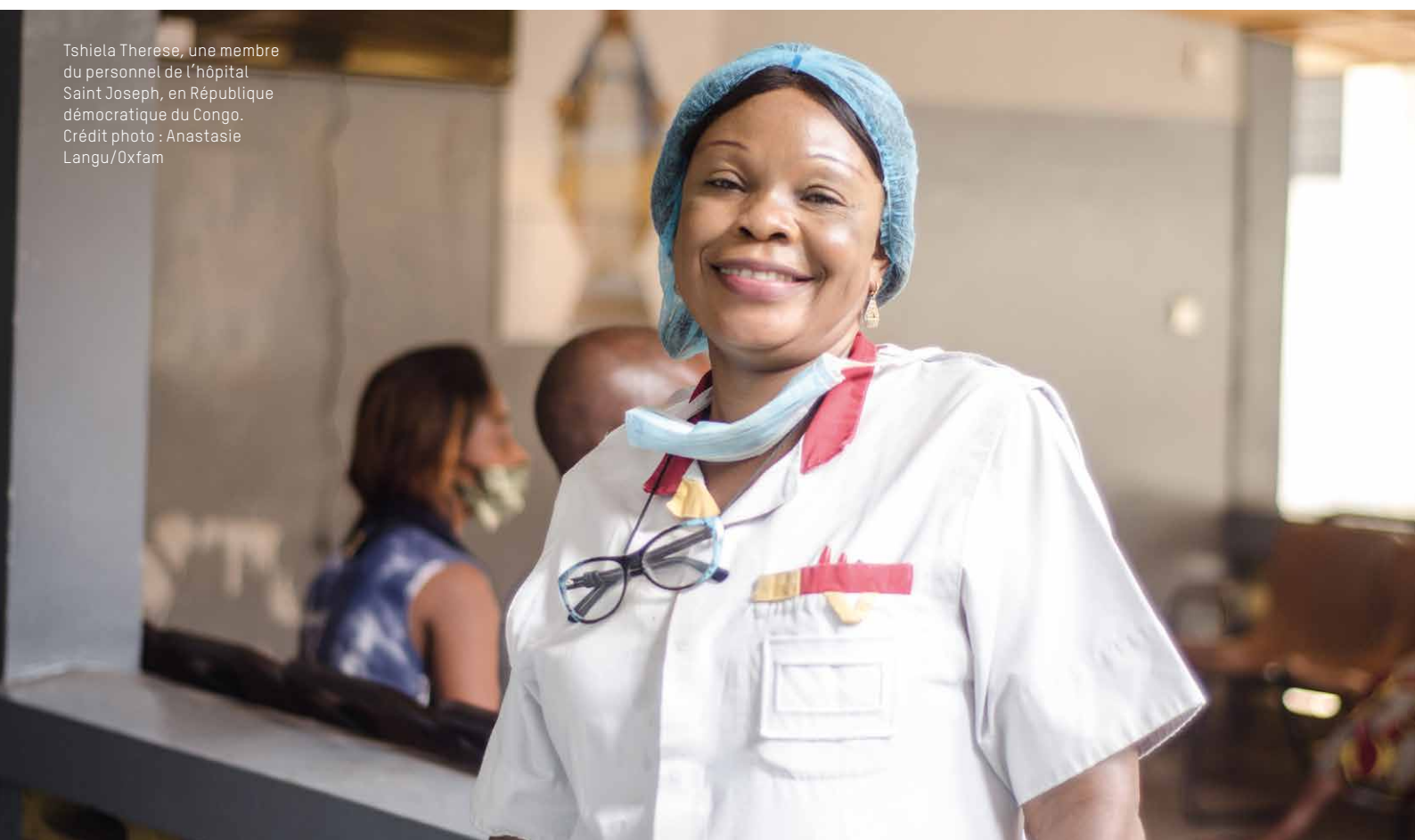
Les gouvernements peuvent aider à sauver des vies en investissant dans des politiques visibles et transformatrices ayant fait leurs preuves à l'heure de réduire les inégalités économiques, raciales et de genre, de créer du lien dans les sociétés et de lutter contre la crise climatique. Ci-après, Oxfam propose

quatre solutions, qui, à travers des mécanismes de redistribution, luttent directement contre la violence économique.

- **La fin des frais de santé à la charge des patient-es : des soins de santé universels de qualité, fournis et financés publiquement**

Des avancées en matière de soins de santé universels pourraient contribuer à sauver des millions de vies d'ici 2030²⁹⁴, et à empêcher des millions d'autres de basculer dans la pauvreté chaque année. Les soins de santé universels jettent les bases d'une société plus saine, plus libre et plus juste ; ils contribuent à combler l'écart entre les personnes riches et les personnes pauvres ainsi qu'entre les femmes et les hommes, et ils favorisent l'égalité raciale et ethnique. Le marché ne devrait pas avoir priorité sur le droit des personnes à la vie. Personne ne devrait avoir à payer de sa poche pour accéder à des soins de santé. Les gouvernements doivent cesser de privatiser les services publics. L'État doit fournir les soins de santé, et non les acheter. Des gouvernements comme celui du Costa Rica²⁹⁵ ou de la Thaïlande²⁹⁶ ont démontré que cela était possible. 284 milliards de dollars d'investissements supplémentaires par an sont nécessaires pour que les pays à revenu faible et intermédiaire atteignent les objectifs en matière de santé fixés dans le cadre des objectifs de développement durable, passant à 371 milliards de dollars pour la période 2026-2030. L'État doit prévaloir sur les fournisseurs privés²⁹⁷. Les soins de santé universels, comme l'éducation universelle, doivent surtout être protégés de toutes mesures d'austérité, coupes budgétaires et privatisations. L'accès universel à des services publics gratuits et de qualité est essentiel à la lutte contre les inégalités et constitue une méthode de redistribution clé ; toute coupe budgétaire a un impact disproportionné sur celles et ceux qui en dépendent le plus et qui n'ont pas la possibilité de payer pour des services similaires dans le secteur privé.

Tshiela Therese, une membre
du personnel de l'hôpital
Saint Joseph, en République
démocratique du Congo.
Crédit photo : Anastasie
Langu/Oxfam



- **Vivre à l'abri du besoin : la protection sociale universelle qui offre la sécurité du revenu à toutes et à tous**

La sécurité du revenu pour les personnes au chômage et les travailleurs et travailleuses du secteur informel. Les allocations familiales. La retraite. La prise en charge du soin. La protection sociale se compose de tous ces éléments. C'est un droit humain et une bouée de sauvetage permettant aux personnes de vivre à l'abri du besoin et de se libérer de la faim. L'investissement dans la protection sociale est l'un des choix les plus efficaces qu'un gouvernement puisse faire afin de réduire les inégalités. Il est transformateur : par exemple, d'ici 2030, le Kenya et l'Indonésie pourraient réduire leur taux de pauvreté de 25 % et 31 % respectivement, en investissant aujourd'hui 1,7 % de leur PIB dans des programmes de protection sociale universelle²⁹⁸. Les pays à revenu faible et intermédiaire doivent augmenter leurs budgets annuels dédiés à la protection sociale, de 3,8 % du PIB en moyenne, afin de combler les lacunes existantes en matière de financement et de garantir un plancher de protection sociale garantissant l'accès à des soins de santé et à un revenu minimum pour les personnes âgées, les mères, les enfants et les personnes vivant avec un handicap²⁹⁹. Pour les pays à revenu faible, en revanche, l'établissement d'un plancher de protection sociale coûterait environ 78 milliards de dollars au total par an, soit 15,9 % de leur PIB³⁰⁰. Les pays riches doivent soutenir la création d'un Fonds mondial pour la protection sociale visant à renforcer les programmes de protection sociale universelle dans les pays à revenu faible n'ayant pas suffisamment de capacité d'investissement, financé par l'aide et l'allègement de la dette de la part des pays riches³⁰¹.

**L'INVESTISSEMENT
DANS LA PROTECTION
SOCIALE EST L'UN
DES CHOIX LES PLUS
EFFICACES QU'UN
GOUVERNEMENT
PUISSE PRENDRE
AFIN DE RÉDUIRE LES
INÉGALITÉS.**

- **Survivre à la crise climatique : dégager un financement d'urgence en faveur de l'adaptation au changement climatique, couvrant les pertes et dommages, et assurant un monde libéré des énergies fossiles**

L'adaptation au changement climatique est une question de vie ou de mort pour les communautés confrontées aux conséquences les plus dures de la crise climatique. Entre aujourd'hui et 2025, les pays riches doivent accorder un financement supplémentaire d'urgence d'au moins 50 milliards de dollars par an pour l'adaptation au changement climatique des pays à revenu faible et intermédiaire. D'ici 2030, leurs besoins atteindront entre 140 et 300 milliards de dollars³⁰². Un tel financement peut s'avérer transformateur lorsqu'il est mené localement et lorsqu'il soutient les femmes, qui sont indispensables à l'agriculture, à la pêche et à l'épanouissement de leurs communautés. Un financement de la part des pays riches est également requis pour répondre à un besoin urgent de compenser les pertes et les dommages, lorsque l'adaptation n'est plus possible, car les communautés pauvres et les pays vulnérables au changement climatique connaissent déjà les pires conséquences de la crise climatique. Les financements requis pour pallier les pertes et dommages dans les pays à revenu faible et intermédiaire risquent d'atteindre 200 à 580 milliards de dollars par an d'ici 2030^{303, 304}. Par ailleurs, s'attaquer aux conséquences de la crise immédiate ne suffit pas en soi ; il faut investir dans la transition vers une économie alimentée par des énergies propres et non plus par les énergies fossiles. Les pays riches doivent aussi honorer leur promesse de fournir 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 dans le cadre du financement climat pour les pays à revenu faible et intermédiaire, y compris en soutenant la transition énergétique. Des investissements sont aussi absolument nécessaires pour soutenir les travailleurs et travailleuses et les communautés pendant cette transition. La stratégie espagnole de 250 millions d'euros « Transición Justa » (transition juste), qui a été approuvée en 2018 afin de diversifier l'économie dans les régions économiquement tributaires de l'extraction de charbon, montre que cela est faisable³⁰⁵.

**LES PAYS RICHES
DOIVENT AUSSI
HONORER LEUR
PROMESSE DE FOURNIR
100 MILLIARDS DE
DOLLARS PAR AN
À PARTIR DE 2020
DANS LE CADRE DU
FINANCEMENT CLIMAT
POUR LES PAYS À
REVENU FAIBLE ET
INTERMÉDIAIRE,
Y COMPRIS EN
SOUTENANT LA
TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE.**

- **Mettre fin aux violences basées sur le genre : investir pour contribuer à renforcer les droits des femmes**

Les violences basées sur le genre, manifestation pernicieuse du patriarcat et du sexisme, ne peuvent être résolues avec l'argent comme seul recours. Toutefois, des investissements peuvent constituer une aide considérable afin de sauver des vies et de mettre fin aux violences. Selon les estimations, éradiquer les violences basées sur le genre dans 132 pays prioritaires d'ici 2030 par le biais de programmes de prévention et d'intervention coûterait 42 milliards de dollars³⁰⁶. Par ailleurs, il est absolument nécessaire d'investir davantage dans les organisations de défense des droits des femmes dans le monde, qui œuvrent à rassembler des millions de femmes pour défendre leurs droits humains, faire progresser l'autonomie des femmes et transformer leurs communautés, mais qui sont confrontées à des coupes budgétaires et à un manque d'espace dans lequel opérer³⁰⁷. Il faut impérativement inverser cette tendance³⁰⁸. De tels investissements sont particulièrement nécessaires afin de remettre en question les normes culturelles et sociales qui déterminent le type de travail que les femmes peuvent faire ou non, qui font peser le travail de soin sur les femmes et les filles principalement, qui empêchent les femmes de posséder des biens et qui justifient les abus et les violences à leur égard.



Des travailleurs transportent des sacs d'équipements de protection individuelle à acheminer d'un entrepôt vers les hôpitaux à l'Est de Delhi, en Inde. Crédit photo : Vaibhav Raghunandan/Oxfam Inde

3. LA DISTRIBUTION EN AMONT AFIN DE RÉORIENTER LE POUVOIR ET LES REVENUS DANS L'ÉCONOMIE

Les politiques, les systèmes et les lois qui luttent activement contre l'accaparement extrême des richesses et des revenus par les plus fortunés de la société sont essentielles. Oxfam propose des mesures pouvant contribuer à garantir que les gains du marché, du secteur privé et de la mondialisation

reviennent directement et plus clairement aux mains des travailleurs et travailleuses et des citoyen·nes ordinaires. Nous proposons des changements à opérer au niveau des lois et de la représentation, qui sont excessivement biaisées en faveur des pays, entreprises et personnes les plus riches, ce qui en définitive perpétue les inégalités. Ces actions sont tout aussi importantes que la redistribution des richesses.

- **Lutter contre les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres : une dérogation aux droits de propriété intellectuelle**

Les règles commerciales biaisées en faveur des pays et des entreprises les plus riches empêchent les pays à revenu faible et intermédiaire de détenir les droits et d'accéder à la formule qui leur permettraient de fabriquer vaccins et autres technologies contre la COVID-19 eux-mêmes, et protègent le pouvoir monopolistique d'une poignée de grandes entreprises pharmaceutiques.

L'ensemble des gouvernements des pays riches doivent sans plus attendre convenir d'une dérogation à l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) qui réponde aux demandes des pays à revenu faible et intermédiaire. Cette dérogation a été inscrite dans l'Accord sur les ADPIC pour des situations exceptionnelles telles qu'une pandémie.

Les dérogations doivent être facilement activées en cas d'urgence future et fournir les bases pour une réforme plus large du système monopolistique de l'industrie pharmaceutique, qui empêche des milliards de personnes d'accéder à des médicaments à des prix abordables. Une réflexion plus large doit aussi avoir lieu afin de garantir que la propriété intellectuelle, au-delà de l'accès aux médicaments, soit gérée dans l'intérêt de la société et non dans les seuls intérêts financiers des entreprises. Par exemple, permettre le partage des technologies et des connaissances clés est essentiel pour l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation, afin de pouvoir à terme enrayer la crise climatique.

- **Lutter contre les inégalités entre les personnes riches et la majorité : faire valoir les droits humains des travailleurs et travailleuses et des personnes**

La fragilisation des syndicats et des droits des travailleurs et travailleuses (concernant par exemple la grève ou la négociation collective, qui aboutissent à l'augmentation des salaires et des protections pour les travailleurs et travailleuses dans l'ensemble de la société) est au cœur de l'augmentation des inégalités³⁰⁹. Il faut mettre fin à ce cercle vicieux.

Les gouvernements doivent établir des normes juridiques protégeant les droits des travailleurs et travailleuses à se syndiquer et à faire grève, et doivent abroger les lois qui sapent ces droits. Ils doivent revenir sur la législation et les mesures ayant fermé l'espace civique aux citoyen·nes et violé leurs droits, et protéger au lieu de cela la liberté d'expression et d'association ainsi que les droits civiques et politiques de toutes et de tous.

Les gouvernements doivent surtout soutenir des politiques qui s'attaquent aux monopoles et limitent la concentration du marché, et demander à toutes les multinationales d'appliquer des obligations de diligence dans leurs chaînes d'approvisionnement. L'Europe adopte

**LES GOUVERNEMENTS
DOIVENT ÉTABLIR DES
NORMES JURIDIQUES
PROTÉGEANT
LES DROITS DES
TRAVAILLEURS ET
TRAVAILLEUSES À SE
SYNDIQUER ET À FAIRE
GRÈVE, ET DOIVENT
ABROGER LES LOIS QUI
SAPENT CES DROITS.**

ses premières mesures en exigeant des grandes entreprises qu'elles respectent les droits humains peu importe où elles se fournissent dans le monde. Bien qu'il en faille plus pour lutter contre l'impact négatif des entreprises sur les inégalités et la crise climatique, cette étape sert d'exemple à d'autres pays pour qu'ils fassent de même et aillent plus loin.

Les gouvernements peuvent effectivement aller plus loin en s'assurant qu'une entreprise ne verse pas de dividendes tant qu'elle n'offre pas un salaire décent à ses employé·es et n'investit pas suffisamment dans la transition bas carbone. Ils doivent investir dans un futur plus démocratisé pour les entreprises qui rejettent le modèle étriqué du capitalisme actionnarial, notamment en encourageant des modèles commerciaux plus équitables tels que les coopératives et les entreprises sociales dans lesquelles les travailleurs et travailleuses, les paysans et paysannes et les communautés détiennent un vrai pouvoir.

- **Abolir les lois sexistes et discriminatoires envers les femmes et en créer de nouvelles, promouvant l'égalité entre les genres**

Partout dans le monde perdurent des lois sexistes qui mettent à mal les opportunités des femmes et leurs droits humains.

Près de trois milliards de femmes dans le monde ne peuvent pas, légalement, jouir des mêmes opportunités d'emplois que les hommes. Parmi les 189 économies évaluées en 2018 par la Banque mondiale, 104 ont encore des lois empêchant les femmes de travailler dans certains secteurs d'emploi, tandis que dans 18 économies, un mari peut légalement interdire à sa femme de travailler³¹⁰.

Ces lois discriminatoires ne sont pas immuables. Elles peuvent être modifiées si les gouvernements et les parlements adoptent des législations progressives.

PARTOUT DANS LE MONDE PERDURENT DES LOIS SEXISTES QUI METTENT À MAL LES OPPORTUNITÉS DES FEMMES ET LEURS DROITS HUMAINS.



Deux femmes discutent dans le cadre d'une initiative communautaire visant à combattre les violences basées sur le genre à Tripoli, au Liban. Crédit photo : Natheer Halawani/Oxfam au Liban

Les lois existantes doivent être appliquées, mais surtout, de nouvelles lois sont nécessaires, y compris pour garantir un congé maternité payé d'au moins 14 semaines ainsi que l'application progressive d'un congé parental payé d'un an, et des lois garantissant les droits de toute personne prenant en charge du travail de soin et lui fournissant un salaire décent.

Les gouvernements et les institutions tiennent compte de ce qu'ils jugent important, et la collecte de données sur le genre a été jusqu'ici fortement sous-financée³¹¹. Le manque de données de qualité, ventilées par genre, race, âge et autres caractéristiques pertinentes, a été un obstacle pour répondre aux besoins des personnes les plus durement touchées par des crises qui s'aggravent mutuellement. Cela doit changer.

- **Redistribuer le pouvoir en politique et dans le secteur privé en faveur de la majorité : faire des travailleurs et travailleuses une priorité dans la prise de décisions au sein des entreprises et stimuler la représentation politique des femmes, des groupes racisés et de la classe ouvrière**

Veiller à ce que les travailleurs et travailleuses jouent un rôle stratégique plus important dans la prise de décisions au sein des entreprises nationales et multinationales peut s'avérer crucial dans la réduction des inégalités en garantissant des politiques et des mesures tenant compte de leurs besoins, et non pas uniquement des besoins des cadres et riches actionnaires. Les gouvernements doivent agir pour renforcer et augmenter la participation des représentant·es des travailleurs et travailleuses et garantir la représentation égale des femmes et des hommes dans les entreprises nationales et multinationales. Ils doivent s'assurer que les entreprises atteignent la diversité en termes de race, d'expertise et de niveau d'instruction par le biais d'une stratégie pour la diversité rendue publique et comprenant des objectifs à atteindre qui devront faire l'objet de comptes-rendus.

Partout dans le monde, les riches élites ont une présence politique disproportionnée. Selon des analyses publiées en juin 2021, 13 des 15 membres du cabinet de l'administration de Joe Biden sont millionnaires³¹² et font partie des 8 % les plus riches de la population américaine. Au Liban, le premier ministre milliardaire, Najib Mikati, partage avec son frère le rang de personne la plus riche du pays³¹³. Un tiers des membres du gouvernement du président français, Emmanuel Macron, sont millionnaires³¹⁴, et 90 % du cabinet du premier ministre indien, Narendra Modi, possèdent la fortune d'un crore de roupies (soit 10 millions de roupies, équivalents à 130 000 dollars)³¹⁵. Au Royaume-Uni, deux tiers du cabinet de Boris Johnson ont suivi un enseignement privé, contre 7 % de la population totale³¹⁶.

Malgré des chiffres à la hausse, les femmes ne représentent encore que 25,5 % des parlementaires dans le monde³¹⁷. Dans les pays riches, en dépit de progrès réguliers, les groupes racisés sont sous-représentés. Bien que selon les estimations, au moins 50 millions de personnes racisées vivent en Europe³¹⁸, 96 % des député·es européen·nes sont des personnes blanches³¹⁹ ; les quelques député·es européen·nes noir·es ont questionné le fait que les 27 commissaires européen·nes sont des personnes blanches³²⁰. Partout, les groupes racisés sont sous-représentés en politique³²¹. Des efforts doivent être engagés afin de faire tomber les barrières à la représentation de la classe ouvrière, des femmes et des groupes racisés afin de garantir une sphère politique plus représentative de l'ensemble de la population.

DES EFFORTS DOIVENT ÊTRE ENGAGÉS AFIN DE FAIRE TOMBER LES BARRIÈRES À LA REPRÉSENTATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE, DES FEMMES ET DES GROUPES RACISÉS AFIN DE GARANTIR UNE SPHÈRE POLITIQUE PLUS REPRÉSENTATIVE DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION.

NOTES

- 1 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 2 Ibid.
- 3 World Inequality Lab (2021), *Rapport sur les inégalités mondiales 2022*. <https://wid.world/news-article/world-inequality-report-2022/>
- 4 McKinsey & Company (2021), *The economic state of Black America: What is and what could be*. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/diversity-and-inclusion/the-economic-state-of-black-america-what-is-and-what-could-be#>
- 5 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 6 Ibid.
- 7 Ibid.
- 8 *The Economist* (2021, mis à jour quotidiennement), The pandemic's true death toll. Dernière visite le 1er décembre 2021. <https://www.economist.com/graphic-detail/coronavirus-excess-deaths-estimates> [paywall].
- 9 *The Economist* (2021), *Why have some places suffered more covid-19 deaths than others?* <https://www.economist.com/finance-and-economics/2021/07/31/why-have-some-places-suffered-more-covid-19-deaths-than-others> [paywall]
- 10 Fonds monétaire international (2021), *Moniteur des finances publiques 2021*. <https://www.imf.org/fr/Publications/FM/Issues/2021/10/13/fiscal-monitor-october-2021>.
- 11 Sanchez Paramo, C. et al. (7 octobre 2021), *L'augmentation de la pauvreté et le creusement des inégalités sont les autres séquelles de la COVID-19*. Blogs de la Banque mondiale. Extrait de <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/laugmentation-de-la-pauvrete-et-le-creusement-des-inegalites-sont-les-autres-séquelles-de-la>.
- 12 Credit Suisse (2021), *The Global Wealth Report 2021*. <https://www.credit-suisse.com/media/assets/corporate/docs/about-us/research/publications/global-wealth-report-2021-en.pdf>
- 13 Forum économique mondial (2021), *The Global Risks Report 2021. 16th Edition*. <https://www.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2021>
- 14 The Health Foundation (2021), *Unequal pandemic, fairer recovery: the COVID-19 impact inquiry report*. <https://www.health.org.uk/publications/reports/unequal-pandemic-fairer-recovery>
- 15 Office for National Statistics (2021), *Updating ethnic contrasts in deaths involving the coronavirus (COVID-19), England: 24 January 2020 to 31 March 2021*. <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/birthsdeathsandmarriages/deaths/articles/updatingethniccontrastsindeathsinvolveingthe-coronaviruscovid19englandandwales/24january-2020to31march2021>
- 16 E. T. Richardson et al. (2021), *Reparations for Black American descendants of persons enslaved in the U.S. and their potential impact on SARS-CoV-2 transmission*. Social Science & Medicine, Vol. 276, May 2021. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0277953621000733>
- 17 N. Yonzan, C. Lakner et D. G. Mahler (2021), *Is COVID-19 increasing global inequality?* Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/opendata/covid-19-increasing-global-inequality>
- 18 Levin, A. et al. (2021), *Assessing the burden of COVID-19 in developing countries: Systematic review, meta-analysis, and public policy implications*. medRxiv. <https://doi.org/10.1101/2021.09.29.21264325>
- 19 Tamale, N. (2021), *Adding Fuel to Fire: How IMF demands for austerity will drive up inequality worldwide*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/adding-fuel-to-fire-how-imf-demands-for-austerity-will-drive-up-inequality-worl-621210/>. DOI : 10.21201/2021.7864
- 20 Forum économique mondial (2021), *Global Gender Gap Report 2021*. <https://www.weforum.org/reports/ab6795a1-960c-42b2-b3d5-587eccda6023>
- 21 Harvey, R. (2021), *L'autre pandémie : Les crises interconnectées des violences basées sur le genre et de la COVID-19*. Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621309/bp-ignored-pandemic-251121-fr.pdf?sequence=23>. DOI : 10.21201/2021.8366
- 22 ONU Femmes (2021), *Global gender response tracker: Monitoring how women's needs are being met by pandemic responses*. Blog Women Count. 11 mai 2021. <https://data.unwomen.org/resources/women-have-been-hit-hard-pandemic-how-government-response-measuring>
- 23 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 24 Tamale, N. (2021), *Adding Fuel to Fire: How IMF demands for austerity will drive up inequality worldwide*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/adding-fuel-to-fire-how-imf-demands-for-austerity-will-drive-up-inequality-worl-621210/>. DOI : 10.21201/2021.7864
- 25 Gilbert, B. (2021), *Jeff Bezos thanks Amazon employees customers for paying for his jaunt to space: 'You guys paid for all of this'*. Business Insider Africa. <https://africa.businessinsider.com/tech-insider/jeff-bezos-thanks-amazon-employees-customers-for-paying-for-his-jaunt-to-space-you/ldzyjxr>
- 26 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 27 Ibid.
- 28 Forbes (2021), *World's Billionaires List: The Richest in 2021*. <https://www.forbes.com/billionaires/>
- 29 C. Collins et K. Thomhave (2021), *Family Offices: A Vestige of the Shadow Financial System*. Institute for Policy Studies. <https://inequality.org/wp-content/uploads/2021/05/Primer-FamilyOffices-May24-2021.pdf>

- 30 Par exemple, d'après une base de données des Nations Unies sur les états financiers consolidés des sociétés non financières cotées en bourse dans 56 pays à revenu élevé et à revenu faible et intermédiaire, la capitalisation boursière moyenne des 100 entreprises mondiales en tête du classement est passée de 31 fois (en 1995) à 7 000 fois (en 2015) celle des 2 000 entreprises figurant en bas du classement. CNUCED (2017), *Rapport sur le commerce et le développement 2017. Au-delà de l'austérité : vers une nouvelle donne mondiale*. https://unctad.org/system/files/official-document/trd2017_fr.pdf
- 31 M. Lawson et al (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-fr.pdf>. DOI : 10.21201/2019.3651
- 32 Ibid.
- 33 D.A. Vázquez Pimentel, I. Macías Aymar et M. Lawson (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620396/bp-reward-work-not-wealth-220118-fr.pdf>. DOI : 10.21201/2017.1350
- 34 N. Abernathy, D. Hamilton et J. Margetta Morgan (2019), *New Rules for the 21st Century: Corporate Power, Public Power, and the Future of the American Economy*. Roosevelt Institute. https://iri.hks.harvard.edu/files/iri/files/roosevelt-institute_2021-report_digital.pdf?m=1559233329
- 35 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 36 Ibid.
- 37 Ibid.
- 38 Ibid.
- 39 Ibid.
- 40 World Inequality Lab (2021), *Rapport sur les inégalités mondiales 2022*, op. cit.
- 41 Ibid.
- 42 E. Wolff-Mann (2021), *Super rich's wealth concentration surpasses Gilded Age levels*. Yahoo Finance. <https://finance.yahoo.com/news/super-richs-wealth-concentration-surpasses-gilded-age-levels-210802327.html>
- 43 Oxfam (20 mai 2021), *COVID vaccines create 9 new billionaires with combined wealth greater than cost of vaccinating world's poorest countries*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/covid-vaccines-create-9-new-billionaires-combined-wealth-greater-cost-vaccinating>
- 44 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 45 Ibid.
- 46 G1 São Paulo (11 février 2020), *Diferença de expectativa de vida entre distritos de São Paulo chega a 14 anos, diz prefeitura*. <https://g1.globo.com/sp/sao-paulo/noticia/2020/02/11/diferenca-de-expectativa-de-vida-entre-distritos-de-sao-paulo-chega-a-14-anos-diz-prefeitura.ghtml> [portugais]
- 47 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 48 Bongaarts, J. et Guilmoto, C. Z. (2015), *How many more missing women? Excess female mortality and prenatal sex selection, 1970–2050*. *Population and Development Review*, 41(2), 241–269. <https://doi.org/10.1111/j.1728-4457.2015.00046.x>
- 49 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 50 M. Lawson et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Op. cit.
- 51 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 52 Bressler, R. D. (29 juillet 2021), *The Mortality Cost of Carbon*. *Nature Communication*. <https://www.nature.com/articles/s41467-021-24487-w>
- 53 Ibid.
- 54 K. Pickett et R. Wilkinson (2010), *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*. Penguin Books Ltd.
- 55 E. D. Gould et A. Hijzen (2016), *Growing Apart, Losing Trust? The Impact of Inequality on Social Capital*. Document de travail du FMI WP/16/176. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16176.pdf>
- 56 Melita, D., Willis, G. B. et Rodríguez-Bailón, R. (2021), *Economic Inequality Increases Status Anxiety Through Perceived Contextual Competitiveness*. *Frontiers in psychology*, 12: 6373655. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2021.637365>
- 57 M. Lawson et M. Martin (2018), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018. Classement mondial des États selon leurs actions concrètes pour s'attaquer à l'écart entre riches et pauvres*. Oxfam et Development Finance International. www.inequalityindex.org
- 58 J. Hickel (2020), *Quantifying national responsibility for climate breakdown: an equality-based attribution approach for carbon dioxide emissions in excess of the planetary boundary*. *The Lancet Planetary Health*, Vol. 4, Issue 9, e399–404, septembre 2020. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2542519620301960>
- 59 T. Gore (2020), *Combattre les inégalités des émissions de CO2 : La justice climatique au cœur de la reprise post COVID-19*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/combattre-les-inegalites-des-emissions-de-co2>
- 60 Fonds monétaire international (FMI) (2021), *Moniteur des finances publiques, avril 2021 : une injection d'équité*. <https://www.imf.org/fr/Publications/FM/Issues/2021/03/29/fiscal-monitor-april-2021>
- 61 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 62 Groupe de la Banque mondiale (2018), *Les femmes, l'entreprise et le droit*. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29498/211252ovFR.pdf?sequence=12&isAllowed=y>
- 63 Union interparlementaire (UIP) (2021), *Davantage de femmes parlementaires, mais une parité difficile à instaurer*. <https://www.ipu.org/fr/actualites/femmes-parlement-2020>

- 64 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 65 Ibid.
- 66 *The Economist* (2021, mis à jour quotidiennement), *The pandemic's true death toll*, op. cit. Dernière visite le 1er décembre 2021.
- 67 *The Economist* (31 juillet 2021), *Why have some places suffered more covid-19 deaths than others?* Op. cit.
- 68 Oxfam (21 octobre 2021), *Les laboratoires pharmaceutiques et les pays riches ne délivrent qu'un septième des doses promises aux pays en développement*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/les-laboratoires-pharmaceutiques-et-les-pays-riches-ne-delivrent-quun-septieme>
- 69 *The Economist* (2021, mis à jour quotidiennement), *The pandemic's true death toll*, op. cit. Dernière visite le 1er décembre 2021.
- 70 Oxfam (30 mars 2021), *Two-thirds of epidemiologists warn mutations could render current COVID vaccines ineffective in a year or less*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/two-thirds-epidemiologists-warn-mutations-could-render-current-covid-vaccines>
- 71 FMI (2021), *Moniteur des finances publiques, avril 2021 : Une injection d'équité*, op. cit.
- 72 Sánchez-Páramo, C., et al. (7 octobre 2021), *L'augmentation de la pauvreté et le creusement des inégalités sont les autres séquelles de la COVID-19*, op. cit.
- 73 FMI (2021), *Moniteur des finances publiques, octobre 2021 : Renforcer la crédibilité des finances publiques*. <https://www.imf.org/fr/Publications/FM/Issues/2021/10/13/fiscal-monitor-october-2021>
- 74 Sánchez-Páramo, C., et al. (7 octobre 2021), *L'augmentation de la pauvreté et le creusement des inégalités sont les autres séquelles de la COVID-19*, op. cit.
- 75 Credit Suisse (2021), *The Global Wealth Report 2021*, op. cit.
- 76 Forum économique mondial (2021), *The Global Risks Report 2021*, op. cit.
- 77 Forum économique mondial (2021), *Global Gender Gap Report 2021*, op. cit.
- 78 FMI (2021), *Les fractures de la reprise mondiale se creusent*. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2021/07/27/world-economic-outlook-update-july-2021>
- 79 CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) (2021), *De la reprise à la résilience : faire face tous ensemble ou tomber séparément les uns après les autres ?* <https://unctad.org/fr/news/de-la-reprise-la-resilience-faire-face-tous-ensemble-ou-tomber-separement-les-uns-apres-les>
- 80 Center on International Cooperation (2021), *From Rhetoric to Action: Delivering Equality and Inclusion*. NYU/CIC Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. <https://cic.nyu.edu/publications/rhetoric-action-delivering-equality-inclusion>
- 81 Tamale, N. (2021), *Adding Fuel to Fire: How IMF demands for austerity will drive up inequality worldwide*, op. cit.
- 82 Banque mondiale (22 février 2021), *Two-Thirds of Poorer Countries Are Cutting Education Budgets Due to COVID-19*. Communiqué de presse. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2021/02/22/two-thirds-of-poorer-countries-are-cutting-education-budgets-due-to-covid-19>
- 83 UNESCO (4 septembre 2020), *L'UNESCO signale que le déficit de financement pour atteindre l'ODD 4 dans les pays les plus pauvres risque d'augmenter jusqu'à 200 milliards de dollars EU par an en raison de la COVID-19 si nous ne prenons pas des mesures urgentes*. Communiqué de presse. <https://fr.unesco.org/news/lunesco-signe-que-deficit-financement-atteindre-lodd-4-pays-plus-pauvres-risque-daugmenter>
- 84 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 85 Ibid.
- 86 World Inequality Lab (2021), *Rapport sur les inégalités mondiales 2022*, op. cit.
- 87 McKinsey & Company (2021), *The economic state of Black America*, op. cit.
- 88 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 89 Ibid.
- 90 Ibid.
- 91 UBS Global Family Office (2020), *Riding the Storm: Market turbulence accelerates diverging fortunes. Billionaires Report 2020*. <https://www.ubs.com/global/en/global-family-office/reports/billionaires-insights-2020.html>
- 92 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 93 Fonds monétaire international (FMI) (2021), *Moniteur des finances publiques, avril 2021*, op. cit.
- 94 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 95 R. Sharma. (17 mai 2021), *The billionaire boom: how the super-rich soaked up Covid cash*. *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/747a76dd-f018-4d0d-a9f3-4069bf2f5a93>
- 96 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 97 E. Wolff-Mann (7 juillet 2021), *Super rich's wealth concentration surpasses Gilded Age levels*, op. cit.
- 98 Forbes Real-time Billionaires List. <https://www.forbes.com/real-time-billionaires/>. Dernière visite le 1er décembre 2021.
- 99 J. Hirsch (30 mai 2015), *Elon Musk's growing empire is fueled by \$4.9 billion in government subsidies*. *Los Angeles Times*. <https://www.latimes.com/business/la-fi-hy-musk-subsidies-20150531-story.html>
- 100 A.F. Campbell (30 septembre 2019), *Elon Musk broke US labor laws on Twitter*. *Vox*. <https://www.vox.com/identities/2019/9/30/20891314/elon-musk-tesla-labor-violation-nlrb>

- 101 J. Eisinger, J. Ernsthausen et P. Kiel (8 juin 2021), *The Secret IRS Files: Trove of Never-Before-Seen Records Reveal How the Wealthiest Avoid Income Tax*. ProPublica. <https://www.propublica.org/article/the-secret-irs-files-trove-of-never-before-seen-records-reveal-how-the-wealthiest-avoid-income-tax>
- 102 Ibid.
- 103 S. Mellor (28 octobre 2021). *Elon Musk to Congress: Drop the billionaire tax. It will only mess with 'my plan to get humanity to Mars'*. Forbes. <https://fortune.com/2021/10/28/elon-musk-biden-rich-list-billionaire-tax-tesla-mars/>
- 104 Forbes (2021), #24: Gautam Adani & family. <https://www.forbes.com/profile/gautam-adani-1/?listuri=rtb&sh=4fe17add5b0e>
- 105 A. Marsh (11 juillet 2021), *Adani Boosting Coal Assets Despite Vow to Be Carbon Neutral*. Bloomberg Green. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-07-12/adani-boosting-coal-assets-despite-pledge-to-turn-carbon-neutral>
- 106 S. Findlay et H. Lockett (13 novembre 2020), *'Modi's Rockefeller': Gautam Adani and the concentration of power in India*. Financial Times. <https://www.ft.com/content/474706d6-1243-4f1e-b365-891d4c5d528b>
- 107 Wall Street Journal (6 février 2021), *How Big Tech Got Even Bigger*. <https://www.wsj.com/articles/how-big-tech-got-even-bigger-11612587632> [paywall]
- 108 Oxfam (16 novembre 2021), *Pfizer, BioNTech and Moderna making \$1,000 profit every second while world's poorest countries remain largely unvaccinated*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/pfizer-biontech-and-moderna-making-1000-profit-every-second-while-worlds-poorest>
- 109 Ibid.
- 110 Forbes (2021), *World's Billionaires List: The Richest in 2021*. <https://www.forbes.com/billionaires/>
- 111 C. Collins et K. Thomhave (2021), *Family Offices: A Vestige of the Shadow Financial System*. Institute for Policy Studies. <https://inequality.org/wp-content/uploads/2021/05/Primer-FamilyOffices-May24-2021.pdf>
- 112 M. Lawson, et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Op. cit.
- 113 D.A. Vázquez Pimentel, I. Macías Aymar et M. Lawson, et al. (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*, op. cit.
- 114 M. Lawson, et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Op. cit.
- 115 Par exemple, d'après une base de données des Nations unies sur les états financiers consolidés des sociétés non financières cotées en bourse dans 56 pays à revenu élevé et à revenu faible et intermédiaire, la capitalisation boursière moyenne des 100 entreprises mondiales en tête du classement est passée de 31 fois (en 1995) à 7 000 fois (en 2015) celle des 2 000 entreprises figurant en bas du classement. CNUCED (2017), *Rapport sur le commerce et le développement 2017. Au-delà de l'austérité : vers une nouvelle donne mondiale*. https://unctad.org/system/files/official-document/tdr2017_fr.pdf
- 116 U. Akcigit, et al. (2021), *Rising Corporate Market Power: Emerging Policy Issues*. Note de discussion du personnel du FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2021/03/10/Rising-Corporate-Market-Power-Emerging-Policy-Issues-48619>
- 117 Consortium international des journalistes d'investigation (2021), *Pandora Papers: An ICIJ Investigation*. <https://www.icij.org/investigations/pandora-papers/>
- 118 T. Tørsløv, L. Wier et G. Zucman *Close to 40% of multinational profits are shifted to tax havens each year*. <https://missingprofits.world/>
- 119 World Inequality Lab (2021), *Rapport sur les inégalités mondiales 2022*, op. cit.
- 120 Ibid.
- 121 Ibid.
- 122 E. Berkhout, et al. (2021), *Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-inequality-virus-bringing-together-a-world-torn-apart-by-coronavirus-throug-621149/>. DOI : 10.21201/2021.6409
- 123 Oxfam (30 mars 2021), *Two-thirds of epidemiologists warn mutations could render current COVID vaccines ineffective in a year or less*, op. cit.
- 124 M. Rimmer (2019), *Beyond the Paris Agreement: Intellectual Property, Innovation Policy, and Climate Justice*. Laws. 8, no.1: 7 <https://doi.org/10.3390/laws8010007>
- 125 M. Khor, et al. (2017), *Promoting sustainable development by addressing the impacts of climate change response measures on developing countries*. Research Paper no. 81. South Centre. https://www.southcentre.int/wp-content/uploads/2017/11/RP81_Promoting-Sustainable-Development-by-Addressing-the-Impacts-of-Climate-Change-Response-Measures-on-Developing-Countries_EN.pdf
- 126 *The Economist* (15 mai 2021), *The power of lobbyists is growing in Brussels and Berlin*. <https://www.economist.com/business/2021/05/13/the-power-of-lobbyists-is-growing-in-brussels-and-berlin> [paywall]
- 127 E. D. Gould et A. Hijzen (2016), *Growing Apart, Losing Trust? The Impact of Inequality on Social Capital*. Document de travail du FMI WP/16/176. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16176.pdf>
- 128 D. Melita, G.B. Willis et R. Rodríguez-Bailón (2021), *Economic Inequality Increases Status Anxiety Through Perceived Contextual Competitiveness*, op.cit
- 129 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 130 The Health Foundation (2021), *Unequal pandemic, fairer recovery: the COVID-19 impact inquiry report*. <https://www.health.org.uk/publications/reports/unequal-pandemic-fairer-recovery>
- 131 Australian Government: Australian Institute of Health and Welfare (AIHW) (2021), *The first year of COVID-19 in Australia: direct and indirect health effects*. <https://www.aihw.gov.au/reports/burden-of-disease/the-first-year-of-covid-19-in-australia/summary>

- 132 A. Levin, et al. (2021), *Assessing the Burden of COVID-19 in Developing Countries: Systematic Review, Meta-Analysis, and Public Policy Implications*. medRxiv. <https://doi.org/10.1101/2021.09.29.21264325>
- 133 Sánchez-Páramo, C., et al. (7 octobre 2021), *L'augmentation de la pauvreté et le creusement des inégalités sont les autres séquelles de la COVID-19*, op. cit.
- 134 Projections de la Banque mondiale, communication personnelle. Si les inégalités augmentent, la Banque mondiale estime que 3 318 millions de personnes vivront avec moins de 5,50 dollars par jour en 2030, contre 3 190 millions en 2019.
- 135 N. Yonzan, C. Lakner et D. G. Mahler (7 octobre 2021), *Is COVID-19 increasing global inequality?* Op. cit.
- 136 Oxfam (29 avril 2021), *La Covid-19 a coûté au moins 800 milliards de dollars en perte de revenus en un an aux femmes du monde entier*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/Covid-19-cost-women-globally-over-800-billion-lost-income-one-year>
- 137 Organisation internationale du Travail (OIT) (2021), OIT : *Les femmes seront moins nombreuses que les hommes à retrouver du travail dans la période post-COVID-19*. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_813467/lang--fr/index.htm
- 138 C. Mann (30 juin 2021), *Malala Fund makes commitments on girls' education at the Generation Equality Forum*. Malala Fund. <https://malala.org/newsroom/archive/malala-fund-makes-commitments-on-girls-education-at-the-generation-equality-forum>
- 139 ONU Femmes (11 mai 2021), *Global gender response tracker: Monitoring how women's needs are being met by pandemic responses*. Blog Women Count. <https://data.unwomen.org/resources/women-have-been-hit-hard-pandemic-how-government-response-measuring>
- 140 A.C. Ogando, M. Rogan et R. Moussié (2021), *The Triple Crisis: Impact of COVID-19 on Informal Workers' Care Responsibilities, Paid Work and Earnings*. Women in Informal Employment. <https://www.wiego.org/sites/default/files/resources/file/PolicyInsights3.pdf>
- 141 McKinsey & Company (2021), *The economic state of Black America: What is and what could be*. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/diversity-and-inclusion/the-economic-state-of-black-america-what-is-and-what-could-be#>
- 142 E. T. Richardson et al. (2021), *Reparations for Black American descendants of persons enslaved in the U.S. and their potential impact on SARS-CoV-2 transmission*, op. cit.
- 143 Office for National Statistics (2021), *Updating ethnic contrasts in deaths involving the coronavirus (COVID-19), England: 24 January 2020 to 31 March 2021*, op. cit.
- 144 M. Andreoni (19 octobre 2021), *Coronavirus in Brazil: What You Need to Know*. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/article/brazil-coronavirus-cases.html> [paywall]
- 145 ECLAC/CEPAL (2021), *People of African descent and COVID-19: unveiling structural inequalities in Latin America*. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/46621/1/S2000728_en.pdf
- 146 Oxfam Inde (20 juillet 2021), *Inequality Report 2021: India's Unequal Healthcare Story*. Communiqué de presse. <https://www.oxfamindia.org/press-release/india-inequality-report-2021-indias-unequal-healthcare-story>
- 147 C.K. Johnson, O.R Rodriguez et A. Kastanis (14 juin 2021), *As US COVID-19 death toll nears 600,00, racial gaps persist*. AP News. <https://apnews.com/article/baltimore-california-coronavirus-pandemic-race-and-ethnicity-health-341950a902affc651dc268dba6d83264>
- 148 N. Abernathy, D. Hamilton et J. Margetta Morgan (2019), *New Rules for the 21st Century: Corporate Power, Public Power, and the Future of the American Economy*, op. cit.
- 149 A. Merelli (28 mai 2021), *Big pharma wants you to think sharing vaccine patents overseas is very dangerous*. Quartz. <https://qz.com/2013661/big-pharma-argues-poor-nations-cant-be-trusted-to-make-vaccines/>
- 150 J. Sharma et S.K. Varshney (17 février 2021), *India's vaccine diplomacy aids global access to COVID-19 jabs*. Nature India. <https://www.nature.com/articles/nindia.2021.31>
- 151 Oxfam (16 novembre 2021), *Pfizer, BioNTech and Moderna making \$1,000 profit every second while world's poorest countries remain largely unvaccinated*, op. cit.
- 152 S. Nolen (22 octobre 2021), *Here's Why Developing Countries Can Make mRNA Covid Vaccines*. *New York Times*. <https://www.nytimes.com/interactive/2021/10/22/science/developing-country-covid-vaccines.html>
- 153 Human Rights Watch (15 décembre 2021), *Covid-19 : Des experts identifient plus de 100 compagnies capables de fabriquer des vaccins à ARNm*. Communiqué de presse. <https://www.hrw.org/fr/news/2021/12/15/covid-19-des-experts-identifient-plus-de-100-compagnies-capables-de-fabriquer-des>
- 154 Oxfam (16 novembre 2021), *Pfizer, BioNTech and Moderna making \$1,000 profit every second while world's poorest countries remain largely unvaccinated*, op. cit.
- 155 The White House Briefing Room. (16 septembre 2021), *Remarks by President Biden on the Economy*. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/09/16/remarks-by-president-biden-on-the-economy-4/>
- 156 P. Inman (18 août 2021), *Chinese president vows to 'adjust excessive incomes' of super rich*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2021/aug/18/chinese-president-xi-jinping-vows-to-adjust-excessive-incomes-of-super-rich>
- 157 Bloomberg News (30 août 2021), *Xi Approves Action on Everything from Monopolies to Pollution*. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-08-31/xi-approves-action-on-everything-from-monopolies-to-pollution>
- 158 L. Nylen (8 juillet 2021), *Biden launches assault on monopolies*. Politico. <https://www.politico.com/news/2021/07/08/biden-assault-monopolies-498876>

- 159 Sierra Leone State House (2020), *Keynote Address Delivered by His Excellency, Julius Maada Bio, President of the Republic of Sierra Leone at the High-Level Panel Discussion on Reducing Inequality on the Sidelines of the 33rd African Union Head of States and Government Summit*. <https://statehouse.gov.sl/wp-content/uploads/2020/02/Keynote-Address-by-His-Excellency-Julius-Maada-Bio-President-of-The-Republic-of-Sierra-Leone-at-the-High-Level-Panel-Discussion-on-Reducing-Inequality-33rd-AU-Heads-of-State-and-Government-Summit.pdf>
- 160 I.O. Doll (3 mai 2021), *Argentina Wealth Tax Fought by the Rich Raises \$2.4 Billion*. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-05-03/argentina-wealth-tax-fought-by-millionaires-raises-2-4-billion>
- 161 The Health Foundation (6 juillet 2021), *Inquiry finds working age adults in poorest areas almost four times more likely to die from COVID-19*. Communiqué de presse. <https://www.health.org.uk/news-and-comment/news/inquiry-finds-working-age-adults-in-poorest-areas-almost-four-times-more-likely-to-die-from-covid-19>
- 162 Office for National Statistics (2021), *Updating ethnic contrasts in deaths involving the coronavirus (COVID-19), England: 24 January 2020 to 31 March 2021*, op. cit.
- 163 C. Coffey, et al. (2020), *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928/>. DOI : 10.21201/2020.5419
- 164 Oxfam (29 avril 2021), *La COVID-19 a coûté au moins 800 milliards de dollars en perte de revenus en un an aux femmes du monde entier*, op. cit.
- 165 Malala Fund (6 avril 2020), *Malala Fund releases report on girls' education and COVID-19*. <https://malala.org/newsroom/archive/malala-fund-releases-report-girls-education-covid-19>
- 166 Gore, T., Ghosh, E., Nazareth, A., Kartha, S. et Dabi, N. (2021), *Les inégalités des émissions en 2030 : L'empreinte carbone par habitant et l'objectif de 1,5 °C*. Oxfam et Institute for European Environmental Policy. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-inequality-in-2030-per-capita-consumption-emissions-and-the-15c-goal-621305/>. DOI : 10.21201/2021.8274.
- 167 A. Sreevatsan (2018), *British Raj siphoned out \$45 trillion from India: Utsa Patnaik*. Mint. <https://www.livemint.com/Companies/HNZA71LNVNNVXQ1ealKu6M/British-Raj-siphoned-out-45-trillion-from-India-Utsa-Patna.html>
- 168 N. Fowler (9 juin 2020), *Britain's Slave Owner Compensation Loan, reparations and tax havenry*. Tax Justice Network. <https://taxjustice.net/2020/06/09/slavery-compensation-uk-questions/>
- 169 Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2020), *Quarante-troisième session du Conseil des droits de l'homme Débat consacré d'urgence aux violations des droits de l'homme à caractère racial, au racisme systémique, à la brutalité policière à l'encontre des personnes d'ascendance africaine et à la violence face aux manifestations pacifiques : Déclaration de Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*, 17 juin 2020. <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=25968&LangID=F>
- 170 K. Freking (17 février 2021), *Biden backs studying reparations as Congress considers bill*. AP News. <https://apnews.com/article/biden-study-reparations-congress-e3c045ece4d0e0eae-393a18a09a4a37e>
- 171 E. T. Richardson et al. (2021), *Reparations for Black American descendants of persons enslaved in the U.S. and their potential impact on SARS-CoV-2 transmission*, op. cit.
- 172 CARICOM (14 juillet 2020), *Barbados Prime Minister Calls for a Reparations 'Caribbean Marshall Plan'*. Communiqué de presse. <https://caricom.org/barbados-prime-minister-calls-for-a-reparations-caribbean-marshall-plan/>
- 173 J. Keaten (8 septembre 2021), *WHO chief urges halt to booster shots for rest of the year*. AP News. <https://apnews.com/article/business-health-coronavirus-pandemic-united-nations-world-health-organization-6384ff91c399679824311ac26e3c768a>
- 174 Euronews (mise à jour le 27 mars 2020), *Coronavirus: Footage shows Madrid hospital overflowing amid COVID-19 crisis*. <https://www.euronews.com/2020/03/27/coronavirus-footage-shows-madrid-hospital-overflowing-amid-covid-19-crisis>
- 175 BBC News (27 avril 2021), *India Covid: Delhi builds makeshift funeral pyres as deaths climb*. <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-56897970>
- 176 A. Faiola et A. V. Herrero (3 avril 2020), *Bodies lie in the streets in Guayaquil, Ecuador, emerging epicenter of coronavirus in Latin America*. The Washington Post. https://www.washingtonpost.com/world/the_americas/coronavirus-guayaquil-ecuador-bodies-corpses-streets/2020/04/03/79c786c8-7522-11ea-ad9b-254ec99993bc_story.html
- 177 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique, *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 178 OMS (13 décembre 2017), Banque mondiale et OMS : La moitié de la population de la planète n'a pas accès aux services de santé essentiels. Communiqué de presse. <https://www.who.int/fr/news/item/13-12-2017-world-bank-and-who-half-the-world-lacks-access-to-essential-health-services-100-million-still-pushed-into-extreme-poverty-because-of-health-expenses>
- 179 M. Lawson, et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Op. cit.
- 180 R. Yates (2017), *Hospitals That Act as Modern-day Debtor Prisons Deny Rights and Dignity*. Chatham House. <https://www.chathamhouse.org/2017/12/hospitals-act-modern-day-debtor-prisons-deny-rights-and-dignity>
- 181 OMS (2020), *Global Spending on Health: Weathering the Storm*. <https://apps.who.int/nha/database/DocumentationCentre/GetFile/58717341/en>
- 182 Oxfam Inde (20 juillet 2021), *Inequality Report 2021: India's Unequal Healthcare Story*, op. cit.

- 183 Office for National Statistics (2021), *Health state life expectancies by national deprivation deciles, England: 2017 to 2019*. <https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/healthandsocialcare/healthinequalities/bulletins/healthstatelifeexpectanciesbyindexofmultipledeprivationimd/2017to2019>
- 184 G1 São Paulo (11 février 2020), *Diferença de expectativa de vida entre distritos de São Paulo chega a 14 anos*, diz prefeitura, op. cit.
- 185 *The Economist* (31 juillet 2021), *Why have some places suffered more covid-19 deaths than others?* Op. cit.
- 186 Université McGill (2020), *Trust and income inequality fueling spread of COVID-19*. <https://www.mcgill.ca/newsroom/fr/channels/news/la-propagation-de-la-covid-19-favorisee-par-les-inegalites-de-revenu-et-la-confiance-325184>
- 187 J. Davies (2021), *Economic Inequality and COVID-19 Death Rates in the First Wave, a Cross-Country Analysis*. Document de travail CESifo N° 8957. <https://www.cesifo.org/en/publikationen/2021/working-paper/economic-inequality-and-covid-19-death-rates-first-wave-cross>
- 188 OCDE (2021), *Panorama de la santé 2021*. https://www.oecd-ilibrary.org/fr/social-issues-migration-health/panorama-de-la-sante_19991320
- 189 ECLAC/CEPAL (2021), *People of African descent and COVID-19: unveiling structural inequalities in Latin America*. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/46621/1/S2000728_en.pdf
- 190 Centers for Disease Control and Prevention (CDC) (2021), *Risk for COVID-19 Infection, Hospitalization, and Death by Race/Ethnicity*. <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/covid-data/investigations-discovery/hospitalization-death-by-race-ethnicity.html>
- 191 A. Perry, et al. (11 octobre 2021), *Amid the pandemic, Black and Latino men have experienced the largest drop in life expectancy. We need to examine the social determinants of health to determine why*. <https://www.brookings.edu/research/amid-the-pandemic-black-and-latino-men-have-experienced-the-largest-drop-in-life-expectancy/>
- 192 Australian Government: Australian Institute of Health and Welfare (AIHW) (2021), *The first year of COVID-19 in Australia: direct and indirect health effects*, op.cit
- 193 The Health Foundation (2021), *Unequal pandemic, fairer recovery: the COVID-19 impact inquiry report*. <https://www.health.org.uk/publications/reports/unequal-pandemic-fairer-recovery>
- 194 CARE International (22 septembre 2020), *L'insécurité financière, la faim et la santé mentale sont les principales préoccupations des femmes du monde entier*. Communiqué de presse. <https://www.care.org/fr/news-and-stories/press-releases/financial-insecurity-hunger-mental-health-are-top-concerns-for-women-worldwide/>
- 195 C. De Paz Nieves, I. Gaddis et M. Muller (2020), *Gender and COVID-19: what have we learnt, one year later*. Banque mondiale. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/446791624368460544/gender-and-Covid-19-what-have-we-learnt-one-year-later>
- 196 J. Assa et M. C. Calderon (2020), *Privatization and Pandemic: A Cross-Country Analysis of COVID-19 Rates and Health-Care Financing Structures*. https://www.researchgate.net/publication/341766609_Privatization_and_Pandemic_A_Cross-Country_Analysis_of_COVID-19_Rates_and_Health-Care_Financing_Structures
- 197 D. Sherpa (2020), *Estimating impact of austerity policies in COVID-19 fatality rates: Examining the dynamics of economic policy and case fatality rates (CFR) of COVID-19 in OECD countries*. medRxiv. <https://doi.org/10.1101/2020.04.03.20047530>
- 198 R. Tansey (2021), *When the market becomes deadly: How pressure towards privatisation of health and long-term care put Europe on a poor footing for a pandemic*. Corporate Europe Observatory. <https://corporateeurope.org/sites/default/files/2021-01/healthcare-privatisation-final.pdf>
- 199 GI-ESCR (2 juin 2021), *Italy's experience during COVID-19 and the limits of privatisation in healthcare | GI-ESCR's brief is out!* Communiqué de presse. <https://www.gi-escr.org/latest-news/5pg0xo95rwwju38y85xg-6musfduw2o>
- 200 OMS (2021), *Allocution liminaire du Directeur général de l'OMS à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée mondiale de la santé - 29 novembre 2021*. <https://www.who.int/fr/director-general/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-special-session-of-the-world-health-assembly--29-november-2021>
- 201 A. Maitland et A. Marriott (2021), *The Great Vaccine Robbery*. People's Vaccine Alliance (2021), https://webassets.oxfamamerica.org/media/documents/The_Great_Vaccine_Robbery_Policy_Brief.pdf
- 202 Oxfam (21 octobre 2021), *Les laboratoires pharmaceutiques et les pays riches ne délivrent qu'un septième des doses promises aux pays en développement*, op. cit.
- 203 *The Economist* (4 septembre 2021), *As a rich-world covid-vaccine glut looms, poor countries miss out* <https://www.economist.com/international/2021/09/04/as-a-rich-world-covid-vaccine-glut-looms-poor-countries-miss-out> [paywall]
- 204 Oxfam (30 mars 2021), *Two-thirds of epidemiologists warn mutations could render current COVID vaccines ineffective in a year or less*, op. cit.
- 205 G. Gopinath (2021), *Reprise mondiale : le fossé s'élargit entre les pays*. Blog du FMI. <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/07/27/blogs-drawing-further-apart-widening-gaps-in-the-global-recovery>
- 206 C. Mann (30 juin 2021), *Malala Fund makes commitments on girls' education at the Generation Equality Forum*, op. cit.
- 207 ONU Femmes (2020), *Whose Time to Care? Unpaid care and domestic work during COVID-19*. https://data.unwomen.org/sites/default/files/inline-files/Whose-time-to-care-brief_0.pdf
- 208 A. Maitland et A. Marriott (2021), *The Great Vaccine Robbery*, op. cit.

- 209 Marriott, A. et M. Lawson (2020), *Comment aborder la catastrophe du coronavirus : Le plan mondial de santé publique et l'intervention d'urgence qu'il nous faut maintenant*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/comment-aborder-la-catastrophe-du-coronavirus>
- 210 *The Economist* (26 avril 2018), *The importance of primary care*. <https://www.economist.com/special-report/2018/04/26/the-importance-of-primary-care> [paywall]
- 211 Données de la Banque mondiale, *Current health expenditure per capita (current US\$) – United States, Costa Rica*. <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.CHEX.PC.CD?locations=CR-US>
- 212 Données de la Banque mondiale, *Espérance de vie à la naissance, total (années) – United States, Costa Rica*. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.LE00.IN?locations=US-CR>
- 213 G. Machel. (30 mai 2020). *Covid-19 has gifted us a chance to end gender-based violence. We must take it. The Guardian*. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/may/30/covid-19-has-gifted-us-a-chance-to-end-gender-based-violence-we-must-take-it>
- 214 Vaeza, M.N. (27 novembre 2020). La pandémie de COVID-19 et la violence à l'égard des femmes et des filles. *Chronique ONU*. <https://www.un.org/fr/chronique-onu/la-pand%C3%A9mie-de-covid-19-et-la-violence-%C3%A0-l%E2%80%99C3%A9gard-des-femmes-et-des-filles>
- 215 FNUAP. (2020). *Impact of the COVID-19 pandemic on family planning and ending gender-based violence, female genital mutilation and child marriage*. Note technique intermédiaire 7. <https://www.unfpa.org/resources/impact-covid-19-pandemic-family-planning-and-ending-gender-based-violence-female-genital>
- 216 Ibid.
- 217 Standish, K. et Weil, S. (2021). *Gendered pandemics: suicide, femicide and COVID-19*. *Journal of Gender Studies*, Vol. 30, 2021, Numéro 7, pp 807–818. <https://doi.org/10.1080/09589236.2021.1880883>
- 218 Ibid.
- 219 Clifton, D. (12 novembre 2020). *At least 350 transgender people have been killed globally in 2020*. *them*. Tiré de <https://www.them.us/story/at-least-350-transgender-people-killed-globally-in-2020>.
- 220 Oxfam. (2021) *L'autre pandémie : note méthodologique*. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621309/mn-ignored-pandemic-methodology-251121-en.pdf?sequence=4&isAllowed=y>
- 221 Columbia University's Mailman School of Public Health. (2020). *Missing in Action: COVID-19 Response Funding for Gender-Based Violence (GBV) and Sexual and Reproductive Health (SRHR) in Five Countries*. https://www.publichealth.columbia.edu/sites/default/files/multi-country_funding_2-pager_9_april_2021.pdf
- 222 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 223 Ibid.
- 224 Bongaarts, J. et Guilimoto, C. Z. (2015). *How many more missing women? Excess female mortality and prenatal sex selection, 1970–2050*, op. cit.
- 225 FNUAP. (2020). *Impact of the COVID-19 pandemic on family planning and ending gender-based violence, female genital mutilation and child marriage*. Note technique intermédiaire 7. <https://www.unfpa.org/resources/impact-covid-19-pandemic-family-planning-and-ending-gender-based-violence-female-genital>
- 226 Columbia University's Mailman School of Public Health. (2020). *Missing in Action: COVID-19 Response Funding for Gender-Based Violence (GBV) and Sexual and Reproductive Health (SRHR) in Five Countries*. https://www.publichealth.columbia.edu/sites/default/files/multi-country_funding_2-pager_9_april_2021.pdf
- 227 P. Tavares et Q. Wodon. (2018). *Global and regional trends in women's legal protection against domestic violence and sexual harassment*. Banque mondiale. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/679221517425064052-0050022018/original/EndingViolenceAgainstWomenandGirlsGBV-LawsFeb2018.pdf>
- 228 Banque mondiale. (2020). *Women Business and the Law. Data for 1971–2020*. <http://pubdocs.worldbank.org/en/506381582842200909/WBL50YearPanelData2020.xlsx>
- 229 Fajnzylber, P., Lederman, D. et Loayza, N. (2002). *Inequality and violent crime*. *The Journal of Law & Economics*, 45(1), 1–39. <https://www.journals.uchicago.edu/doi/10.1086/338347>
- 230 Rashada, A. S. et Sharaf, M. F. (2016). *Income inequality and intimate partner violence against women: evidence from India*. École de Francfort – Série de documents de travail, N° 222. econstor.eu/bitstream/10419/148026/1/872003299.pdf
- 231 Budlender, D. (2004). *Why Should we Care About Unpaid Care Work? A Guidebook Prepared for the UNIFEM Southern African Region Office*. UNIFEM. <https://genderaids.unwomen.org/en/resources/2004/09/why-should-we-care-about-unpaid-care-work>
- 232 M. Bolis, et al. (2020). *Le travail de soin aux temps du coronavirus : Pourquoi le travail de soin est-il un enjeu essentiel pour la construction d'un futur féministe après le COVID-19 ?*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/care-in-the-time-of-coronavirus-why-care-work-needs-to-be-at-the-centre-of-a-po-621009/>. DOI : 10.21201/2020.6232
- 233 P. Espinoza Revollo. (2020). *Celles qui comptent : Note méthodologique*. Oxfam. <https://dx.doi.org/10.21201/2020.5419>
- 234 M. Bolis, et al. (2020). *Le travail de soin aux temps du coronavirus : Pourquoi le travail de soin est-il un enjeu essentiel pour la construction d'un futur féministe après le COVID-19 ?*, op. cit.
- 235 G. Azcona, et al. (2020). *From Insight to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19*. *ONU Femmes*. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/09/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19>
- 236 P. Espinoza Revollo. (2021). *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621149/tb-inequality-virus-methodology-note-250121-en.pdf?sequence=27>

- 237 E. Berkhout, et al. (2021). *Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*, op. cit.
- 238 ONU Femmes. (2016). *The economic costs of violence against women. Remarks by UN Assistant Secretary-General and Deputy Executive Director of UN Women, Lakshmi Puri at the high-level discussion on the "Economic Cost of Violence against Women"*. <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2016/9/speech-by-lakshmi-puri-on-economic-costs-of-violence-against-women>
- 239 FNUAP. (2020). *Chapitre 5 : Coût de l'élimination de la violence basée sur le genre*. <https://www.unfpa.org/resources/chapter-5-cost-ending-gender-based-violence>. Dans : Évaluation du coût des trois résultats transformateurs. <https://www.unfpa.org/featured-publication/costing-three-transformative-results>. Pp 33-36.
- 240 The Feminist Humanitarian Network (2021). *Women's Humanitarian Voices: Covid-19 through a feminist lens*. FHN. <https://www.feministhumanitariannetwork.org/covid-report>
- 241 H. Lock et K. Mlaba. (30 septembre 2021). *10 Powerful Quotes From Vanessa Nakate & Greta Thunberg at the Pre-COP26 Youth Summit*. Global Citizen. <https://www.globalcitizen.org/en/content/vanessa-nakate-greta-thunberg-quotes-cop26/>
- 242 J. Hickel. (2020). *Quantifying national responsibility for climate breakdown: an equality-based attribution approach for carbon dioxide emissions in excess of the planetary boundary*, op. cit.
- 243 M. Rimmer. (2019). *Beyond the Paris Agreement: Intellectual Property, Innovation Policy, and Climate Justice*, op. cit.
- 244 M. Khor, et al. (2017). *Promoting sustainable development by addressing the impacts of climate change response measures on developing countries*, op. cit.
- 245 Nous faisons référence ici à l'empreinte carbone par personne des 10 % les plus riches, qui devraient être près de dix fois plus élevées en 2030 que les niveaux d'émissions par habitant-e qui nous permettraient de limiter la hausse des températures mondiales à 1,5 °C. Tiré de T. Gore. (2021). *Les inégalités des émissions en 2030*, op. cit.
- 246 E. Berkhout, et al. (2021). *Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*, op. cit.
- 247 T. Gore. (2020). *Combattre les inégalités des émissions de CO2 : La justice climatique au cœur de la reprise post COVID-19*, op. cit.
- 248 T. Gore (2021). *Les inégalités des émissions en 2030*, op. cit.
- 249 R. Wilk et B. Barros. (16 février 2021). *Private planes, mansions and superyachts: What gives billionaires like Musk and Abramovich such a massive carbon footprint*. The Conversation. <https://theconversation.com/private-planes-mansions-and-superyachts-what-gives-billionaires-like-musk-and-abramovich-such-a-massive-carbon-footprint-152514>
- 250 Ce chiffre a été calculé en divisant les 33 859 tonnes métriques émises par Roman Abramovich par 4,8 tonnes, c'est-à-dire, comme le précise l'auteur, la quantité d'émissions de carbone annuelles d'une personne moyenne ; tiré de R. Jordan. (2019). *Global carbon emissions growth slows, but hits record high*. Stanford Woods Institute for the Environment. <https://news.stanford.edu/2019/12/03/global-carbon-emission-increase/>
- 251 H. Murphy. (3 août 2021). *Will These Places Survive a Collapse? Don't Bet on It, Skeptics Say*. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2021/08/03/us/collapse-of-civilization-study-new-zealand.html> [article payant]
- 252 A. Gevers, T. Musuya et P. Bukuluki. (2020). *Why climate change fuels violence against women*. PNUD. <https://www.undp.org/blog/why-climate-change-fuels-violence-against-women>
- 253 Oxfam. (2019). *Populations contraintes de fuir : des déplacements exacerbés par le changement climatique*. Document d'information. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/forced-from-home-climate-fuelled-displacement-620914/>
- 254 OMS. (2014). *Quantitative Risk Assessment of the effects of climate change on selected causes of deaths, 2030s and 2050s*. <https://www.who.int/publications/i/item/9789241507691>
- 255 R.D. Bressler. (2021). *The mortality cost of carbon*, op. cit.
- 256 Organisation météorologique mondiale. (31 août 2021). *Les catastrophes météorologiques se sont multipliées au cours des 50 dernières années, causant plus de dégâts, mais moins de décès*. <https://public.wmo.int/fr/medias/communiqu%C3%A9s-de-presse/les-catastrophes-m%C3%A9t%C3%A9orologiques-se-sont-multipli%C3%A9es-au-cours-des-50>
- 257 M.E. Hauer et A.R. Santos-Lozada. (2020). *Inaction on Climate Change Projected to Reduce European Life Expectancy*. *Population Research and Policy Review*, 40, 629–638. <https://link.springer.com/article/10.1007/s11113-020-09584-w>
- 258 La Banque mondiale définit trois seuils de pauvreté : 1,95 \$ (extrême pauvreté), 3,20 \$ et 5,50 \$. Oxfam utilise la valeur de 5,50 \$ principalement du fait qu'elle permet à notre avis de donner la vue d'ensemble la plus juste de la pauvreté réelle dans le monde entier. Nous pensons également qu'il ne serait pas acceptable de nous centrer uniquement sur l'extrême pauvreté, car cela exclurait les milliards de personnes qui se retrouvent confrontées à la réalité de la pauvreté au quotidien et qu'un seul choc suffirait à faire basculer dans une pauvreté plus profonde. Pour en savoir plus à ce sujet, voir M. Lawson, et al. (2018). *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*, op. cit.
- 259 C. Sánchez Páramo, et al. (7 octobre 2021). *L'augmentation de la pauvreté et le creusement des inégalités sont les autres séquelles de la COVID-19*, op. cit.
- 260 Ibid.
- 261 N. Yonzan, C. Lakner et D.G. Mahler. (7 octobre 2021). *Is COVID-19 increasing global inequality?* Op. cit.
- 262 Projections de la Banque mondiale, communications personnelles. Selon les estimations de la Banque mondiale, si les inégalités augmentent, 3,318 milliards de personnes vivront avec moins de 5,50 dollars par jours en 2030, contre 3,190 milliards en 2019.

- 263 Voir : M. Lawson, et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ?* Op. cit.
- 264 N. Yonzan, C. Lakner et D.G. Mahler. (7 octobre 2021). *Is COVID-19 increasing global inequality?* Op. cit.
- 265 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 266 PAM. (2020). *Global Monitoring of School Meals During COVID-19 School Closures*. <https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-map/>
- 267 PAM. (2020). *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020*. <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>
- 268 BBC. (31 mai 2021). *Why Colombia's protests are unlikely to fizzle out*. <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-56986821>
- 269 P. Chatterjee (2021). *Agricultural reform in India: farmers versus the state*. *The Lancet Planetary Health* Vol. 5, Numéro 4. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(21\)00060-7](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(21)00060-7)
- 270 The Times of India. (30 novembre 2021). *Parliament approves repeal of farm laws with voice vote*. http://timesofindia.indiatimes.com/articleshow/87991135.cms?utm_source=contentofinterest&utm_medium=text&utm_campaign=cppst
- 271 I. Ortiz, et al. (2021). *World Protests: A Study of Key Protest Issues in the 21st Century*. <https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-030-88513-7#toc>
- 272 Center on International Cooperation. (2021). *From Rhetoric to Action: Delivering Equality and Inclusion. NYU/CIC Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies*. https://530cfd94-d934-468b-a1c7-c67a84734064.filesusr.com/ugd/6c192f_c734a9b63b-b14e3bb3ea4d596efffd6d.pdf
- 273 Ibid.
- 274 Ibid.
- 275 Oxfam. (12 août 2021). *One-off emergency tax on billionaires' windfalls could fund COVID-19 jobs for entire world*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/one-emergency-tax-billionaires-pandemic-windfalls-could-fund-covid-19-jobs-entire>
- 276 M. Martin, et al. (2020). *Combattre les inégalités en période de COVID-19 : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020*. *Development Finance International et Oxfam*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/fighting-inequality-in-the-time-of-covid-19-the-commitment-to-reducing-inequality-621061/>. DOI : 10.21201/2020.6515
- 277 FMI. (2021). *Moniteur des finances publiques, avril 2021 : Une injection d'équité*, op. cit.
- 278 Gouvernement britannique, HM Treasury. (31 octobre 2020). *Furlough Scheme Extended and Further Economic Support Announced*. <https://www.gov.uk/government/news/furlough-scheme-extended-and-further-economic-support-announced>
- 279 L. Wheaton, L. Giannarelli et I. Dehry. (2021). *2021 Poverty Projections: Assessing the Impacts of Benefits and Stimulus Measures*. Urban Institute. <https://www.urban.org/research/publication/2021-poverty-projections-assessing-impact-benefits-and-stimulus-measures>
- 280 M. Martin, et al. (2020). *Combattre les inégalités en période de COVID-19 : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020*, op. cit.
- 281 FMI. (2021). *Fiscal Monitor Database of Country Fiscal Measures in Response to the COVID-19 Pandemic*. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Fiscal-Policies-Database-in-Response-to-COVID-19>
- 282 E. Berkhout, et al. (2021). *Le virus des inégalités: Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*. op. cit.
- 283 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 284 F.D. Roosevelt. (29 avril 1938). *Message to Congress on Curbing Monopolies*. *American Presidency Project*. <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/message-congress-curbing-monopolies>
- 285 FMI. (2021). *Moniteur des finances publiques avril 2021 : une injection d'équité*, op. cit.
- 286 E. Seery. (2020). *50 ans de promesses non-tenues : la dette de 5 000 milliards d'euros envers les plus pauvres*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/50-years-of-broken-promises-the-57-trillion-debt-owed-to-the-poorest-people-621080/>. DOI : 10.21201/2020.6737
- 287 M. Lawson et D. Jacobs. (2022). Note méthodologique *Les inégalités tuent*, op. cit.
- 288 N. O'Donovan. (2021). *One-off wealth taxes: theory and evidence*. *Fiscal Studies*, 42:565–597. <https://doi.org/10.1111/1475-5890.12277>
- 289 E. Saez et G. Zucman. (2019). *The Triumph of Injustice: How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay*. New York : WW Norton & Co ; et F.D. Roosevelt. (15 février 1943). *Letter to the House Ways and Means Committee on Salary Limitation*. Gerhard Peters et John T. Woolley, The American Presidency Project. <https://www.presidency.ucsb.edu/node/209776>
- 290 K. Georgieva. (7 janvier 2020). *Réduire l'inégalité pour créer des opportunités*. Blog du FMI. <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/01/07/blog-reduce-inequality-to-create-opportunity>
- 291 R. Sharpe. (2018). *Short-Changed: How the IMF's Tax Policies Are Failing Women*. ActionAid. https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/actionaid_briefing_short-changed_-_how_the_imfs_tax_policies_are_failing_women.pdf
- 292 E. Berkhout, et al. (2021). *Le virus des inégalités: Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*, op. cit.
- 293 Oxfam. (8 octobre 2021). *OECD tax deal is a mockery of fairness: Oxfam*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/oecd-tax-deal-mockery-fairness-oxfam>
- 294 Stenberg, K., et al. (2017). *Financing transformative health systems towards achievement of the health Sustainable Development Goals*. *Lancet Global Health*, 5: e875–87. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(17\)30263-2](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(17)30263-2)
- 295 *The Economist*. (2018). *The importance of primary care*, op. cit.
- 296 M. Lawson et al. (2019). *Services publics ou fortunes privées ?* op. cit.

- 297 Stenberg, K., et al. (2017). *Financing transformative health systems towards achievement of the health Sustainable Development Goals*, op. cit.
- 298 L. Marcos Barba, H. van Regenmortel et E. Ehmke. (2020). *À l'abri de la tempête : un besoin mondial de protection sociale universelle en période de COVID-19*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/labri-de-la-tempete-un-besoin-mondial-de-protection-sociale-universelle-en-periode-de>
- 299 OIT, OCDE et Banque mondiale. (2021). *Financing social protection through the COVID-19 pandemic and beyond*. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---ddg_p/documents/publication/wcms_829965.pdf
- 300 Ibid.
- 301 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). (2021). *Un expert de l'ONU appelle le monde à se préparer aux prochaines crises en établissant le Fonds mondial pour la protection sociale*. <https://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27239&LangID=f>
- 302 PNUÉ. (2021). *La tempête qui se prépare : L'adaptation au changement climatique dans l'après-pandémie*. Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation 2021. <https://www.unep.org/fr/resources/rapport-2021-sur-lecart-entre-les-besoins-et-les-perspectives-en-matiere-dadaptation-aux>
- 303 A. Markandya et M. González-Eguino. (2018). Integrated Assessment for Identifying Climate Finance Needs for Loss and Damage: A Critical Review. In : Mechler R., et al. (eds). *Loss and Damage from Climate Change. Climate Risk Management, Policy and Governance*. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-319-72026-5_14
- 304 J-A. Richards et L. Schalatek. (2017). *Financing Loss and Damage: A Look at Governance and Implementation Options*. Heinrich Böll Stiftung North America. https://www.boell.de/sites/default/files/loss_and_damage_finance_paper_update_16_may_2017.pdf
- 305 Centre pour une transition juste. (2019). *Just Transition in Action: Union Experiences and Lessons from Canada, Germany, New Zealand, Norway, Nigeria and Spain*. https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/191120_-_just_transition_case_studies.pdf
- 306 FNUAP. (2020). *Évaluation du coût des trois résultats transformateurs : Coût des résultats transformateurs que l'UNFPA s'est engagé à atteindre d'ici 2030* https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Evaluation_des_couts_des_3_resultats_transformateurs_UNFPA_Final.pdf
- 307 CIVICUS. (2020). *Rapport sur l'état de la société civile 2020*. https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/SQCS/2020/SQCS2020_Sommaire-Ex%C3%A9cutif_FRE.pdf
- 308 Oxfam. (10 juillet 2021). *Women rights organisations hit harder by funding cuts and left out of COVID-19 response and recovery efforts*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/women-rights-organisations-hit-harder-funding-cuts-and-left-out-covid-19-response>
- 309 D.A. Vázquez Pimentel, I. Macías Aymar et M. Lawson. (2018). *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*, op. cit.
- 310 Groupe de la Banque mondiale. (2018). *Women, Business and the Law*, op. cit.
- 311 FP Analytics. (2021). *Elevating Gender Equality in COVID-19 Economic Recovery: An evidence synthesis and call for policy action*. <https://genderequalitycovid19recovery.com/>
- 312 D. Alexander et M. Tindera. (29 juin 2021) *The Net Worth of Joe Biden's Cabinet*. Forbes. <https://www.forbes.com/sites/michelatindera/2021/06/29/the-net-worth-of-joe-bidens-cabinet/>
- 313 Forbes. (2021). *#1249 Najib Mikati*. <https://www.forbes.com/profile/najib-mikati/?sh=7abb35ec78d6>
- 314 T. Cross. (16 décembre 2017). *One-third of Macron's ministers are millionaires*. RFI. <https://www.rfi.fr/en/france/20171216-one-third-macrons-ministers-are-millionaires>
- 315 The Indian Express. (15 juillet 2021). *PM Modi's new Council of Ministers: 42% have criminal cases, 90% are millionaires*. <https://indianexpress.com/article/india/pm-modi-council-of-ministers-criminal-cases-millionaires-7398120/>
- 316 The Sutton Trust. (2021). *Sutton Trust Cabinet Analysis 2021*. <https://www.suttontrust.com/our-research/sutton-trust-cabinet-analysis-2021/>
- 317 Union interparlementaire (UIP). (3 mars 2021). *Davantage de femmes parlementaires, mais une parité difficile à instaurer*, op.cit.
- 318 European Network Against Racism (ENAR). (2020). *Brexit to have significant impact on racial diversity in the EU institutions*. <https://www.enar-eu.org/Brexit-to-have-significant-impact-on-racial-diversity-in-the-EU-institutions>
- 319 ENAR. (2019). *ENAR's Election Analysis—Ethnic minorities in the new European Parliament 2019–2025*. <https://www.enar-eu.org/ENAR-s-Election-Analysis-Ethnic-minorities-in-the-new-European-Parliament-2019>
- 320 A.B. Kuhnke et P. Herzberger-Fofana. (10 juin 2020). *Black MEPs: Why no non-white EU commissioners?* EUobserver. <https://euobserver.com/opinion/148603>
- 321 K. Schaeffer. (28 janvier 2021). *Racial, ethnic diversity increases yet again with the 117th Congress*. Pew Research Center. <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2021/01/28/racial-ethnic-diversity-increases-yet-again-with-the-117th-congress/>



OXFAM

OXFAM est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'une des organisations ou vous rendre sur www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
KEDV (www.kedv.org.tr)